

Internacional de la Educación  
Internationale de l'Éducation  
Education International

10° Congreso mundial  
10<sup>e</sup> Congrès mondial  
10<sup>th</sup> World Congress

*Buenos Aires 2024*



# Actes du 10<sup>e</sup> congrès

Buenos Aires, Argentine, 29 juillet-2 août 2024



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación  
Bildungsinternationale

# Table des matières

<b>Séance d'ouverture du Congrès</b>	<b>5</b>
Ouverture et allocution de la présidente	5
<b>1<sup>re</sup> séance plénière du Congrès</b>	<b>8</b>
1.1 Adoption de l'ordre du jour et du règlement des procédures	8
1.2 Déclaration relative à la sécurité et au respect	8
1.3 Rapport du Comité de vérification des pouvoirs	9
1.4 Nomination du Comité des élections	9
1.5 Nomination des scrutateur-ric-e-s	9
1.6 Rapport du Comité des résolutions	10
1.7 Rapport d'activités 2019-2024	11
1.8 Allocution de Gloria Ramírez, ministre du Travail, Colombie	13
<b>2<sup>e</sup> séance plénière du Congrès</b>	<b>14</b>
2.1 Allocution de Christy Hoffman, secrétaire générale d'UNI Global Union	14
2.2 Rapport d'activités 2019-2024 (suite)	15
2.3 Rapport du Comité des élections sur l'élection du Bureau restreint de l'IE	16
2.4 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions	16
2.5 Allocution de Laura Frigenti, directrice générale du PME	19
<b>Séances en sous-groupes</b>	<b>20</b>
<b>Réunions régionales</b>	<b>21</b>
<b>3<sup>e</sup> séance plénière du Congrès</b>	<b>22</b>
3.1 Amendements aux Statuts et au Règlement intérieur	22
3.2 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions (suite)	23
3.3 Allocution de Steve Cotton, secrétaire général de l'ITF	27
3.4 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions (suite)	28
<b>4<sup>e</sup> séance plénière du Congrès</b>	<b>30</b>
4.1 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions (suite)	30
4.2 Rapport du Comité des élections sur les candidatures pour les sièges régionaux	31
4.3 Rapports financiers 2019-2024	32
4.4 Nomination des auditeur-ric-e-s et du Comité d'audit interne	34
4.5 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions (suite)	35
<b>5<sup>e</sup> séance plénière du Congrès</b>	<b>40</b>
5.1 Rapport du Comité des élections sur les élections des sièges régionaux	40
5.2 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions (suite)	40
5.4 Résolutions : Groupe C – Défendre la démocratie	44
5.5 Rapport du Comité des élections sur les élections des sièges régionaux ouverts	47
5.6 Résolutions : Groupe C – Défendre la démocratie (suite)	48
5.7 Discours vidéo de Gilbert Hougbo, directeur général de l'OIT	49

<b>6<sup>e</sup> séance plénière du Congrès</b>	<b>50</b>
6.1 Résolutions : Groupe C – Défendre la démocratie (suite)	50
6.2 Résolutions : Groupe A – Développer nos syndicats (suite)	53
6.3 Allocution de Ambet Yuson, secrétaire général de l'IBB	54
6.4 Résolutions : Groupe D – Garantir l'équité	54
6.5 Présentation du programme et du budget 2025-2029	56
<b>Cérémonie de remise des prix de l'IE et hommage à la présidente Hopgood</b>	<b>59</b>
<b>7<sup>e</sup> séance plénière du Congrès</b>	<b>62</b>
7.1 Rapport du Comité des élections sur l'élection des sièges ouverts	62
7.2 Résolutions : Résolutions urgentes et groupe D – Garantir l'équité (suite)	63
7.3 Résolutions : Résolutions urgentes et groupe E – Promouvoir la paix	66
7.4 Résolutions : Résolutions urgentes et diverses	71
7.6 Présentation des membres sortant·e·s du Bureau exécutif	73
7.7 Présentation du nouveau Bureau exécutif	73
7.8 Remarques conclusives de la présidente	74

# Composition du Bureau Exécutif

## Présidente

Susan Hopgood (AEU/Australie)

## Secrétaire Général

David Edwards (NEA/États-Unis)

## Vice-président-e-s

Mugwena Maluleke (SADTU/Afrique du Sud)

Masaki Okajima (JTU/Japon)

Maike Finnern (GEW/Allemagne)

Roberto Franklin de Leão (CNTE/Brésil)

Lily Eskelsen García (NEA/USA)

## Sièges régionaux Afrique

Yohannes Benti Chokorso (ETA/Éthiopie)

Marième Sakho Dansokho (SYPROS/Sénégal)

## Sièges régionaux Asie-Pacifique

Heeyeong Jeon (KTU/Corée du Sud)

Kamala Kanta Tripathy (AIPTF/Inde)

## Sièges régionaux Europe

Johanna Jaara Åstrand (STU/Suède)

Sławomir Broniarz (ZNP/Pologne)

## Sièges régionaux Amérique Latine

Nelson Alarcón (FECODE/Colombie)

Sonia Alesso (CTERA/Argentine)

## Regional Seats North America and Caribbean:

Dianne Woloschuk (CTF-FCE/Canada)

Randi Weingarten (AFT/USA)

## Sièges ouverts

Jalila Mohammed Ridha al-Salman (BTA/Bahrein)

Raymond D. Basilio (ACT/Philippines)

Mary Bousted (NEU/Royaume-Uni)

Alfonso Cepeda Salas (SNTE/Mexique)

Ann Mari Milo Lorentzen (UEN/Norway)

Manuela Mendonça (FENPROF/Portugal)

Nadine A. Molloy (JTA/Jamaïque)

Helene Nekarmbaye (SET/Tchad)

Marjolaine Perreault (CSQ/Canada)

Roberto Trochez (COPROSUMAH/Honduras)



## Séance d'ouverture du Congrès

Jour 1 : lundi 29 juillet – matinée

### Ouverture et allocution de la présidente

Le 10<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation, une occasion pour les membres de l'IE de se retrouver enfin en personne, s'est ouvert à Buenos Aires, en Argentine, sur une série de spectacles célébrant la culture argentine. L'Orquesta Tinquélen, orchestre d'une école publique située à Garín dans la province de Buenos Aires, a interprété quelques morceaux aux côtés de la chanteuse et enseignante **María de los Ángeles « Chiqui » Ledesma**. Ont ensuite suivi des danses régionales exécutées par l'Ensemble de danse folklorique de l'*Université nationale des arts*, sous la direction des enseignant·e·s **Rubén Suares, Candelaria Torres** et **Matías Rodogno**. Les danses racontent l'histoire de la démocratie triomphant de la dictature.

**La présidente** de l'Internationale de l'Éducation (IE), **Susan Hopgood**, a déclaré la réunion ouverte et a souhaité la bienvenue aux 800 délégué·e·s et aux 500 observateur·rice·s présent·e·s. Elle a ensuite présenté les organisations d'accueil : la *Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina* (CTERA), la *Federación Nacional de Docentes Universitarios* (CONADU) ainsi que la *Confederación de Educadores Argentinos* (CEA).

**Sonia Alesso**, secrétaire générale de la CTERA, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participant·e·s en Argentine, « *un pays où l'on se bat, où l'on rêve et où l'on garde espoir* ». Elle a tenu à remercier un grand nombre de personnes, parmi lesquelles des ministres, des syndicalistes ainsi que des éducateur·rice·s, qui se battent chaque jour au nom des droits humains. En ces temps troublés, a-t-elle déclaré, marqués par la guerre, la pauvreté et des conditions difficiles, les enseignant·e·s se démènent pour créer un monde plus juste pour chacun·e d'entre nous, et il·elle·s y parviendront. L'IE est nécessaire partout. Elle est essentielle pour défendre les droits et amener les gouvernements à écouter davantage les éducateur·rice·s et à soutenir le développement de la profession.

**Carlos de Feo**, secrétaire général de la CONADU, évoque l'époque de la dictature militaire et sa mainmise sur les universités, ainsi que la sortie de l'Argentine de cette période sombre. Les universités risquent aujourd'hui une fois encore de perdre leur indépendance. Les salaires chutent. « *Les*



*universités doivent œuvrer en faveur du développement, en faveur de l'inclusion et en faveur d'une économie durable, afin que nos communautés puissent entamer une nouvelle période marquée par le bien-être et le progrès* », a-t-il déclaré. Il affirme qu'elles triompheront de leur combat contre la commercialisation et la privatisation.



**Fabián Felman**, secrétaire général de la CEA et porte-parole de la centrale syndicale CGT, a attiré l'attention sur les récents caucus des peuples autochtones et des femmes. Il a évoqué l'histoire de l'Argentine, berceau du pape François, de Juan Perón et des Mères et Grands-mères de la Place de Mai. Felman a finalement ajouté : « *il est dit que nous pouvons accomplir bien davantage lorsque nous sommes bien entourés* ». Il·Elle·s se battent pour la solidarité, la justice sociale, la paix, l'indépendance et le respect.

Sonia Alesso a ensuite présenté **Axel Kicillof**, gouverneur de la province de Buenos Aires, affirmant qu'il incarne « un défenseur de l'école publique ».



L'éducation publique est prise pour cible en Argentine, a-t-il déclaré, « *il est question de mettre fin au système étatique et de remplacer l'enseignement public par d'autres types de systèmes d'éducation basés sur la concurrence du marché* ». Parallèlement à la pénurie d'enseignant·e·s, des « *propositions budgétaires cruelles* » ont entraîné une baisse des salaires, des coupes budgétaires dans les universités et l'abandon de projets de construction. Les structures scientifiques et technologiques sont menacées.

Alors même que le gouvernement national impose des coupes budgétaires et des mesures d'austérité, sa province continue de poursuivre des politiques « *en faveur d'une éducation publique obligatoire, gratuite et de haute qualité* », a-t-il déclaré. Ces efforts portent leurs fruits : des enfants bénéficient de repas gratuits, la durée des journées d'école a été allongée et des manuels scolaires ainsi que des ordinateurs sont actuellement distribués. Il a ajouté : « *nous débordons d'énergie* ».



**Amina Mohammed**, secrétaire générale adjointe des Nations unies, a prononcé un discours en vidéo, dans lequel elle a déclaré que « *les enseignant·e·s sont le moteur des systèmes éducatifs* ». Certain·e·s risquent même leur vie pour leurs apprenant·e·s.

Face à un monde en crise, marqué par les conflits, les déplacements de population, la pauvreté et le changement climatique, beaucoup se sentent frustré·e·s et perdent patience. Bien que ces problèmes soient profonds et parfois accablants, elle a souligné que « *jamais auparavant dans l'histoire, l'humanité n'a été aussi bien équipée qu'aujourd'hui pour les surmonter* ». Des changements profonds en matière de systèmes alimentaires et énergétiques, de technologie, de gouvernance et bien plus encore pourraient avoir un impact salutaire sur les populations, la planète ainsi que la société.

Le rôle des enseignant·e·s est en pleine mutation. « *À mesure que nous nous éloignons de l'apprentissage par cœur et de l'enseignement statique, nous devons repositionner le rôle des enseignant·e·s en tant que générateur·rice·s de connaissances et facilitateur·rice·s d'un apprentissage fondé sur l'expérience et la recherche, ainsi que sur la résolution de problèmes.* » Notre utilisation des technologies doit rester centrée sur l'humain.

La profession doit également évoluer en vue d'être mieux rémunérée et davantage formée et respectée. Le Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la profession enseignante propose une voie à suivre, où les investissements dans l'éducation agiraient « *comme une stratégie pour la croissance et le développement* ».

Susan Hopgood a ensuite prononcé son allocution d'ouverture en tant que présidente de l'IE.

**La présidente Hopgood** a rappelé les objectifs prometteurs du 8<sup>e</sup> Congrès, qui ont rapidement été interrompus par la pandémie de COVID-19. Cette



pandémie a laissé derrière elle des budgets en chute constante et une pénurie de 44 millions d'enseignant-e-s.

Le Groupe de haut niveau des Nations Unies a publié des recommandations sans précédent qui reflètent de nombreuses préoccupations de l'IE relatives aux salaires, à la charge de travail, à la précarité et bien plus encore.

La présidente a évoqué les nombreuses crises liées aux guerres, au changement climatique, à la désinformation et à la démocratie : « *en ces temps les plus difficiles de notre existence, nous devons nous battre pour le progrès et le conquérir face à des adversaires qui disposent de ressources bien plus importantes que les nôtres* ».

Il ne s'agit pas seulement d'argent, a déclaré la présidente Hopgood. « *Il s'agit d'un manque de volonté politique.* » Un grand nombre de pays affectent plus d'argent aux intérêts de la dette qu'à l'éducation ou à la santé. Les institutions financières internationales exigent que les pays affament leur secteur public. Les impôts non collectés privent le bien public de milliards de dollars. Selon la présidente, « *notre système économique actuel ne profite qu'à une minorité et les coûts réels pèsent injustement sur le dos des travailleur-euse-s* ».

Le changement climatique et les catastrophes naturelles sont des problèmes grandissants. Seuls 22 % des grandes entreprises se conforment à l'Accord de Paris, tandis que les bénéfices tirés des combustibles fossiles explosent.

Les avancées technologiques sont fascinantes, mais n'ont pas encore fait leurs preuves, ne sont pas réglementées et sont entachées par la désinformation, des algorithmes dangereux et la haine. Leur accès est inégal. Il est indispensable que les syndicats se mobilisent, car « *si la technologie est quelque chose qui nous est imposé à nous, les citoyen-ne-s, et non quelque chose de créé de concert avec nous et pour nous, alors les décisions seront prises par l'argent et les marchés* ».

Les forces d'extrême droite montent en puissance. Les institutions sont paralysées, l'histoire est ignorée, la science est niée et les systèmes juridiques sont corrompus. Selon Susan Hopgood, l'incitation à la peur, à la colère et à la haine constitue désormais « *un modèle de profit, une partie intégrante, et non une anomalie* ».

Pour autant, a-t-elle poursuivi, « *l'éducation est en quelque sorte le tissage d'un récit fondé sur des faits, qui décrit qui nous sommes et, plus important encore, qui nous voulons être.* ».

Nous ne sommes peut-être pas devenu-e-s enseignant-e-s pour nous pencher sur des problèmes de grande échelle, a-t-elle déclaré, mais c'est parfois notre devoir. « *Nos percées sur le chemin de l'équité nous amènent sans cesse à de nouveaux carrefours, à de nouveaux défis, à de nouvelles décisions* ». Elle a finalement ajouté : « *nous sommes inarrêtables* ».

L'allocation a été suivie d'une photo de groupe à l'extérieur, puis d'une pause déjeuner.





## 1<sup>re</sup> séance plénière du Congrès

Jour 1 : lundi 29 juillet – après-midi

Après la pause déjeuner, **la présidente Susan Hopgood** a ouvert la première séance du Congrès par un hommage vidéo aux collègues décédé-e-s au cours des cinq dernières années. Elle a invité les participant-e-s à observer une minute de silence en leur honneur, en particulier pour celles-eux ayant perdu la vie dans la violence.

### 1.1 Adoption de l'ordre du jour et du règlement des procédures

La présidente Hopgood a ensuite proposé d'adopter l'ordre du jour du 10<sup>e</sup> Congrès mondial. L'ordre du jour, présenté par Roberto Trochez et appuyé par Marjolaine Perreault, tou-te-s deux membres du Bureau exécutif, a été adopté.

La présidente a également présenté le règlement des procédures et a précisé qu'il s'agissait en grande partie du même règlement que celui du 8<sup>e</sup> Congrès à Bangkok. Le règlement des procédures, présenté par **Nadine Molloy** et appuyé par **Nelson Alarcón**, tou-te-s deux membres du Bureau exécutif, a été adopté.

### 1.2 Déclaration relative à la sécurité et au respect

La présidente a présenté la Déclaration relative à la sécurité et au respect, qui vise à garantir que toutes les personnes présentes aux rassemblements de l'IE soient à l'abri du harcèlement, et notamment du harcèlement sexuel. La secrétaire générale adjointe **Haldis Holst** a lu une partie de la déclaration. Elle a toutefois encouragé tout le monde à lire le texte dans son intégralité. Celui-ci comprend des définitions et la procédure à suivre pour déposer une plainte.





### 1.3 Rapport du Comité de vérification des pouvoirs

Le Comité de vérification des pouvoirs s'est réuni plus tôt dans la matinée afin de déterminer la répartition des pouvoirs et des voix entre les délégué·e·s, sur la base des cotisations payées entre 2020 et le 28 juillet 2024. Le Comité a par ailleurs reçu les procurations de quatre organisations membres, qui ont donné leurs voix à d'autres membres.

Il a également souligné que trente-trois organisations présentes au Congrès ne semblent pas avoir de parité entre les hommes et les femmes au sein de leurs délégations. C'est avec inquiétude que le Comité a signalé que seules cinq d'entre elles avaient fourni le justificatif demandé par le Bureau exécutif.

La vice-présidente **Johanna Jaara Åstrand** a présenté le rapport, déclarant que le 10<sup>e</sup> Congrès était composé de manière conforme.

Le Comité de vérification des pouvoirs se compose des membres suivant·e·s :

Johanna Jaara Åstrand (Présidente)	Bureau exécutif
Tamaki Terazawa	JTU/Japan (Asie-Pacifique)
José Gervasio Olivera Trillo	FENAPES/Uruguay (Amérique latine)
Hélène Nekarmbaye	SET/Chad (Afrique)
David Robinson	CAUT/Canada (Amérique du Nord et Caraïbes)

**Johanna Jaara Åstrand** a demandé l'adoption du rapport et a été appuyée par **Raymond Basilio**. Le rapport a été adopté.

### 1.4 Nomination du Comité des élections

Le Comité des élections supervise les élections du Congrès, en veillant à ce qu'elles soient équitables et se déroulent conformément aux Statuts et au Règlement intérieur. Il se réunit périodiquement durant le Congrès afin de préparer et de superviser les élections, en collaboration avec *ElectionBuddy Ltd.*, une société externe qui fournit le système de comptage électronique des votes.

Les régions ont proposé des candidatures pour la composition de ce Comité. Le Bureau exécutif a recommandé les nominations suivantes :

Christer Holmlund (Président)	OAJ/Finland (Europe)
Tsetsegmaa Gendenjamts	FMESU/Mongolie (Asie-Pacifique)
Eduardo Pereyra	CTERA/Argentine (Amérique latine)
Loide Shaanika	NANTU/Namibie (Afrique)
Carl Williams	AFT/USA (Amérique du Nord et Caraïbes)

Les nominations ont été présentées par **Kamala Kanta Tripathy** et appuyées par **Sonia Alesso**, tou-te-s deux membres du Bureau exécutif. Elles ont été adoptées.

### 1.5 Nomination des scrutateur·rice·s

Les scrutateur·rice·s aident à déterminer les résultats des votes. Une équipe de scrutateur·rice·s doit toujours être présente dans la salle. La présidente a communiqué une liste de personnes nommées :

#### Amérique latine

Paola Giménez	OPEP-Auténtica/Paraguay
Gloria Roque	ANDES/El Salvador
Pablo Cordero	ANDE/Costa Rica
Israel Montano	ANDES/El Salvador



## Asie-Pacifique

Maria Teresa L. Cayabyab	TOPPS/Philippines
Hom Kumar Thapa	ISTU/Népal
Rosalía Varomua Fatiaki	AUSPS/Fidji
SamOeun Siv	NEAD/Cambodge

## Afrique

Angela Chisanga	BETUZ/Zambie
Destaye Keno	ETA/Ethiopie
Gaétan Kponoukon	SYNAEM/Bénin
Hesbon Otieno Ogola	KNUT/Kenya

## Europe

Louise Regan	NEU/Royaume-Uni
Stuart Brown	EIS/Royaume-Uni
Dorota Obidniak	ZNP/Pologne
Claudio Franchi	FLC-CGIL/Italie

## Amérique du Nord et Caraïbes

Claudia Guidolin	CTF-FCE/Canada
Luc Allaire	CSQ/Canada
María Luisa Gutiérrez Santoyo	SNTE/Mexique
Maxine Webb	BUT/Bermudes

**Mary Busted**, membre du Bureau exécutif, a proposé que les nominations soient acceptées. **Alfonso Cepeda Salas**, membre du Bureau exécutif, a appuyé la motion. La motion a été adoptée.

## 1.6 Rapport du Comité des résolutions

**Lily Eskelsen García**, présidente du Comité et membre du Bureau exécutif, a présenté le rapport de la réunion du Comité des résolutions qui s'est tenue en juin et au cours de laquelle 43 résolutions et 253 propositions d'amendement ont été examinées. Cinq résolutions ne remplissaient pas les critères requis, mais l'une d'entre elles sera associée à une autre résolution approuvée. Depuis, cinq résolutions urgentes ont été ajoutées.

De nombreux amendements ont été jugés recevables. Seuls ceux qui n'ont pas été jugés recevables seront débattus avant que les résolutions ne soient proposées.

Le Comité a également établi un programme pour débattre des résolutions et des amendements par thème :

### Section B—Elevating Our Professions

- Groupe B – Valoriser nos professions
- Groupe A – Développer nos syndicats
- Groupe C – Défendre la démocratie
- Groupe D – Garantir l'équité
- Groupe E – Promouvoir la paix

Le rapport du Comité des résolutions, présenté par Eskelsen García et appuyé par **Maïke Finnern** (Bureau exécutif), a été accepté.

Le Comité des résolutions se compose des membres suivant-e-s :

Lily Eskelsen García (Présidente)	Bureau exécutif
Sifiso Ndlovu	ZIMTA/Zimbabwe
Kevin Bates	AEU/Australie
Larry Flanagan	EIS/Royaume-Uni
Yamile Socolovsky	CONADU/Argentine
Nadine Molloy	Bureau exécutif



## 1.7 Rapport d'activités 2019-2024



Une vidéo a brièvement résumé le travail effectué par l'IE au cours de chaque année entre 2019 et 2024. **Le secrétaire général David Edwards** a ensuite présenté le rapport d'activités couvrant cette même période.

David Edwards a rendu hommage à celles-eux qui ont perdu la vie alors qu'il-elle-s se battaient pour préserver l'éducation durant la pandémie.

L'IE vient apporter son aide en période de crise. Elle a ainsi présenté ses condoléances à Israël après l'attaque du Hamas, avant de lever des fonds pour les enseignant·e·s de la bande de Gaza. David Edwards a déclaré que « *nous serons toujours du côté de l'humanité, du côté de celles-eux qui accordent de la valeur à toutes les vies humaines* ».

L'IE a également apporté son aide à l'Ukraine, frappée par la guerre, ainsi qu'à la Turquie après le tremblement de terre. Elle s'est penchée sur les problèmes politiques en Eswatini, de même qu'aux Philippines et en Chine lorsque le syndicat de Hong Kong a été contraint de se dissoudre.

De nombreux pays souffrent de gouvernements anti-travailleur·euse·s et anti-démocratiques. Le secrétaire général a évoqué les répressions des syndicats en Biélorussie, les mesures répressives contre les femmes en Iran, les meurtres en Ouganda et les attaques au Mali.

Il a également souligné les menaces et les arrestations recensées en Tanzanie et en Argentine, la « *gangstérisation* » d'Haïti et le retour des talibans en Afghanistan. Les syndicats ont sauvé des vies. Malheureusement, « *la démocratie est un processus réversible. Ce n'est pas un combat que l'on gagne une fois et qui restera gagné à jamais* ».

La pénurie d'enseignant·e·s persiste. « *De plus en plus d'enseignant·e·s se retrouvent contraint·e·s de quitter la profession qu'il-elle-s aiment et de moins en moins de personnes souhaitent se lancer dans cette profession dont le monde a besoin* ». Les recommandations des Nations unies cherchent à améliorer la situation, mais dans certains pays, les enseignant·e·s doivent parfois attendre plusieurs mois avant d'être payé·e·s et enseigner dans des classes pouvant compter plus d'une centaine d'élèves.

Le manque de considération des pays pour l'éducation a un coût, qui pourrait s'élever à 10.000 milliards de dollars. David Edwards a déclaré : « *les grandes entreprises et les individus les plus fortunés ne devraient plus être autorisés à utiliser le système financier pour réaliser des profits à court terme* ». Le Groupe de haut niveau des Nations Unies a appelé les institutions financières internationales à cesser de limiter les dépenses dans le domaine de l'éducation en matière de salaires.

Les progrès en matière d'égalité des genres et de diversité sont toujours à la traîne, mais des avancées encourageantes ont été observées dans les régions de l'Asie-Pacifique et dans le monde arabe. Des efforts supplémentaires sont toutefois encore nécessaires en matière de reconnaissance des peuples autochtones et de protection de la communauté LGBTQIA+.

L'IE et l'OCDE ont rédigé un document conjoint sur l'IA. Selon celui-ci, la technologie ne devrait pas « *remplacer le relationnel par le transactionnel* » au sein de l'éducation.

La migration et les populations réfugiées créent des problèmes complexes aux États-Unis, en Turquie, au Liban et en Ukraine.

Les recommandations du Groupe de haut niveau des Nations Unies sont reconnues et font l'objet de négociations et de discussions dans le monde entier. La campagne « *La force du public* » a également permis de réaliser de grandes avancées. La rencontre des ministres de l'éducation du G20 se concentrera sur la profession enseignante.

La montée de l'autoritarisme ainsi que le nombre de guerres et de déplacements de populations sont sans précédent depuis le début du siècle



dernier. D'autres projets prévoient la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé et la précarité du travail dans l'enseignement supérieur, ainsi que la promotion du développement durable, notamment par le biais de la campagne « *Enseigner pour la planète* ».

Les orientations stratégiques de l'IE en matière de progrès s'articulent autour de quatre grands axes : les systèmes, les conditions du personnel enseignant, les droits et le renouveau. L'IE a réorienté son Secrétariat afin que celui-ci puisse davantage la soutenir dans ses projets.

Les enseignant·e·s incarnent les aspirations de leurs communautés. L'IE a « *acquis les connaissances, la réputation et les capacités nécessaires au plus haut niveau pour devenir un moteur, non seulement pour l'éducation, mais aussi pour la protection des valeurs des droits humains et de la démocratie à travers le monde* » et elle se renforce jour après jour.

### Vingt-quatre délégué·e·s se sont exprimé·e·s à la suite de l'intervention.

**Claire Guéville** (SNES-FSU/France) a évoqué la lutte contre la privatisation et la commercialisation, qui cherche à garantir une éducation gratuite, publique et de haute qualité pour tou·te·s. Les syndicats ont toute leur importance.

**Unifah Rosyidi** (PGRI/Indonésie) a souligné la pénurie de 1,2 million d'enseignant·e·s en Indonésie, ajoutant que la campagne « *La force du public : ensemble on fait école !* » est leur priorité.

**Becky Pringle** (NEA/États-Unis) a félicité l'IE d'avoir augmenté le pouvoir des enseignant·e·s et a qualifié l'éducation de fondement de la démocratie.

**Ibrahima Gueye** (SUDES/Sénégal) a déclaré que les enseignant·e·s méritent de vivre dans la dignité et de recevoir un salaire décent. Il s'inquiète des attaques dont sont victimes les enseignant·e·s et les jeunes. L'école représente encore un luxe au Sénégal.

**Clément Poulet** (FNEC.FP-FO/France) a plaidé en faveur de l'éducation publique pour tou·te·s et des droits syndicaux. La France connaît un regain de mobilisation autour des réformes des retraites. Il a également instamment demandé des cessez-le-feu dans la bande de Gaza et à travers le monde.

**Michiyo Hiroto** (JTU/Japon) a fait part de la survenue d'un tremblement de terre au Japon. L'école est devenue un refuge et les enseignant·e·s et les élèves ont été évacué·e·s vers une zone rurale. Les élèves ont perdu leur foyer ainsi que leurs manuels scolaires et leurs familles ont même parfois dû déménager. JTU a fourni des voitures et apporté son aide aux enseignant·e·s relocalisé·e·s.

**Masahiro Nomura** (JTU/Japon) a indiqué que le gouvernement japonais avait empêché l'adoption de politiques sur les droits du travail des employé·e·s de la fonction publique. Les nombreuses heures supplémentaires intensifient le phénomène du « *karoshi* » (mort par surmenage au travail) si bien que le pays perd de plus en plus d'enseignant·e·s et de personnel.

**Najat Ganay** (SNE-FDT/Maroc) a collaboré avec des syndicats au Maroc et dans le monde arabe de manière générale afin de soutenir davantage les femmes. Elle a remercié l'IE pour son aide, en particulier après le tremblement de terre de 2023.

**Saed Erziqat** (GUPT/Palestine) a évoqué le calvaire de la Palestine, qui déplore plus de 8 000 élèves tué·e·s et 250 établissements scolaires détruits. Il a remercié l'ensemble des personnes qui ont appelé à un cessez-le-feu et à de l'aide humanitaire.

**Patrick Monfort** (SNCS-FSU/France) a déploré les attaques que subit l'éducation, notamment les émeutes, les incarcérations et les meurtres commis à travers le monde. Il a indiqué que les travaux de recherche et les efforts déployés en matière de changement climatique sont indispensables.

**Manal Hdaife** (PPSTLL/Liban) a souligné la grande valeur d'une éducation publique de qualité. L'avenir, a-t-elle déclaré, repose sur l'éducation des enfants.





**Tsogtgerel Zambal** (FMESU/Mongolie) a fait état d'une augmentation salariale en Mongolie pour les enseignant·e-s, les personnels de soutien, les chercheur·euse-s et les scientifiques. Il a également souligné l'importance de la campagne « *La force du public* ».

**Mike Thiruman** (STU/Singapour) a indiqué que Singapour investit énormément dans l'éducation, mais que la pression et l'épuisement professionnel des enseignant·e-s posent problème et que le bien-être doit être une priorité.

**Dhanakala Bhandari** (NTA/Népal) a fait remarquer que le financement de l'éducation a fortement diminué alors que le nombre d'élèves a doublé. Il·Elle·s se battent contre la privatisation.

**Hom Kumar Thapa** (ISTU/Népal) a déclaré que les établissements scolaires privés népalais rencontrent également des difficultés de financement. Un accord a été conclu à la suite d'une manifestation, mais n'a cependant pas été entièrement appliqué.

**Cuqui Vera** (FECCOO/Espagne) a remercié l'IE pour ses efforts contre la privatisation et les mesures d'austérité, ainsi que pour ses séminaires en ligne et ses travaux de recherche, qui ont permis aux syndicats de se renforcer.



## 1.8 Allocution de Gloria Ramírez, ministre du Travail, Colombie

Les discussions ont été interrompues pour permettre au secrétaire général David Edwards de donner la parole à **Gloria Inés Ramírez**, ministre du Travail de la Colombie.

Dans son allocution passionnée, cette dernière a rappelé l'importance des syndicats et de la solidarité dans le développement de la profession enseignante et la protection de la démocratie.

L'ampleur des défis que nous devons relever nous pousse à nous réinventer et à repenser notre vision des choses, estime-t-elle. Sa lutte pour les droits des enseignant·e-s et des femmes, pour de meilleures conditions de travail et pour la paix lui a valu ostracisme, violences et exil. Des milliers de personnes ont été tuées. Dans ce combat, a-t-elle souligné, « *la solidarité internationale est devenue notre gilet de sauvetage* ».

Le gouvernement progressiste actuel de la Colombie lui redonne espoir, bien que les syndicats soient toujours victimes de la répression et d'attaques. « *Les droits ne devraient pas seulement exister sur papier. Ils doivent être mis en pratique* », a-t-elle souligné. Il est vital de lutter contre la pauvreté, les populations les plus démunies ne bénéficiant pas d'un accès égalitaire à l'éducation, aux soins de santé et à la justice. L'éducation est un droit, pas un privilège, a-t-elle déclaré, et les droits universels ne sauraient être transformés en marchandises.

L'IE veille à ce que la voix des enseignant·e-s soit entendue, a-t-elle ajouté. Les groupes internationaux jouent un rôle majeur dans le partage des ressources et des stratégies et apportent un soutien moral face aux défis mondiaux grandissants.

Il reste encore beaucoup à faire, mais des réformes voient le jour en Colombie. Les crises peuvent être surmontées. La paix est possible. Enfin, lorsque les travailleur·euse-s gagnent plus, l'économie s'en trouve stimulée.

Elle a conclu en déclarant : « *les femmes ne pleurent plus. Les femmes gouvernent.* »

Les discussions autour du rapport d'activités ont repris à la suite de cette allocution. La présidente a finalement clôturé la séance, le reste des interventions étant reporté au 2<sup>e</sup> jour.





## 2<sup>e</sup> séance plénière du Congrès

Jour 2 : mardi 30 juillet – matinée

### 2.1 Allocution de Christy Hoffman, secrétaire générale d'UNI Global Union

Pour ouvrir la deuxième séance, le secrétaire général **David Edwards** a présenté l'intervenante invitée, **Christy Hoffman**, secrétaire générale d'*UNI Global Union*. L'UNI représente la voix des travailleur·euse·s des services de poste, de télécommunications et de l'informatique, ainsi que celle des agent·e·s d'entretien, des personnels soignants, des athlètes professionnel·le·s et des travailleur·euse·s du secteur des médias.

Christy Hoffman a débuté son intervention en soulignant l'importance des syndicats et de la solidarité. L'UNI se bat pour que des cadres juridiques soient mis en place afin de protéger les droits des travailleur·euse·s. Les travailleur·euse·s méritent des salaires équitables, d'être entendu·e·s au sujet de leur travail, de bénéficier d'environnements de travail sûrs et d'être traité·e·s avec dignité. Plus les travailleur·euse·s se syndiquent, plus les différences de revenus s'atténuent et les économies s'améliorent.

« *La démocratie sur le lieu de travail est un pilier central du système démocratique* », a déclaré Christy Hoffman. Lorsque Javier Milei a accédé au pouvoir en Argentine, a-t-elle poursuivi, il a cherché à priver les syndicats de leur pouvoir, sachant qu'ils n'accepteraient pas ses politiques économiques radicales. L'extrême droite monte en puissance partout.

Les technologies et l'IA doivent être réglementées. Les individus doivent avoir leur mot à dire sur la manière dont elles sont développées et utilisées. Les syndicats peuvent jouer un rôle important en la matière et nous devrions tou·te·s partager nos stratégies.

Des représentant·e·s de l'IE et de syndicats internationaux se sont rendus en Palestine, où les populations doivent faire face à des salaires impayés, à des ressources insuffisantes, à la violence et à la guerre. L'UNI a appelé à un cessez-le-feu et à la libération des otages.

Les syndicats désirent la paix, moins d'inégalités et la fin des discriminations basées sur le genre, l'origine ethnique et envers la communauté LGBTQIA+. Depuis les difficultés qu'elles ont rencontrées à cause de la pandémie,





les populations ne veulent plus rester silencieuses. Christy Hoffman a déclaré : « *le pouvoir de la solidarité fait naître l'espoir collectif, moteur de changement* ».

## 2.2 Rapport d'activités 2019-2024 (suite)

D'autres délégué-e-s ont ensuite poursuivi les discussions dans le cadre du rapport d'activité et ont fait part de leurs commentaires.

**Oday Al-Isawi** (ITU/) a annoncé le recrutement de plus de 325 000 enseignant-e-s en Irak au cours de l'année écoulée et a souligné le rôle crucial joué par la campagne « La force du public » dans ce contexte.

**Younes Firachine** (SNE-CDT/Maroc) a indiqué que les salaires et les conditions de travail des enseignant-e-s se sont améliorés. Il souhaiterait que le travail des syndicats se fasse davantage au niveau mondial.

**Sadik Rghioui** (SNE-FDT/Maroc) a évoqué les droits de l'enfant en Palestine. Des grèves ont par ailleurs abouti à des augmentations salariales pour les enseignant-e-s dans le monde arabe.

**Amidou Diedhiou** (SELS/Sénégal) a attiré l'attention sur les crises telles que la pandémie de COVID-19, le changement climatique et les guerres. Il a souhaité que les questions relatives à la pénurie d'enseignant-e-s et à l'IA soient davantage abordées.

**Agnès Bikoko** (FECASE/Cameroun) a exprimé ses inquiétudes quant au sous-financement, à la privatisation et aux droits des enseignant-e-s.

**Jeremiah Omboko** (KUPPET/Kenya) a déploré les coupes budgétaires, le démantèlement d'un programme pour le bien-être et l'embauche d'enseignant-e-s dûment formé-e-s en tant que « stagiaires ».

**Magope Maphila** (SADTU/Afrique du Sud) a dénoncé les nombreuses injustices et oppressions, en particulier en Palestine et en Eswatini.

**Kamala Kanta Tripathy** (Bureau exécutif) a exprimé ses inquiétudes quant à la pénurie d'enseignant-e-s, leurs salaires, leur condition et leurs retraites.

Le secrétaire général **David Edwards** a répondu aux commentaires en remerciant et en saluant un grand nombre de groupes et de personnes.

La campagne « *La force du public : ensemble on fait école !* » a été mentionnée à plusieurs reprises. David Edwards a souligné son rôle majeur dans la résorption de la pénurie mondiale d'enseignant-e-s et a promis de continuer à se battre pour de meilleurs salaires et contre la privatisation.

Face aux nombreuses crises qui secouent le monde, a-t-il déclaré, le bien-être des enseignant-e-s sous pression et des enfants traumatisé-e-s doit faire l'objet d'une attention particulière. Le changement climatique nous confronte à des défis particuliers. La solidarité est au cœur de l'IIE et en est le moteur. Elle aide ses membres à développer leur résilience et à se renouveler.

De nombreux groupes ont pu faire de grands progrès en matière d'égalité grâce aux efforts de l'IIE. Cette dernière continuera à se battre pour la démocratie, même si celles-eux en première ligne risquent le licenciement, des violences voire la mort. David Edwards a déclaré : « *l'IIE exige la démocratie et nous continuerons à nous battre pour que celle-ci triomphe partout dans le monde* ».

La motion visant à acter le rapport a été présentée par le secrétaire général **David Edwards** et appuyée par **Manuela Mendonça**, membre du Bureau exécutif.

La motion a été adoptée.



## 2.3 Rapport du Comité des élections sur l'élection du Bureau restreint de l'IE

**Christer Holmlund** (OAJ/Finlande) a présenté son premier rapport, annonçant que le Comité des élections avait examiné les candidatures jugées valides pour le Bureau restreint de l'IE pour le mandat 2024-2029. Les candidatures répondaient à l'exigence de l'article 10c selon laquelle au moins trois personnes parmi le/la président·e, les vice-président·e·s et le/la secrétaire général·e doivent être des femmes.

Les personnes suivantes ont été officiellement élues :

### Président

Mugwena Maluleke SADTU/Afrique du Sud

### Vice-président·e·s

Marième Sakho Dansokho SYPROS/Sénégal  
Takashi Kajiwara JTU/Japon  
Johanna Jaara Åstrand STU/Suède  
Heleno Araújo CNTE/Brésil  
Becky Pringle NEA/États-Unis

### General Secretary

David Edwards NEA/États-Unis

Christer Holmlund a également expliqué le processus de candidature pour les sièges régionaux au sein du Bureau exécutif.

Le rapport a été présenté par **Lily Eskelsen García** et appuyé par **Roberto de Leão**, tou·te·s deux membres du Bureau exécutif.

Il a été adopté.

## 2.4 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions

Les résolutions ont été présentées dans l'ordre, en commençant par la résolution B3.

### **B3 : LA TECHNOLOGIE, L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET L'AVENIR DE LA PROFESSION ENSEIGNANTE**

La résolution B3 a été introduite et présentée au nom du Bureau exécutif par **Randi Weingarten**, membre du Bureau exécutif. Elle a été appuyée par **Maïke Finnern** (Bureau exécutif).

Randi Weingarten a fait remarquer que davantage de recherches indépendantes devraient être menées sur l'utilisation de l'IA et de la technologie. Celles-ci sont enrichissantes, mais peuvent aussi être terrifiantes. La résolution aborde cinq problématiques différentes : l'équité numérique, les enjeux éthiques (notamment le respect de la vie privée, la désinformation et les menaces pesant sur la démocratie) ainsi que la nécessité de placer les éducateur·rice·s au centre des préoccupations, de donner la priorité aux personnes plutôt qu'aux profits et de donner la priorité aux personnes plutôt qu'aux machines.

Maïke Finnern a déclaré qu'il est nécessaire de garder les yeux rivés non pas sur les outils, mais sur ce que nous faisons réellement en tant qu'éducateur·rice·s. Les outils ne devraient pas être aux commandes du travail. Il est également important de se rappeler que l'IA n'est qu'une affaire d'algorithmes. Maïke Finnern souhaite qu'elle soit traitée comme un bien public et qu'elle fasse l'objet d'une réglementation légale.



## Amendement

L'[amendement \(10\)](#) a été retiré par le syndicat [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU\\_SNUipp/France](#).

## Amendements recevables

[Amendement \(1\)](#), proposé par le syndicat [AFT/États-Unis](#).

[Amendements \(2\)](#) et [\(6\)](#), proposés par les syndicats [COV/Belgique](#) et [COC/Belgique](#).

[Amendement \(7\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(8\)](#), proposé par le syndicat [CSQ/Canada](#).

[Amendement \(9\)](#), proposé par le syndicat [AOB/Pays-Bas](#).

[Amendements \(11\)](#) et [\(12\)](#), proposés par les syndicats [COV/Belgique](#) et [COC/Belgique](#).

[Amendement \(13\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(14\)](#), proposé par les syndicats [COV/Belgique](#) et [COC/Belgique](#).

[Amendement \(15\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(16\)](#), proposé par le syndicat [AFT/États-Unis](#).

[Amendement \(17\)](#), proposé par les syndicats [COV/Belgique](#) et [COC/Belgique](#).

[Amendement \(18\)](#), proposé par le syndicat [AFT/États-Unis](#).

[Amendement \(19\)](#), proposé par le syndicat [CSQ/Canada](#).

[Amendement \(20\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(21\)](#), proposé par le syndicat [AFT/États-Unis](#).

[Amendement \(22\)](#), proposé par les syndicats [COV/Belgique](#) et [COC/Belgique](#).

[Amendement \(23\)](#), proposé par le syndicat [NEU/Royaume-Uni](#).

[Amendement \(24\)](#), proposé par le syndicat [AFT/États-Unis](#).

[Amendement \(25\)](#), proposé par le syndicat [AOB/Pays-Bas](#).

[Amendement \(26\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(27\)](#), proposé par les syndicats [COV/Belgique](#) et [COC/Belgique](#).

[Amendements \(28\)](#) et [\(29\)](#), proposés par le syndicat [NEU/Royaume-Uni](#).

[Amendement \(30\)](#), proposé par le syndicat [AOB/Pays-Bas](#).

[Amendements \(31\)](#) à [\(34\)](#), proposés par le syndicat [AFT/États-Unis](#).

[Amendement \(35\)](#), proposé par les syndicats [CNTE/Brésil](#), [CONTEE/Brésil](#), [FECAP/Cap Vert](#), [FENPROF/Portugal](#), [FNE/Portugal](#), [PROIFES/Brésil](#), [FSTECDCSA/Angola](#), [ONP-SNPM/Mozambique](#), [SINAPROF/Guinée-Bissau](#), [SINDEP/Cap Vert](#), [SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe](#) et [SINPROF/Angola](#).

## Interventions

**Stéphane Lapointe** ([CSQ/Canada](#)), a déclaré, au sujet des [amendements \(8\)](#) et [\(9\)](#), que la technologie soulève des questions relatives à l'éthique, à la propriété intellectuelle et aux données. De nouvelles compétences et une formation continue vont devenir indispensables.

**Houda Benhamouda** ([NEU/Royaume-Uni](#)) a déclaré, au sujet des [amendements \(23\)](#), [\(28\)](#) et [\(29\)](#), que les éducateur·rice·s devraient être au centre du processus décisionnel concernant la manière dont l'IA est utilisée. Les enjeux concernent notamment la fracture numérique, la confidentialité et la sécurité des données, ainsi que la transparence des algorithmes.





**Melissa Cropper** ([AFT/États-Unis](#)) a évoqué les dangers liés au manque de respect de la vie privée, à la perte de compétences en matière de collaboration et à la désinformation, tout en soulignant que la technologie peut également servir à enseigner des compétences en matière d'esprit critique.



**Alejandro Villarreal** ([SNTE/Mexique](#)) a exprimé son souhait de voir davantage de recherches et d'analyses. Le problème de la fracture numérique mérite d'être abordé et les interactions humaines sociales et émotionnelles doivent être préservées.



**Katariina Kattelus** ([OAJ/Finlande](#)) a fait remarquer que les compétences numériques sont désormais indispensables. Les interactions en personne au sein de l'éducation restent toutefois fondamentales.



**Hyunsu Hwang** ([KTU/Corée du Sud](#)) a indiqué que la Corée du Sud est en train de développer des manuels numériques basés sur l'IA, qui pourraient être source de profits. Il estime que l'argent public pourrait être utilisé à meilleur escient au sein de l'éducation et que l'IE devrait prêter attention à ce phénomène.



**Rossella Benedetti** ([UIL-SCUOLA RUA/Italie](#)) a fait remarquer que l'Europe a adopté une loi visant à réglementer l'intelligence artificielle, qui régit notamment l'utilisation de l'IA au sein des établissements scolaires.



**Fasega Solomon** ([SADTU/Afrique du Sud](#)) a rappelé que la technologie ne peut remplacer les enseignant·e·s. Ces dernier·ère·s doivent conserver leur autonomie et leur pouvoir d'agir.



**Rosemary Carabine** ([NASUWT/Royaume-Uni](#)) craint que l'IA ne soit utilisée pour remplacer les enseignant·e·s, en particulier dans les zones où le recrutement est difficile. Les syndicats doivent intervenir.



**Peter den Hartog** ([AOB/Pays-Bas](#)) a averti que des algorithmes défectueux utilisés dans le cadre du programme de bourses d'études identifiaient à tort des étudiant·e·s comme étant à haut risque ou des fraudeur·euse·s.



**Robin Smith** ([STU/Suède](#)) a approuvé le fait que la résolution défende des valeurs telles que la dignité, l'intégrité et le respect de la vie privée. L'apprentissage requiert des interactions humaines et une certaine collaboration.



**Morgane Verviers** ([UNSA-Education/France](#)) a déclaré que le manque de transparence est susceptible de cacher des problèmes. Les réseaux sociaux exposent par ailleurs les enfants à des images violentes, à la désinformation et au harcèlement.



**Nico Leonhardt** ([GEW/Allemagne](#)) s'est inquiété de l'absence d'un accès égalitaire pour les personnes les moins privilégiées ou en situation de handicap. Il a ajouté que les pénuries d'enseignant·e·s entraînent une surcharge de travail pour ces dernier·ère·s.



**Fatima Da Silva** ([CNTE/Brésil](#)) a déclaré que la création de contenu doit être protégée. L'éducation ne saurait en outre être uniformisée sans que nos différences soient prises en compte.



**Gilda Montero Sánchez** ([ANDE/Costa Rica](#)) a invité à accorder plus d'attention à l'accès égalitaire. Les éducateur·rice·s doivent faire preuve d'anticipation s'il·elle·s ne veulent pas être submergé·e·s par l'IA.



**Alfredo Velasquez Acosta** ([SUTEP/Pérou](#)) a déclaré que la technologie devrait être libératrice et servir la démocratie. Les enseignant·e·s ne devraient pas être remplacé·e·s par l'IA.

La [résolution B3](#), telle que modifiée par les amendements jugés recevables, a été adoptée.

## 2.5 Allocution de Laura Frigenti, directrice générale du PME



Les interventions ci-dessus ont été suspendues pendant quelques instants pour permettre à la secrétaire générale adjointe **Haldis Holst** de présenter **Laura Frigenti**, Directrice générale du *Partenariat mondial pour l'éducation* (PME), qui soutient le financement de l'éducation dans pas moins de 82 pays en développement.

Laura Frigenti a commencé par saluer l'énergie débordante présente dans la salle.

Le PME a été créé par les dirigeants du G7 dans le but précis de financer l'éducation. Elle a déclaré que « *l'éducation est fondamentale pour toute société qui souhaite progresser dans la bonne direction, développer son capital humain, créer des institutions stables et favoriser des processus démocratiques* ». Le PME s'efforce d'impliquer les enseignant·e·s au niveau local, où les décisions sont prises.

Malheureusement, l'éducation souffre toujours d'un manque de financement, de formation adéquate, de conditions de travail décentes et d'investissements pour la modernisation. La pandémie de COVID-19 et la crise économique qui en a découlé ont également engendré des tensions.

Près de 250 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisé·e·s. La proportion d'élèves par enseignant·e reste excessive, et même lorsque les enfants sont scolarisé·e·s, leur apprentissage est insuffisant.

Laura Frigenti a attiré l'attention sur les « *effets en cascade* » de l'éducation : celle-ci permet en effet de renforcer les compétences des populations, de réduire la pauvreté et les inégalités et de promouvoir une meilleure santé et une meilleure nutrition et par conséquent de stimuler la croissance au niveau mondial. Elle forme également des personnes douées de réflexion, qui ne se laissent pas facilement manipuler par la désinformation.

Les gouvernements devraient considérer l'argent destiné aux enseignant·e·s comme un investissement d'avenir : « *ce qu'ils ont de plus précieux, c'est l'avenir de la société, qui est façonné par le travail des enseignant·e·s* ».

La présidente a finalement levé la séance plénière une fois l'examen de la [\*résolution B3\*](#) achevé par les délégué·e·s.



## Séances en sous-groupes

Jour 2 : mardi 30 juillet – après-midi

L'après-midi a été consacrée à deux sessions de six séances en sous-groupes.

- 1.1** Campagne « La force du public » : obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail et appliquer les recommandations du Groupe de haut niveau des Nations Unies
- 1.2** Améliorer les salaires, les conditions de travail et la sécurité de l'emploi dans l'éducation de la petite enfance : que peuvent faire les syndicats ?
- 2.1** Se réapproprier notre autonomie professionnelle
- 2.2** Campagne « Enseigner pour la planète » : éducation de qualité au changement climatique pour tou·te·s
- 3.1** Mettre fin aux violences et au harcèlement dans l'éducation : promouvoir la ratification de la Convention 190
- 3.2** Se mobiliser pour faire respecter les droits et l'égalité des genres face au nationalisme et à l'autoritarisme d'extrême droite
- 4.1** Intelligence artificielle et éducation : menaces et opportunités pour la profession
- 4.2** Bien-être et bien-faire : renforcer le bien-être des enseignant·e·s
- 5.1** S'organiser pour le pouvoir, mettre l'accent sur les jeunes membres
- 5.2** Défendre les droits et la démocratie grâce à la solidarité internationale
- 6.1** Transformer le financement de l'éducation
- 6.2** Défendre les droits des PSE : s'organiser contre le manque de financement et la privatisation





## Réunions régionales

Jour 2 : mardi 30 juillet – soirée

La soirée a été consacrée à des réunions parallèles pour les groupes régionaux :

- Région européenne (CSEE)
- Région africaine (EIA)
- Région Asie-Pacifique (IEAP)
- Région Amérique latine (IEAL)
- Région Amérique du Nord et Caraïbes (ANC)
- Structure interrégionale des pays arabes (SIRPA)



## 3e séance plénière du Congrès

Jour 3 : mercredi 31 juillet – matinée

### 3.1 Amendements aux Statuts et au Règlement intérieur



La **présidente Hopgood** a ouvert la séance en présentant Mugwena Maluleke, membre du Bureau exécutif et président du Comité des statuts et règlements, qui a présenté le rapport du Comité.

Le Bureau exécutif a travaillé sur un projet de cinq ans visant à simplifier les Statuts de l'IE. L'objectif visé était de les rendre plus accessibles aux membres et de permettre à l'IE de relever de nouveaux défis. La question des coûts s'est avérée centrale, notamment les coûts liés à l'organisation du Congrès, à la mise en œuvre des campagnes et à la satisfaction des besoins des organisations membres. La présentation du rapport fut brève, le Comité ayant déjà présenté un rapport complet en juillet 2023.

La motion visant à acter le rapport a été présentée par **Mugwena Maluleke** et appuyée par **Dianne Woloschuk**, membre du Bureau exécutif.

La motion a été adoptée.

Cinq séries d'amendements proposés par le Bureau exécutif ont ensuite été soumises à discussion. Les amendements aux Statuts requièrent deux tiers des voix pour être adoptés ; les amendements au Règlement intérieur ne requièrent que 50 % des voix.

L'amendement (1) porte sur l'article 9j et vise à remplacer le mot « quatre » par « cinq ». Cette modification a pour but de faire passer de quatre à cinq ans la durée de la période entre deux congrès. Le motionnaire de cet amendement et des deux autres amendements consécutifs y afférents est **Mugwena Maluleke** et la co-motionnaire est **Dianne Woloschuk**, tou-te-s deux membres du Bureau exécutif.

Dianne Woloschuk s'est exprimée en faveur de l'amendement, déclarant que le nombre de membres participant-e-s aux Congrès avait augmenté. Les coûts de participation sont élevés et la modification de la durée de la période aiderait les membres à y faire face, a-t-elle souligné.

L'amendement consécutif (A) modifie le point 4c du Règlement intérieur et propose de porter à cinq ans la durée du mandat du Comité d'expert-e-s.



L'amendement [consécutif \(B\)](#) modifie pareillement le point 27b du Règlement intérieur et propose de porter à cinq ans la durée du mandat de la Commission des finances.

Les trois amendements ont été adoptés.

L'[amendement \(2\)](#) modifie l'article 10d(i) et propose de modifier le nombre de mandats pouvant être accomplis par une même personne au sein du Bureau exécutif. Cet amendement a été présenté par **Mugwena Maluleke** et appuyé par **Johanna Jaara Åstrand**, tou-te-s deux membres du Bureau exécutif.

Mugwena Maluleke a déclaré que l'allongement de la durée du mandat des membres du Bureau exécutif (prolongé par le premier amendement) implique également de revoir le nombre de mandats qu'une personne peut accomplir dans la même fonction. Jusqu'à présent, les membres pouvaient effectuer un premier mandat, puis deux mandats supplémentaires, pour arriver à une durée totale de 12 ans. Afin d'accroître la participation et de renforcer la démocratie, il a été proposé que les membres ne puissent effectuer qu'un seul mandat supplémentaire dans la même fonction, pour une durée totale de 10 ans.

Il a été adopté.

L'[amendement \(3\)](#) propose de modifier les articles 11e et 11g(i) des Statuts ainsi que l'article 18a du Règlement intérieur au sujet de la marche à suivre en cas d'indisponibilité du-de la président-e. Il est ainsi proposé de remplacer le-la président-e par le-la vice-président-e ayant le plus d'ancienneté à ce moment-là. Cet amendement a été présenté par **Mugwena Maluleke** et appuyé par **Manuela Mendonça**, tou-te-s deux membres du Bureau exécutif.

**Julie Douglas** (NZTEU/Nouvelle-Zélande) a soutenu l'amendement, mais a demandé instamment au Bureau exécutif de revoir les Statuts et le Règlement intérieur dans un avenir proche, afin que leur formulation soit inclusive. Elle suggère notamment de ne plus utiliser les articles « il ou elle », mais une écriture inclusive.

L'amendement a été adopté.

L'[amendement \(4\)](#) propose d'ajouter un point d à l'article 18 du Règlement intérieur, qui fixerait à la moitié plus un le nombre de membres du Bureau exécutif nécessaires pour constituer un quorum pour la prise de décisions. Il a été présenté par **Mugwena Maluleke** et appuyé par **Yohannes Benti Chokorso**, tous deux membres du Bureau exécutif.

L'amendement a été adopté.

L'[amendement \(5\)](#) propose de supprimer les dispositions transitoires obsolètes en abrogeant l'article 29. Il a été présenté par **Mugwena Maluleke** et appuyé par **Nadine Molloy**, tou-te-s deux membres du Bureau exécutif.

L'amendement a été adopté.

## 3.2 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions (suite)

La présentation des résolutions du groupe B s'est poursuivie avec la [Résolution B1](#).

### **B1 : LUTTER CONTRE LA PÉNURIE D'ENSEIGNANTES ET D'ENSEIGNANTS**

La [Résolution B1](#) a été introduite et présentée par **Johanna Jaara Åstrand** et appuyée par **Sonia Alesso**, toutes deux membres du Bureau exécutif.

Johanna Jaara Åstrand a fait remarquer qu'un trop grand nombre d'enseignant-e-s sont surchargé-e-s de travail, sous-payé-e-s et sous-estimé-e-s,





à tel point que l'enseignement n'est plus une profession attrayante. Ce phénomène est à l'origine d'une pénurie de 44 millions d'enseignant·e·s. Un tiers de ce nombre concerne l'Afrique subsaharienne ; 70 % des pays de cette région du monde connaissent une pénurie au niveau primaire et 90 % au niveau secondaire. Il manque également des enseignant·e·s dans l'éducation de la petite enfance, dans les écoles techniques et professionnelles ainsi que dans l'enseignement supérieur. Ces pénuries affectent particulièrement les communautés les plus défavorisées. La résolution appelle l'IE à placer les enseignant·e·s au centre de son programme à travers sa campagne « La force du public : ensemble on fait école ! » et de promouvoir les recommandations du Groupe de haut niveau des Nations Unies.

Sonia Alesso a déclaré que les campagnes du Groupe de haut niveau des Nations Unies et « La force du public » constituent la feuille de route à suivre pour remédier à la pénurie d'enseignant·e·s à travers le monde. Des déséquilibres subsistent au niveau des financements, mais également en matière de genre. Les enseignant·e·s devraient être davantage respecté·e·s, formé·e·s et rémunéré·e·s.

### Amendments

L'[amendement \(13\)](#) a été retiré par le syndicat STEs-i/Espagne.

L'[amendement \(3\)](#) propose de supprimer l'ensemble du texte du paragraphe 9, de « avec des pénuries plus grandes constatées » à « l'enseignement spécialisé ». Cet amendement a été présenté par **Touria Gandoul** (COC/Belgique) et appuyé par **Thom Jambak** (UEN/Norvège).

Touria Gandoul a déclaré que la suppression de ce passage rendrait la résolution intemporelle et permettrait aux pays de trouver des solutions adaptées à leurs besoins locaux. En outre, celle-ci serait moins utilitariste, rejetant l'approche néolibérale axée sur la formation d'une main-d'œuvre et soutenant plutôt notre ambition d'éveiller la curiosité, de stimuler le développement personnel et de former des personnes indépendantes, dotées d'esprit critique et des citoyen·ne·s responsables.

Thom Jambak a déclaré que la résolution serait plus inclusive si les références aux différents niveaux d'enseignement et aux différentes matières étaient supprimées. Ce caractère spécifique ne permettrait pas de répondre aux besoins relatifs à d'autres matières et niveaux, alors que ceux-ci évoluent au fil du temps.

### Interventions

**Johanna Jaara Åstrand** s'est exprimée au nom du Bureau exécutif et s'est opposée à cet amendement, affirmant qu'il est plus facile pour les syndicats de faire face aux pénuries lorsqu'ils savent où elles se manifestent le plus. Les syndicats doivent disposer des meilleures données possibles pour agir et l'amendement les empêcherait précisément de les obtenir.

L'[amendement \(3\)](#) n'a pas été adopté.

### Amendements recevables

[Amendement \(1\)](#), proposé par le syndicat AOb/Pays-Bas.

[Amendement \(2\)](#), proposé par le syndicat NEU/Royaume-Uni.

[Amendement \(4\)](#), proposé par le syndicat NEU/Royaume-Uni.

[Amendement \(5\)](#), proposé par le syndicat CSQ/Canada.

[Amendement \(6\)](#), proposé par les syndicats SNES-FSU/France, SNCS-FSU/France et FSU-SNUipp/France.

[Amendement \(7\)](#), proposé par les syndicats COV/Belgique et COC/Belgique.



[Amendement \(8\)](#), proposé par le syndicat [UIL-SCUOLA RUA/Italie](#).

[Amendement \(9\)](#), proposé par le syndicat [CSQ/Canada](#).

[Amendement \(10\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(11\)](#), proposé par les syndicats [UEN/Norvège](#), [OAJ/Finlande](#), [DLF/Danemark](#) et [STU/Suède](#).

[Amendement \(12\)](#), proposé par le syndicat [AFT/États-Unis](#).

[Amendement \(14\)](#), proposé par le syndicat [AOb/Pays-Bas](#).

[Amendement \(15\)](#), proposé par le syndicat [CSQ/Canada](#).

[Amendement \(16\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(17\)](#), proposé par le syndicat [AOb/Pays-Bas](#).

[Amendement \(18\)](#), proposé par le syndicat [UIL-SCUOLA RUA/Italie](#).

[Amendement \(19\)](#), proposé par le syndicat [AFT/États-Unis](#).

[Amendement \(20\)](#), proposé par les syndicats [UEN/Norvège](#), [OAJ/Finlande](#), [DLF/Danemark](#) et [STU/Suède](#).

[Amendement \(21\)](#), proposé par le syndicat [GEW/Allemagne](#).

[Amendement \(22\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(23\)](#), proposé par le syndicat [AFT/États-Unis](#).

[Amendement \(24\)](#), proposé par le syndicat [NEU/Royaume-Uni](#).

[Amendement \(25\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(26\)](#), proposé par le syndicat [AOb/Pays-Bas](#).

[Amendement \(27\)](#), proposé par les syndicats [CNTE/Brésil](#), [CONTEE/Brésil](#), [FECAP/Cap Vert](#), [FENPROF/Portugal](#), [FNE/Portugal](#), [PROIFES/Brésil](#), [FSTECDCSA/Angola](#), [ONP-SNPM/Mozambique](#), [SINAPROF/Guinée-Bissau](#), [SINDEP/Cap Vert](#), [SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe](#) et [SINPROF/Angola](#).

## **Interventions**

**Geir Røsvoll** ([UEN/Norvège](#)) s'est exprimé en faveur de programmes de mentorat pour les enseignant-e-s en début de carrière. Ces enseignant-e-s ont besoin de reconnaissance et de soutien et sont à même de transmettre de nouvelles connaissances et perspectives aux enseignant-e-s plus expérimenté-e-s.

**Julien Farges** ([SNES-FSU/France](#)) a déclaré qu'il est nécessaire d'attirer et de fidéliser les enseignant-e-s. Nous avons le devoir de nous organiser si nous voulons améliorer les salaires et les conditions de travail.

**Karine Nantel** ([CSQ/Canada](#)) s'est exprimée en faveur des amendements (5), (9) et (15) qui permettent de lutter contre la surcharge de travail des enseignant-e-s, de répondre à leurs besoins et de privilégier la prévention à la guérison.

**Katarina Murto** ([OAJ/Finlande](#)) a déclaré que même l'excellent système de la Finlande attire de moins en moins de candidat-e-s, notamment en raison de coupes budgétaires et de l'augmentation de la charge de travail.

**Dan Montgomery** ([AFT/États-Unis](#)) compare la pénurie d'enseignant-e-s à un abandon des enfants. Son État a instauré une rémunération pour les étudiant-e-s dans le domaine de l'enseignement ainsi qu'un salaire minimum pour les enseignant-e-s.

**Almoustapha Moussa** ([SYNAFEN/Niger](#)) a fait remarquer que les attaques terroristes au Niger ont accentué la pénurie d'enseignant-e-s et entraîné la fermeture de plus de 800 écoles.





**Letsatsi Ntsibolane** (LAT/Lesotho) s'est exprimé contre les contraintes salariales dans le secteur public imposées par le FMI. L'augmentation du nombre d'élèves dans les établissements scolaires ne mène à rien si le nombre d'enseignant·e·s n'augmente pas lui aussi.

**Paul Sauer** (SAOU/Afrique du Sud) a déclaré que la population du continent africain dépassera les 2 milliards d'habitants d'ici 2035. Il est urgent de recruter des enseignant·e·s de qualité, d'instaurer la paix et d'améliorer la croissance économique.



**Alexandra Bojanic** (FSU-SNUipp/France) a indiqué que les problèmes liés au recrutement et à la rétention entraînent une hausse du nombre d'enseignant·e·s contractuel·le·s. Les enseignant·e·s ont besoin de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et davantage de temps de repos.

**Manuela Mendonça** (Bureau exécutif) a affirmé que remédier à la pénurie d'enseignant·e·s, c'est défendre la démocratie et élever la profession. Nous devons nous souvenir que les relations humaines sont essentielles à l'apprentissage.



**Anna Olskog** (STU/Suède) a déclaré que même la Suède est touchée par la pénurie d'enseignant·e·s. L'investissement dans l'éducation devrait être une priorité et cela devrait se refléter dans les efforts des gouvernements comme des syndicats.

**Delma Boggs** (NASUWT/Royaume-Uni) a déclaré que pour faire face à la pénurie d'enseignant·e·s, nous devons augmenter les fonds destinés aux salaires et aux retraites, promouvoir l'égalité des genres et tirer davantage parti de la technologie.



**Anne Vinet-Roy** (CTF-FCE/Canada) a mis en garde que les élèves ne bénéficient pas d'une éducation suffisante et que les enseignant·e·s sont surchargé·e·s, ce qui détériore encore plus les conditions de vie des personnes défavorisées.

**Younes Firachine** (SNE-CDT/Maroc) a signalé que le Maroc avait mis fin au recrutement contractuel. Il·Elle·s se battent pour l'augmentation des salaires et contre le néolibéralisme.



**Maxine Looby** (UCU/Royaume-Uni) a souligné qu'un financement insuffisant de l'éducation relève toujours d'un choix des gouvernements. Elle a affirmé que le gouvernement du Royaume-Uni néglige son enseignement post-secondaire.

**Moussa Sané** (UDEN/Sénégal) a attribué la pénurie d'enseignant·e·s au Sénégal à un manque de volonté politique. Il a déclaré que de fortes inégalités persistent entre les enseignant·e·s des zones rurales et urbaines.



**Assane S. Bocoum** (SELS/Sénégal) a rapporté que même le triplement du budget n'avait pas réussi à mettre fin à la pénurie d'enseignant·e·s au Sénégal et que de nombreux établissements scolaires ont fermé leurs portes.

**Thilo Hartmann** (GEW/Allemagne) a fait remarquer qu'il manque à l'Allemagne un quart des enseignant·e·s dont le pays a besoin. Des manifestations et des grèves ont été enregistrées à Berlin.



**José Manuel Fernández Gayoso** (STEs/Espagne) a attribué la pénurie d'enseignant·e·s au néolibéralisme. Le dialogue social et la négociation collective sont essentiels.

**Jalila Al-Salman** (Bureau exécutif) a indiqué qu'au Bahreïn, les enseignant·e·s ne sont pas intégré·e·s aux processus de prise de décision. Un grand nombre d'entre elles-eux sont par ailleurs recruté·e·s à l'étranger afin de réduire les coûts.



**Thobie Mbassi Ondo** (FECASE/Cameroun) a déclaré que le manque d'enseignant·e·s dans les zones rurales pousse les élèves à se rendre dans les villes, ce qui se traduit par des classes pouvant compter jusqu'à 150 élèves. Les efforts déployés dans le domaine de l'enseignement virtuel sont entravés par la médiocrité des connexions Internet.



**Leonel Mayorga** (SNTE/Mexique) s'est exprimé en faveur de l'enseignement public et des droits du travail. Le Mexique a grand besoin de revaloriser les revenus des enseignant·e·s.

**Meredith Peace** (AEU/Australie) a fait remarquer que les fonds alloués ne sont pas suffisants pour réaliser les objectifs du Plan d'action national australien relatif à la pénurie d'enseignant·e·s.

**Kouadio Arnaud Boka** (CEPENS-CI/Côte d'Ivoire) a estimé que l'éducation est la clé vers la prospérité, la justice et la paix, ainsi que vers la fin des famines, des maladies et des guerres.

**Henry Sinkala** (BETUZ/Zambie) a imputé la pénurie d'enseignant·e·s au sous-financement, aux restrictions budgétaires, aux emprunts irresponsables et à l'importante masse salariale du secteur public.

La [résolution B1](#), telle que modifiée par les amendements jugés recevables, a été adoptée à l'unanimité.



### 3.3 Allocution de Steve Cotton, secrétaire général de l'ITF

La **présidente Hopgood** a présenté l'intervenant suivant, **Steve Cotton**, secrétaire général de la *Fédération internationale des ouvriers du transport* (ITF). L'ITF regroupe 677 syndicats, totalisant quelque 20 millions d'affilié·e·s dans les secteurs maritime, portuaire, routier, ferroviaire, du tourisme et de l'aviation.

Steve Cotton a fait remarquer que personne, lors du 8<sup>e</sup> Congrès à Bangkok, n'aurait pu s'attendre à une pandémie mondiale, à une telle montée de l'extrême droite au sein des démocraties ou à une explosion du nombre de guerres et de l'instabilité.

Nous luttons contre le néolibéralisme, a-t-il déclaré, en nous préoccupant non seulement des professions, mais également de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas.

L'ITF a récemment intégré une nouvelle région arabe. Par ailleurs, chacune des régions de l'ITF est désormais affectée par l'impact du changement climatique. Les ouvrier·ère·s du transport vont devoir se confronter aux nouvelles technologies et à la décarbonisation.

Le public voit la technologie comme un moyen d'améliorer les choses. Steve Cotton a déclaré à ce sujet que « *nous ne nous battons pas contre la technologie. Nous souhaitons simplement nous asseoir à la table des négociations et nous assurer que la voix des travailleur·euse·s est entendue lorsqu'il est question de changement.* »

Il a assuré qu'il se battra pour permettre aux éducateur·rice·s d'atteindre leurs objectifs, l'ITF ne pouvant réaliser les siens sans une jeunesse intelligente et éduquée. Il a qualifié les enseignant·e·s de « *pilier de l'ensemble du mouvement syndical.* » La période actuelle est instable : « *nous devons rester déterminé·e·s, car c'est l'avenir du monde qui est entre nos mains.* »



### 3.4 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions (suite)

La présentation des résolutions s'est poursuivie avec la [résolution B2](#).

#### **B2 : LE BIEN-ÊTRE ET LA SANTÉ MENTALE DES ENSEIGNANTS ET ENSEIGNANTES ET DU PSE SONT ESSENTIELS POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ**

La [résolution B2](#) a été présentée au nom du Bureau exécutif par **Mary Bousted** et appuyée par **Hélène Nekarmbaye**, toutes deux membres du Bureau exécutif.

Mary Bousted a évoqué l'épidémie de mauvaise santé mentale parmi les éducateur·rice·s du monde entier. Ce problème représente un obstacle majeur au recrutement et à la rétention des enseignant·e·s et résulte notamment d'une charge de travail excessive, de la réduction des dépenses publiques, de la taille des classes, du manque de développement professionnel, de réformes inadaptées et de systèmes de responsabilisation punitifs. Les services publics ne peuvent être gérés de la même manière que des entreprises privées. Trois points sont essentiels : les membres doivent comprendre les éléments à l'origine d'une mauvaise santé mentale ; les gouvernements doivent financer correctement l'éducation ; et l'IE doit mettre en lumière les liens entre la santé mentale des éducateur·rice·s et les résultats d'apprentissage des enfants.

#### **Amendements recevables**

[Amendement \(1\)](#), proposé par les syndicats [COV/Belgique](#) et [COC/Belgique](#).

[Amendement \(2\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(3\)](#), proposé par le syndicat [STEs-i/Espagne](#).

[Amendement \(4\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(5\)](#), proposé par les syndicats [CNTE/Brésil](#), [CONTEE/Brésil](#), [FECAP/Cap Vert](#), [FENPROF/Portugal](#), [FNE/Portugal](#), [PROIFES/Brésil](#), [FSTECDCSA/Angola](#), [ONP-SNPM/Mozambique](#), [SINAPROF/Guinée-Bissau](#), [SINDEP/Cap Vert](#), [SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe](#) et [SINPROF/Angola](#).

[Amendement \(6\)](#), proposé par le syndicat [STEs-i/Espagne](#).

[Amendements \(7\) et \(8\)](#), proposés par les syndicats [COV/Belgique](#) et [COC/Belgique](#).

[Amendements \(9\) et \(10\)](#), proposés par le syndicat [AOB/Pays-Bas](#).

[Amendement \(11\)](#), proposé par les syndicats [COV/Belgique](#) et [COC/Belgique](#).

#### **Interventions**

**Camille Aude** ([SNES-FSU/France](#)) a fait le lien entre le bien-être et de meilleures conditions de travail, à savoir des classes moins saturées et des enseignant·e·s moins surchargé·e·s.

**Jerry Jordan** ([AFT/États-Unis](#)) a déclaré que l'AFT élabore des stratégies axées sur le bien-être qui abordent, entre autres, les problèmes de surmenage, de négligence de soi, de mentalités figées et d'isolement, ainsi que de nombreux autres défis.





**Linn Therese Myhrvold** ([UEN/Norvège](#)) a fait remarquer que les élèves ne peuvent être incité·e·s à devenir enseignant·e·s que s'il·elle·s ont l'occasion d'observer des enseignant·e·s passionné·e·s et épanoui·e·s. Travailler avec des enfants est à la fois gratifiant et épuisant. La violence et les menaces au sein des établissements scolaires ne cessent par ailleurs de se multiplier.



**Louis Swanepoel** ([SAOU/Afrique du Sud](#)) a indiqué que l'Afrique du Sud avait mis à disposition des ressources en ligne pour permettre aux élèves de continuer leur apprentissage durant la pandémie, mais que beaucoup ne disposaient pas d'une connexion Internet suffisante. Certains petits établissements scolaires ruraux sont en train de fermer leurs portes ou d'être regroupés pour former des internats, ce qui suscite de nouvelles inquiétudes.



**Jenny Regal** ([CTF-FCE/Canada](#)) a déclaré qu'un grand nombre d'éducateur·rice·s souffrent d'anxiété, d'épuisement professionnel, de fatigue de compassion, de dépression, de stress et même parfois d'un syndrome de stress post-traumatique. Les conditions de travail doivent s'améliorer.



**Mike Thiruman** ([STU/Singapour](#)) a déclaré que les éducateur·rice·s ne devraient pas toujours avoir à subir un tel stress et être capables de faire face à n'importe quelle situation. Le bien-être des enseignant·e·s est étroitement lié à celui des élèves.

Les interventions ont été interrompues afin de lever la séance et de prendre une pause déjeuner.



## 4<sup>e</sup> séance plénière du Congrès

Jour 3 : mercredi 31 juillet – après-midi

### 4.1 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions (suite)

#### ***B2 : LE BIEN-ÊTRE ET LA SANTÉ MENTALE DES ENSEIGNANTS ET ENSEIGNANTES ET DU PSE SONT ESSENTIELS POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ (suite)***

##### Les interventions pour la résolution B2 ont repris.

**Ruth Duncan** (NASUWT/Royaume-Uni) a fait remarquer qu'il est désormais attendu des enseignant·e·s qu'il·elle·s effectuent certaines tâches par pure bonne volonté. Ces dernières se sont accumulées et sont devenues insoutenables. Les enseignant·e·s ont besoin d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

**Nkosana Dolopi** (SADTU/Afrique du Sud) a déclaré que les pressions exercées pour accomplir plus avec moins de ressources ont érodé la résilience. Les enseignant·e·s ont besoin de programmes de développement pour être sensibilisé·e·s sur l'importance du bien-être et le favoriser.

**Anabela Sotaia** (FENPROF/Portugal) a souligné qu'une étude avait révélé que l'épuisement professionnel n'est pas un problème isolé, mais qu'il est lié aux longues heures de travail, à la bureaucratie, aux classes surchargées, aux maigres salaires, à la dévalorisation, à la précarité et à bien plus encore. La moitié des enseignant·e·s au Portugal sont âgé·e·s de plus de cinquante ans et la plupart d'entre eux sont impatient·e·s de partir à la retraite.

**Alfonso Cepeda Salas** (Bureau exécutif) a déclaré que les éducateur·rice·s craignent de ne pas pouvoir bénéficier d'une retraite décente. Un gouvernement néolibéral a basculé les enseignant·e·s vers des comptes individuels, un système que seuls quatre pays possèdent ; les autres disposent de prestations définies ou d'un système mixte.

**Basil Manuel** (NAPTOSA/Afrique du Sud) a mis en garde contre une crise de santé mentale, évoquant les mauvaises infrastructures, les classes



surchargées, les mauvaises pratiques disciplinaires et les systèmes de sanctions.

**Theodora Dede Amanor** (TEWU/Ghana) a fait remarquer qu'au Ghana, les enseignant·e·s et les PSE travaillent sans congé tout au long de l'année. Il est crucial d'améliorer leurs salaires et de prendre des mesures en matière de santé et de sécurité.

**Mario Aguilar** (CPC/Chili) a évoqué le harcèlement, la violence et les abus perpétrés au Chili, qui conduisent parfois même au suicide. Une grève ainsi qu'une manifestation nationale sont prévues pour sensibiliser le public à ces problématiques.

**Lot Vilakati** (SNAT/Eswatini) a indiqué que les enseignant·e·s du monde entier sont victimes d'épuisement professionnel, de surmenage et de solitude. Il a affirmé que la précarisation de la profession enseignante est voulue.

**Fatima Da Silva** (CNTE/Brésil) a soutenu que les causes et les conséquences d'une mauvaise santé mentale sont désormais bien connues. Les syndicats doivent se détacher d'un programme purement économique.

**Elbia Pereira** (FUM-TEP/Uruguay) a évoqué la dévalorisation constante de la profession enseignante et des professions de soutien. Le gouvernement d'extrême droite a menacé de réduire les salaires des personnes en arrêt maladie, entraînant une dégradation des conditions de travail.

**Filbert Bates Baguma** (UNATU/Ouganda) a affirmé que les fermetures de classes liées à la pandémie de COVID-19 constituent un véritable problème dans les régions où les équipements pour mettre en place des classes virtuelles sont insuffisants. Les gouvernements se vantent d'un taux d'inscription élevé, mais n'augmentent pas pour autant le taux de recrutement. Les enseignant·e·s évoluent au milieu de camp de réfugié·e·s, de zones de guerre, d'incendies d'établissements scolaires et d'enlèvements.

**Martina Herraiz Portillo** (FeSP-UGT.Enseignement/Espagne) a fait l'éloge de la puissance du travail collaboratif. Elle a cependant également évoqué le mal silencieux qui ronge les salles de classe : la dégradation des conditions de travail, le manque de ressources et la baisse des revenus, un mal qui se traduit par une augmentation du stress et une démotivation des enseignant·e·s.

**Rosilene Corrêa** (CNTE/Brésil) a exprimé son inquiétude vis-à-vis du grand nombre de travailleur·euse·s malades. Elle a fait état de la dépersonnalisation, des bas salaires, de la précarité et même des suicides dus aux problèmes d'endettement. Elle estime que l'école devrait être un espace propice à la joie de vivre.

La *résolution B2*, telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité

## 4.2 Rapport du Comité des élections sur les candidatures pour les sièges régionaux

**Christer Holmlund** (OAJ/Finlande), président du Comité des élections, a présenté son deuxième rapport relatif aux candidatures pour les sièges régionaux au sein du Bureau exécutif. L'article 10c des Statuts prévoit l'attribution de deux sièges à chaque région, l'un d'entre eux devant être occupé par une femme.

La **région Asie-Pacifique** a reçu trois candidatures :

Correna Haythorpe	AEU/Australie
Kamala Kanta Tripathy	AIPTF/Inde
Rafika Afroze	BTF/Bangladesh

Une élection doit donc être organisée pour pourvoir les sièges de la région Asie-Pacifique.

Les autres régions n'ayant reçu respectivement que deux candidatures, le Comité des élections a proposé de nommer les autres candidat·e·s élu·e·s :

### Afrique

Yohannes Benti Chokorso	ETA/Ethiopie
Hélène Nekarmbaye	SET/Tchad

### Europe

Maike Finnern	GEW/Allemagne
Daniel Kebede	NEU/Royaume-Uni

### Amérique latine

Roberto Baradel	CTERA/Argentine
Gilda Montero Sánchez	ANDE/Costa Rica

### Amérique du Nord et Caraïbes

Shelley Morse	CTF-FCE/Canada
Alfonso Cepeda Salas	SNTE/Mexique

Christer Holmlund a ensuite expliqué la procédure à suivre pour proposer des candidatures pour les sièges ouverts au sein du Bureau exécutif.

La ratification du rapport a été présentée par Christer Holmlund et appuyée par **Nadine Molloy**, membre du Bureau exécutif.

Le rapport a été adopté.

## 4.3 Rapports financiers 2019-2024

### RAPPORT FINANCIER

**Lily Eskelsen García**, membre du Bureau exécutif et présidente de la Commission des finances, a présenté, au nom du Bureau exécutif, le rapport financier couvrant les cinq dernières années. Seul un rapport succinct avait été présenté lors du 9<sup>e</sup> Congrès en ligne.

Le budget de l'IE est divisé en quatre volets : (1) gouvernance, (2) administration, (3) salaires et services et (4) activités du programme. Les trois premiers représentent près de 92 % du budget. Ces dépenses récurrentes, soit les coûts opérationnels de base de l'IE, s'élèvent à un peu plus de 10 millions d'euros. Entre 2019 et 2023, les revenus de l'IE ont augmenté de 126 810 €.

L'IE a reçu plus de revenus issus des cotisations que prévu en 2019. Étant donné que l'IE avait déjà ajusté ses dépenses à la baisse, des revenus supplémentaires ont ainsi pu être dégagés et affectés à son compte de réserve.

En 2020, l'année où la COVID-19 a commencé à sévir, l'IE a enregistré une baisse du nombre de ses membres. Une grande organisation n'a en outre pas été en mesure de payer l'intégralité de ses cotisations et l'IE a déménagé dans de nouveaux locaux. Cependant, de nombreuses activités déjà prévues dans le budget ont été remplacées par des événements en ligne moins coûteux, ce qui a permis à l'IE de dégager un léger excédent qu'elle a pu de nouveau affecter à ses réserves.

L'année 2021 ayant été une période difficile pour les affilié·e·s, l'IE avait fait le choix de ne pas relever le plafond de ses cotisations. La baisse du nombre de membres a entraîné une diminution des revenus, qui a toutefois été partiellement compensée par le paiement d'arriérés par certain·e·s membres. En raison des restrictions en matière de voyages et de réunions dues à la



pandémie, un grand nombre des activités prévues au budget ont à nouveau été organisées en ligne, de sorte que l'IE a une nouvelle fois enregistré un excédent qu'elle a pu affecter à ses réserves.

Les revenus issus des cotisations ont augmenté en 2022. Les activités en présentiel n'ont repris qu'au second semestre de l'année, ce qui a de nouveau permis de dégager un excédent affecté aux réserves. Les années 2021 et 2022 ont cependant été marquées par une inflation généralisée.

En 2023, l'augmentation des coûts liés à la gouvernance, à l'administration et à l'aide d'urgence a mené à un déficit budgétaire, néanmoins couvert par les réserves.

Lily Eskelsen García a déclaré que la situation financière globale de l'IE est très robuste, l'organisation ayant bien géré ses finances.

### **Un intervenant a émis un commentaire au sujet du rapport.**

**King James Azortibah** (TEWU/Ghana) a félicité l'IE pour sa transparence, notamment pour son recours à des auditeurs externes, tout en saluant également le travail des auditeurs internes. Il a en outre recommandé d'ajouter des annexes aux comptes afin de fournir des informations sur certaines spécificités des états financiers.

La ratification du rapport a été présentée par **Lily Eskelsen García** et appuyée par **Johanna Jaara Åstrand**, membre du Bureau exécutif.

Le rapport a été adopté.

### **RAPPORT D'AUDIT EXTERNE (VIDÉO)**

Les auditeurs externes de l'IE, EY (anciennement Ernst and Young), n'ont pas pu assister à la conférence et ont donc transmis un rapport vidéo animé par Han Wever, le partenaire d'EY responsable des audits de l'IE.

La tâche d'EY consiste à fournir une assurance raisonnable sur les états financiers consolidés de l'IE. Le cabinet examine la conformité de l'IE avec ses Statuts et son Règlement intérieur, ainsi qu'avec le droit international et les réglementations belges applicables aux organisations à but non lucratif. Il effectue également une évaluation des risques. À cette fin, EY définit un plan d'audit sur mesure qui tient compte des activités de l'IE et de sa présence géographique.

En temps normal, le cabinet se rend dans chacun des bureaux régionaux, ce qui n'a toutefois pas toujours été possible au cours des cinq dernières années en raison des restrictions de voyage imposées par la pandémie de COVID-19.

Han Wever a passé en revue les bilans et les comptes de résultat pour chacune des cinq années en question. EY est, selon lui, d'avis que les états financiers des années 2019 à 2023 présentent une image fidèle de la situation financière, des revenus et des résultats de l'IE. Il a déclaré qu'il s'agissait d'une opinion favorable sans réserve sur les états financiers consolidés de cette période de cinq ans.

La ratification du rapport a été présentée par **Lily Eskelsen García** et appuyée par **Ann Mari Milo Lorentzen**, toutes deux membres du Bureau exécutif.

### **RAPPORT DU COMITÉ D'AUDIT INTERNE**

Le président du Comité d'audit interne, **Mike McPherson** (NEA/États-Unis), expert-comptable, a présenté leur rapport. Le rôle du Comité d'audit interne est d'examiner les rapports annuels audités de l'IE et de faire un compte rendu au Congrès. Ses membres se sont réunis en ligne quatre fois au cours de ce mandat afin d'examiner les états financiers intermédiaires.



Le Comité se compose de cinq membres régionaux·ales et de trois membres ex officio :

### Membres régionaux·ales

Afrique	Basil Manuel (NAPTOSA/Afrique du Sud)
Asie-Pacifique	Avelino S. Caraan Jr. (SMP-NATOW/Philippines)
Europe	Ronnie A. Smith (EIS/Royaume-Uni)
Amérique latine	Yamile Socolovsky (CONADU/Argentine)
Amérique du Nord et Caraïbes	Mike McPherson (NEA/États-Unis)

### Membres ex officio

Présidente	Susan Hopgood
Secrétaire général	David Edwards
Vice-présidente et présidente de la Commission des finances	Lily Eskelsen García

Le Comité a émis quatre recommandations :

- Veiller à ce que l'ensemble des organisations membres s'acquittent de la totalité de leurs cotisations.
- Contrôler le débours des Fonds de solidarité et s'assurer de leur utilisation efficace.
- Veiller à ce que les auditeurs externes effectuent des visites régulières dans les bureaux régionaux.
- Renouveler la nomination d'EY en tant qu'auditeurs externes pour la période 2024-2029, mais lancer un appel d'offres public afin de faire appel à un nouveau cabinet pour la période suivant 2029.

La ratification du rapport a été présentée par Lily Eskelsen García et appuyée par Jalila Al-Salman, toutes deux membres du Bureau exécutif.

Le rapport a été acté.

## 4.4 Nomination des auditeur·rice·s et du Comité d'audit interne

Le Bureau exécutif a lui aussi recommandé de nommer le cabinet *EY* en tant qu'auditeurs externes de l'IE pour la période 2024-2029. La nomination a été présentée par le **secrétaire général David Edwards** et appuyée par **Lily Eskelsen García**, membre du Bureau exécutif.

La motion a été adoptée.

Les nominations au Comité d'audit interne se basent sur l'expertise financière. Cinq membres issu·e·s des cinq régions ont été désigné·e·s. Leur élection a été proposée par le **secrétaire général David Edwards** et appuyée par **Alfonso Cepeda Salas**, membre du Bureau exécutif.

Les cinq membres suivants ont été nommés :

Afrique	Basil Manuel (NAPTOSA/Afrique du Sud)
Asie-Pacifique	Avelino S. Caraan Jr. (SMP-NATOW/Philippines)
Europe	Odile Cordelier, SNES-FSU/France
Amérique latine	Yamile Socolovsky (CONADU/Argentine)
Amérique du Nord et Caraïbes	Mike McPherson (NEA/États-Unis)

Le Comité comptera également trois membres ex officio : le·a président·e, le·a secrétaire général·e et le·a président·e de la Commission des finances.



## 4.5 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions (suite)

### **B4 : LA COLLECTE DE DONNÉES ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DANS L'ÉDUCATION**

La [résolution B4](#) a été présentée par **Marianne Coopman** (COV/Belgique) et appuyée par **Kris Delcroix** (COC/Belgique). Tou-te-s deux se sont exprimé-e-s au nom de la résolution.

Marianne Coopman a exprimé son souhait de voir des professionnel-le-s prendre des décisions éclairées pour chaque classe, et ce sur la base de données et sans standardisation. Les élèves ne devraient pas avoir à s'inquiéter d'un usage abusif de leurs données. Il devrait nous être possible d'utiliser tout le potentiel de la technologie tout en respectant la vie privée et en préservant l'autonomie.

Kris Delcroix a déclaré que les élèves devraient apprendre à utiliser l'IA de manière objective et critique. Il-le-s doivent être conscient-e-s que les données utilisées par cette dernière peuvent être biaisées ou obsolètes. Les entreprises de technologie éducative ne devraient pas tirer profit des données et les enseignant-e-s devraient être inclu-e-s dans les décisions concernant l'utilisation de l'IA.

#### **Amendements recevables**

[Amendement \(1\)](#), proposé par le syndicat [CSQ/Canada](#).

[Amendement \(2\)](#), proposé par les syndicats [CNTE/Brésil](#), [CONTEE/Brésil](#), [FECAP/Cap Vert](#), [FENPROF/Portugal](#), [FNE/Portugal](#), [PROIFES/Brésil](#), [FSTECDCSA/Angola](#), [ONP-SNPM/Mozambique](#), [SINAPROF/Guinée-Bissau](#), [SINDEP/Cap Vert](#), [SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe](#) et [SINPROF/Angola](#).

#### **Interventions**

**Eric Gingras** ([CSQ/Canada](#)) a déclaré que toutes ces données ne devraient pas conduire à la déshumanisation de l'éducation. Les données peuvent reproduire des comportements sexistes ou discriminatoires. Il est impératif que nous ayons notre mot à dire dans leur développement et leur utilisation.

**Soralla Bañuelos de la Torre** ([SNTE/Mexique](#)) a averti que les données peuvent être utilisées de manière abusive, par exemple pour standardiser l'éducation, pénaliser les enseignant-e-s ou limiter leur autonomie, ou encore pour être vendues. Les enseignant-e-s ne sauraient être remplacé-e-s par l'IA.

**Anja Bensinger-Stolze** ([GEW/Allemagne](#)) a affirmé que la numérisation jouera un rôle clé dans la privatisation et la commercialisation. Il nous faut renforcer la sensibilisation et la transparence.

**Arnaldo Bruno Lopes Vital** ([CNTE/Brésil](#)) a appelé, au regard de l'amendement (2), à plus de transparence et de protection contre l'utilisation commerciale ou coercitive des données sur la main-d'œuvre. Les travailleur-euse-s devraient en outre avoir le droit de demander la suppression de leurs données.

**Chun-Liang Hou** ([NTA/Taiwan](#)) a invité l'IE et l'ensemble des participant-e-s à mener un travail de recherche afin que les organisations membres puissent diriger l'élaboration de politiques en matière de technologies éducatives à tous les niveaux.

La [résolution B4](#), telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.



## **B5 : RENFORCER LE STATUT ET LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION À LA PETITE ENFANCE APRÈS LA PANDÉMIE DE COVID-19**

La [résolution B5](#), l'unique résolution spécifique à l'éducation de la petite enfance, a été présentée par son motionnaire, **Lasse Bjerg Jørgensen** ([BUPL](#)/Danemark) et appuyée par **Anne-Marie Bellerose** ([CSQ](#)/Canada).

Lasse Bjerg Jørgensen a fait remarquer l'importance des mille premiers jours de la vie d'un·e enfant. Les salaires dans le secteur de l'EPE sont toutefois très bas et il s'agit là du secteur ayant le plus souffert pendant et après la pandémie.

### **Amendements**

Les [amendements \(2\)](#) et [\(4\)](#) ont été retirés par les syndicats [SNES-FSU](#)/France, [SNCS-FSU](#)/France et [FSU-SNUipp](#)/France.

L'[amendement \(5\)](#) vise à supprimer le passage « *et les déclarations internationales, affirmant que le droit à l'éducation débute à la naissance* » du paragraphe 17. Il a été présenté par **Nancy Dewulf** ([COV](#)/Belgique) et appuyé par **Trudy Kerperien** ([AOB](#)/Pays-Bas).

Nancy Dewulf a déclaré que la référence aux déclarations internationales crée une confusion entre l'accueil et l'éducation de la petite enfance, qui, dans bon nombre de pays, constituent deux secteurs distincts avec des conditions de travail et des budgets différents. Les enfants ont droit à l'accueil et à la protection de leur développement dès la naissance, a-t-elle déclaré, mais le droit à l'éducation n'est fondamental qu'à partir de l'âge de 2,5 ans.

### **Interventions**

Anne-Marie Bellerose a mis en garde contre le fait que les politicien·ne·s ne cessent de raccourcir la carrière des éducateur·rice·s de la petite enfance, notamment en jouant sur leur formation, leur salaire et leurs conditions de travail. Elle a affirmé que l'éducation commence dès le plus jeune âge, ce qui comprend les initiatives en faveur des enfants les plus vulnérables.

Lasse Bjerg Jørgensen s'est exprimé contre l'amendement, affirmant que la question avait déjà été abordée dans une résolution antérieure de l'IE et que les déclarations internationales y répondaient.

L'[amendement \(5\)](#) n'a pas été adopté.

### **Amendements recevables**

[Amendement \(1\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU](#)/France, [SNCS-FSU](#)/France et [FSU-SNUipp](#)/France.

[Amendement \(3\)](#), proposé par les syndicats [COV](#)/Belgique et [COC](#)/Belgique.

[Amendement \(6\)](#), proposé par les syndicats [CNTE](#)/Brésil, [CONTEE](#)/Brésil, [FECAP](#)/Cap Vert, [FENPROF](#)/Portugal, [FNE](#)/Portugal, [PROIFES](#)/Brésil, [FSTECDCSA](#)/Angola, [ONP-SNPM](#)/Mozambique, [SINAPROF](#)/Guinée-Bissau, [SINDEP](#)/Cap Vert, [SINPRESTEP](#)/Sao Tomé-et-Principe et [SINPROF](#)/Angola.

### **Interventions**

**Jaime Ciffone** ([AFT](#)/États-Unis) a déclaré que son syndicat considère l'EPE comme un élément à part entière d'un plan global qui débute à la naissance et qui vise à développer les compétences scolaires et socio-émotionnelles des enfants. Cela se traduit par des revenus plus élevés, une meilleure santé et un comportement social positif.

**Guilherme Silva** ([SINPROF](#)/Angola) a demandé à ce que l'instance consultative soit réellement inclusive et représentative, avec une participation de l'ensemble des régions et continents. La langue ne devrait pas être un obstacle à leur participation.





**Alexandra Bojanic** (FSU-SNUipp/France) a déclaré qu'en France, l'EPE commence dès l'âge de trois ans. Les classes sont surchargées et l'État doit y investir davantage. Les inégalités, en particulier en matière de genre, y sont un véritable problème.



**Adriana Jesús Villa Huízar** (SNTE/Mexique) a fait remarquer que la pandémie de COVID-19 avait entraîné des abandons scolaires précoces, en particulier aux niveaux élémentaires. L'apprentissage au niveau de l'EPE possède des répercussions sur l'ensemble de la scolarité des enfants.



**Anita Cirotzki** (UEN/Norvège) a exprimé son souhait de voir l'EPE accorder suffisamment d'espace au jeu. Le jeu est à la fois un outil d'apprentissage et de développement, mais également une fin en soi.

**Pia Rizell** (STU/Suède) a affirmé que la Suède n'investit pas assez dans l'EPE, ce qui engendre des inégalités, une attention insuffisante aux besoins spéciaux, une formation inadaptée et un taux élevé d'arrêts maladie parmi les enseignant·e·s.



**Doreen Siebernik** (GEW/Allemagne) a fait état d'un manque de 300 000 places au niveau des jardins d'enfants. Il nous faut stimuler la curiosité et la créativité, et les enseignant·e·s ont besoin d'une meilleure rémunération et de meilleures conditions de travail.

**Gaétan Kponoukon** (SYNAEM/Bénin) a déclaré que le Bénin devrait investir davantage dans l'éducation, en particulier dans l'EPE. Le gouvernement ne recrute pas d'éducateur·rice·s supplémentaires et les enseignant·e·s souffrent d'épuisement professionnel.



**Henry Sinkala** (BETUZ/Zambie) a déclaré que l'EPE est le sous-secteur le moins développé au sein de l'éducation. Les principaux défis incluent notamment les inégalités, les bas salaires, l'insécurité de l'emploi et le manque de formation. La Zambie fait cependant des progrès et recrute actuellement davantage d'enseignant·e·s.

**Yobana Salinas** (SINDI-2/Chili) a signalé que le Chili compte 75 % de privatisation au niveau des établissements scolaires. Elle qualifie l'EPE d'« invisible », car elle ne relève même pas de la compétence du ministère de l'Éducation.



**Stephanie Mills** (NZEI Te Riu Roa/Nouvelle-Zélande) a évoqué les différents environnements dont sont issu·e·s les enfants, en prenant pour exemple les enfants maori·e·s. Elle a ajouté que nos opposants opèrent à l'échelle mondiale et qu'il est donc essentiel de mettre en place des stratégies mondiales.

**Magnús Jónsson** (KI/Islande) a indiqué que la privatisation et la marchandisation ont le vent en poupe en Islande. Les enseignant·e·s de l'EPE ont néanmoins désormais des salaires équivalents à ceux des autres enseignant·e·s.

La [résolution B5](#), telle que modifiée, a été adoptée.



## **B6 : PROTÉGER LES PERSONNELS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE DES ATTAQUES MENÉES PAR LES POLITIQUES CONSERVATRICES ET NÉOLIBÉRALES**

La [résolution B6](#) a été présentée par **Patrick Monfort** (SNCS-FSU/France) et appuyée par **Carlos de Feo** (CONADU/Argentine).

Patrick Monfort a déclaré que la liberté académique est un élément fondamental pour le bon fonctionnement de la société. Dans l'intérêt du développement, les scientifiques ne devraient être bridé·e·s, même lorsque leurs observations nuisent aux intérêts industriels et économiques. Il est par exemple essentiel de réduire l'utilisation des pesticides en raison de

leurs effets néfastes sur les populations et les écosystèmes. De même, les inégalités se creusent et les sécheresses se multiplient, mais nos ressources énergétiques reposent toujours essentiellement sur les combustibles fossiles.

### Amendements

L'amendement (1) a été retiré par le syndicat UEN/Norvège.

### Amendements recevables

Amendements (2) et (3), proposés par le syndicat NAR/Norvège.

Amendement (4), proposé par le syndicat AOb/Pays-Bas.

Amendement (5), proposé par les syndicats CNTE/Brésil, CONTEE/Brésil, FECAP/Cap Vert, FENPROF/Portugal, FNE/Portugal, PROIFES/Brésil, FSTECDCSA/Angola, ONP-SNPM/Mozambique, SINAPROF/Guinée-Bissau, SINDEP/Cap Vert, SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe et SINPROF/Angola.

Amendement (6), proposé par les syndicats UEN/Norvège, OAJ/Finlande, DLF/Danemark et NAR/Norvège.

### Interventions

**Christophe Schneider** (SNES-FSU/France) a indiqué que la recherche doit être exempte de toute contrainte politique, ce qui n'est pas forcément compatible avec le néolibéralisme et les politiques d'extrême droite.

**Eduardo Zendejas Amparán** (SNTE/Mexique) s'est exprimé en faveur de la liberté académique et de la liberté de recherche, qui devraient être à l'abri des attaques et du harcèlement. La solidarité est essentielle dans ce domaine.

**Annette Dolan** (TUI/Irlande) a évoqué les manifestations et les négociations menées en Irlande pour obtenir des conventions collectives, afin de créer un secteur universitaire technologique robuste.

**Maria Chondrogianni** (UCU/Royaume-Uni) a attiré l'attention sur les coupes budgétaires effectuées au Royaume-Uni dans le domaine de l'enseignement des sciences humaines, des arts et des sciences sociales. Des lois antisyndicales font souvent obstacle aux actions de mobilisation.

**Andrew Bonnell** (NTEU/Australie) a évoqué les efforts déployés pour que les universités répondent aux besoins commerciaux ou économiques. Les conventions collectives sont, selon lui, le seul moyen de défense efficace.

**Ann-Kathrin Hoffman** (GEW/Allemagne) a déclaré que l'Allemagne avait connu une grève ainsi que d'autres actions de mobilisation contre l'individualisation, et notamment contre le recours à des étudiant·e·s non syndiqué·e·s pour enseigner.

**Sandra Grey** (NZTEU/Nouvelle-Zélande) a fait remarquer que le gouvernement néo-zélandais d'extrême droite avait réduit le budget de la recherche et licencié des conseiller·ère·s scientifiques. Elle a déclaré que ce gouvernement est anti-académique, anti-travailleur·euse·s, anti-syndicat et anti-science.

**Trudy Kerperien** (AOb/Pays-Bas) a évoqué les pressions que subit la liberté académique. L'enseignement supérieur et la recherche sont confrontés à l'insécurité de l'emploi, à une charge de travail excessive, à des investissements insuffisants et à des coupes budgétaires.

**Josefa Lopes** (FNE/Portugal) a évoqué la violence et les attaques dont sont victimes les enseignant·e·s et les professionnel·le·s dans un grand nombre de pays. Les emplois dans le domaine de la recherche au Portugal sont liés à des projets et sont par conséquent particulièrement précaires.

La résolution B6, telle que modifiée, a été adoptée.



La **présidente Hopgood** a déclaré qu'à partir de la cinquième séance, le lendemain, le temps de parole sera réduit à deux minutes et qu'elle pourrait limiter les débats autour de sujets pour lesquels l'IE dispose déjà de politiques.

Elle a également indiqué que les motionnaires de la [résolution E5](#) l'avaient retirée.

La présidente a ensuite levé la séance.





## 5<sup>e</sup> séance plénière du Congrès

Jour 4 : jeudi 1<sup>er</sup> juillet – matinée

### 5.1 Rapport du Comité des élections sur les élections des sièges régionaux

Après l'ouverture de la séance par la présidente Hopgood, **Christer Holmlund** (OAJ/Finlande), président du Comité des élections, a présenté son troisième rapport relatif aux élections des sièges régionaux au sein du Bureau exécutif.

L'article 10c des Statuts prévoit l'attribution de deux sièges à chaque région. L'un de ces sièges doit obligatoirement être occupé par une femme. Chaque région, à l'exception de l'Asie-Pacifique, avait reçu deux candidatures pour ses sièges. Ces candidat·e·s ont donc été déclaré·e·s élu·e·s.

La région Asie-Pacifique ayant reçu trois candidatures, un vote à bulletin secret a été organisé. Les candidat·e·s élu·e·s sont :

Correna Haythorpe (AEU/Australie) et  
Kamala Kanta Tripathy (AIPTF/Inde).

Christer Holmlund a ensuite de nouveau expliqué la procédure à suivre pour proposer des candidatures pour les sièges ouverts au sein du Bureau exécutif.

Le rapport a été présenté par Christer Holmlund et appuyé par **Lily Eskelsen García**, membre du Bureau exécutif.

Le rapport a été adopté.

### 5.2 Résolutions : Groupe B – Valoriser nos professions (suite)

Trois mesures ont été adoptées dans le cadre des résolutions en raison des contraintes de temps. Premièrement, l'ordre de présentation a de nouveau été modifié. Deuxièmement, certains débats pouvaient être limités. Troisièmement, les intervenant·e·s ont été limité·e·s à deux minutes de parole, à l'exception du·de la motionnaire et du·de la co-motionnaire, qui disposaient toujours de cinq et de trois minutes respectivement.



## B7 : LES PERSONNELS DE SOUTIEN À L'ÉDUCATION

La [résolution B7](#) a été présentée par **Marjolaine Perreault**, membre du Bureau exécutif, et appuyée par **Lois Yukna** ([NEA/États-Unis](#)).

Marjolaine Perreault a signalé que les PSE sont extrêmement touché-e-s par les politiques d'austérité. Il-Elle-s sont confronté-e-s à de faibles rémunérations, à la précarité, au manque de reconnaissance, à l'exploitation, à la violence et au harcèlement. Elle a déclaré que la présente résolution vise à défendre leurs droits et leur valeur.

Lois Yukna a indiqué que près des trois quarts des PSE aux États-Unis ont du mal à joindre les deux bouts. Son syndicat a empêché à plusieurs reprises la privatisation des PSE au sein de son État.

### Amendements recevables

[Amendement \(1\)](#), proposé par les syndicats [SADTU/Afrique du Sud](#), [NAPTOSA/Afrique du Sud](#) et [SAOU/Afrique du Sud](#).

[Amendements \(2\)](#) et [\(3\)](#), proposés par les syndicats [CNTE/Brésil](#), [CONTEE/Brésil](#), [FECAP/Cap Vert](#), [FENPROF/Portugal](#), [FNE/Portugal](#), [PROIFES/Brésil](#), [FSTECDCSA/Angola](#), [ONP-SNPM/Mozambique](#), [SINAPROF/Guinée-Bissau](#), [SINDEP/Cap Vert](#), [SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe](#) et [SINPROF/Angola](#).

[Amendement \(4\)](#), proposé par les syndicats [SADTU/Afrique du Sud](#), [NAPTOSA/Afrique du Sud](#) et [SAOU/Afrique du Sud](#).

### Interventions

**Carl Williams** ([AFT/États-Unis](#)) a adressé ses remerciements aux PSE et les a qualifiés de travailleur·euse·s de première ligne et d'épine dorsale de nos institutions. Il a déclaré que leur voix mérite d'être entendue lors des prises de décision et qu'il-elle-s méritent d'être bien rémunéré·e-s, de bénéficier d'avantages sociaux et bien plus encore.

**Francisco González Mena** ([SNTE/Mexique](#)) a indiqué que le salaire des PSE au Mexique avait récemment été augmenté et que ces dernier·ère-s devraient faire partie intégrante de notre mouvement.

**Leandro Carneiro Batista** ([CONTEE/Brésil](#)) a appelé les PSE à devenir des membres actif·ive·s des syndicats, présent·e·s dans l'élaboration des politiques et des propositions. Nous sommes tou·te·s des travailleur·euse·s et des éducateur·rice·s.

**Joaquim Santos** ([FNE/Portugal](#)) a qualifié les PSE d'indispensables et a mentionné la Déclaration d'Aveiro du Portugal de 2023 au sujet du financement.

**Franziska Hense** ([GEW/Allemagne](#)) a évoqué l'importance vitale des assistant·e·s pédagogiques qui travaillent dans des conditions de travail difficiles, généralement sans formation suffisante, sans contrat à long terme et sans syndicalisation.

**Cédric Collet** ([UNSA-Education/France](#)) a fait remarquer que le travail des PSE n'est pas reconnu à sa juste valeur, alors qu'il-elle-s sont indispensables à la réussite des enfants. Il est nécessaire de leur accorder des heures de travail plus agréables et une meilleure rémunération.

**Patrick Monfort** ([SNCS-FSU/France](#)) a déclaré que la recherche ne peut se faire sans les personnels de soutien, mais que ceux·elles-ci se font de plus en plus rares. Leurs postes sont en effet trop précaires.

La [résolution B7](#), telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.



## 5.3 Résolutions : Groupe A – Développer nos syndicats

### A6: LA RECHERCHE

La [résolution A6](#) a été présentée au nom du Bureau exécutif par sa motionnaire, **Nadine Molloy** et a été appuyée par **Sławomir Broniarz**, tou-te-s deux membres du Bureau exécutif.

Nadine Molloy a qualifié la recherche et les données factuelles fondées sur celle-ci de cruciales pour l'élaboration de politiques en matière d'éducation. Cette résolution détaille ce que l'IE doit prendre en compte lorsqu'elle sollicite et diffuse des travaux de recherche. L'équité revêt ici un caractère primordial. Les membres doivent par ailleurs mener leurs propres recherches et contribuer au *Réseau de recherche* (ResNet). Les solutions mises en œuvre dans un pays ne sont pas nécessairement adaptées à un autre. Le développement professionnel et les solutions éducatives doivent être basés sur les différents contextes et les données factuelles générales.

#### Amendements recevables

[Amendement \(1\)](#), proposé par le syndicat [CSQ/Canada](#).

[Amendement \(2\)](#), proposé par le syndicat [AFT/États-Unis](#).

[Amendement \(3\)](#), proposé par le syndicat [NAR/Norvège](#).

[Amendements \(4\)](#) et [\(5\)](#), proposés par [AFT/États-Unis](#).

[Amendement \(6\)](#), proposé par les syndicats [CNTE/Brésil](#), [CONTEE/Brésil](#), [FECAP/Cap Vert](#), [FENPROF/Portugal](#), [FNE/Portugal](#), [PROIFES/Brésil](#), [FSTECDCSA/Angola](#), [ONP-SNPM/Mozambique](#), [SINAPROF/Guinée-Bissau](#), [SINDEP/Cap Vert](#), [SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe](#) et [SINPROF/Angola](#).

[Amendement \(7\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(8\)](#), proposé par les syndicats [SADTU/Afrique du Sud](#), [NAPTOSA/Afrique du Sud](#) et [SAOU/Afrique du Sud](#).

#### Interventions

**Carlos Gómez Rodríguez** ([SNTE/Mexique](#)) a souligné que la collecte de données est un processus dynamique, nécessaire à la mise en œuvre de projets et au soutien des éducateur-ric-e-s. Nous avons besoin de davantage de recherche sur la main-d'œuvre et sur l'éducation du berceau à l'université.

**Jorunn Dahl Norgård** ([NAR/Norvège](#)) a déclaré que l'UNESCO étoffait actuellement ses recommandations en matière de science et de recherche. La méfiance à l'égard de la science ainsi que les attaques contre les scientifiques prennent en effet de plus en plus d'ampleur.

**Abdelaziz Sahibed-Dine** ([SNESUp/Maroc](#)) a fait remarquer que la pandémie de COVID-19 avait permis de démontrer l'importance de la recherche. La priorité devrait être mise sur le bien-être de l'humanité, le développement, la paix, la solidarité et sur les menaces telles que le changement climatique.

**Thomas Nordgård** ([UEN/Norvège](#)) a fait remarquer que la recherche ne suffit pas à elle seule ; les éducateur-ric-e-s doivent également faire appel à leur jugement professionnel et à leur expérience. L'éthique devrait également rester au centre des priorités.

**Ana Boff de Godoy** ([PROIFES/Brésil](#)) a appelé à augmenter les ressources allouées à la recherche. Il est essentiel de suivre l'évolution de la santé mentale et physique des enseignant-e-s afin d'éviter une fuite de cerveaux.





**Agang Gabana** (BTU/Botswana) a fait remarquer que la recherche est indispensable pour permettre aux éducateur·rice·s de suivre l'évolution de l'économie du savoir. Les syndicats contribuent par ailleurs bien souvent à l'élaboration de politiques ou de lois qui nécessitent un degré important de recherche.

**Akuneni Maphosa** (ZIMTA/Zimbabwe) a déclaré que la recherche joue un rôle vital dans la revitalisation des syndicats. Les négociations requièrent certes du pouvoir, mais également des données factuelles scientifiques.

**Helen Johns** (NASUWT/Royaume-Uni) a indiqué que la confiance et le respect envers la recherche sont fondamentaux si l'on espère réussir à influencer les politiques et les pratiques au niveau mondial. L'équité et l'égalité jouent elles aussi un rôle majeur.

La [résolution A6](#), telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

### **A3: ŒUVRER ENSEMBLE POUR ÊTRE PLUS FORTS**

La [résolution A3](#) a été présentée par son motionnaire, **Jelmer Evers** (AOB/Pays-Bas). **Daniel Kebede** (NEU/Royaume-Uni) en est le co-motionnaire.

Jelmer Evers a fait remarquer que lorsque nous nous penchons sur ce qu'il se passe au-delà de nos frontières, il nous est possible de découvrir des solutions imaginées par d'autres et auxquelles nous n'aurions peut-être pas pensé. Nous pouvons réfléchir ensemble aux solutions qui nous permettront de provoquer les changements nécessaires à l'échelle mondiale. Il a également mis en garde contre deux sentiments particuliers : premièrement, celui que certains problèmes sont inévitables et deuxièmement, que les gouvernements ne peuvent être changés. Il nous faut mettre en place une structure qui nous permette d'intensifier la collaboration et le travail en réseau.

Daniel Kebede a souligné que les problèmes qui touchent les éducateur·rice·s concernent le monde entier. Nous devons renforcer nos capacités d'action afin de lutter contre le Mouvement mondial pour la réforme de l'éducation. Les éducateur·rice·s doivent façonner l'éducation et défendre ses valeurs.

#### **Amendements**

L'[amendement \(3\)](#) a été retiré par le syndicat [CTF-FCE/Canada](#)

#### **Amendements recevables**

[Amendements \(1\)](#) et [\(2\)](#), proposés par les syndicats [UEN/Norvège](#), [STU/Suède](#), [OAJ/Finlande](#) et [DLF/Danemark](#).

[Amendement \(4\)](#), proposé par le syndicat [CSQ/Canada](#).

[Amendement \(5\)](#), proposé par les syndicats [CNTE/Brésil](#), [CONTEE/Brésil](#), [FECAP/Cap Vert](#), [FENPROF/Portugal](#), [FNE/Portugal](#), [PROIFES/Brésil](#), [FSTECDCSA/Angola](#), [ONP-SNPM/Mozambique](#), [SINAPROF/Guinée-Bissau](#), [SINDEP/Cap Vert](#), [SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe](#) et [SINPROF/Angola](#).

#### **Interventions**

**Daniel Covarrubias López** (SNTE/Mexique) a encouragé la coopération des syndicats aux niveaux régional et national afin de bâtir un monde meilleur au service de l'éducation.

**Saed Erziqat** (GUPT/Palestine) a appelé les syndicats du monde entier à coopérer à des fins humanitaires. Cela permettrait aux enseignant·e·s de sortir du cadre de leurs problèmes locaux et de s'intéresser à des enjeux humains plus vastes.

**Heleno Araújo** (CNTE/Brésil) a déclaré que le renforcement des syndicats et du travail collectif est indispensable à la mise en œuvre des recommandations



du Groupe de haut niveau des Nations Unies. Les évaluations normalisées limitent l'autonomie des enseignant-e-s.

La [résolution A3](#), telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

## 5.4 Résolutions : Groupe C – Défendre la démocratie

### **C1 : DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE CONTRE LE POPULISME ET L'EXTRÉMISME DE DROITE DANS L'ÉDUCATION**

La [résolution C1](#) a été présentée par son motionnaire, **Mark Dickinson** (NASUWT/Royaume-Uni). **Raymond Basilio**, membre du Bureau exécutif, en a été le co-motionnaire.

Mark Dickinson a évoqué la montée du populisme d'extrême droite, porteur de haine envers les migrant-e-s, de conspirations anti-vaccin, de misogynie, d'homophobie et de violence. Il est primordial que les enfants apprennent à remettre en question ces idées. Le Royaume-Uni et l'Allemagne échangent déjà leurs stratégies pour lutter contre cette menace.

Raymond Basilio a fait part de la menace que les gouvernements d'extrême droite représentent pour les syndicats et les enseignant-e-s. Il a lui-même déjà été attaqué par le passé et 71 syndicalistes ont été tué-e-s. Les gouvernements d'extrême droite ont recours au terrorisme et gardent leur pouvoir pour eux seuls.

#### **Amendements**

L'[amendement \(3\)](#) a été retiré par le syndicat [UEN/Norvège](#).

#### **Amendements recevables**

[Amendement \(1\)](#), proposé par le syndicat [STEs-i/Espagne](#).

[Amendements \(2\)](#) et [\(4\)](#), proposés par le syndicat [UEN/Norvège](#).

#### **Interventions**

**Roberto Baradel** ([CTERA/Argentine](#)) a déclaré que les gouvernements d'extrême droite et les industriels imposent leur gouvernance. L'éducation doit apprendre aux élèves à penser par eux-mêmes et à ne pas se contenter d'obéir.

**Charlotte Vanbesien** ([FERC-CGT/France](#)) a déclaré que les gouvernements d'extrême droite sont à l'origine d'une multiplication des conflits. Nous devons unir nos forces dans la lutte contre l'extrême droite afin d'atteindre aussi bien les élèves que les parents.

**Fedrick Ingram** ([AFT/États-Unis](#)) a demandé instamment à ses collègues de lutter de concert contre le populisme et l'extrémisme de droite, en pleine recrudescence dans son État, la Floride.

**Gwénaél Le Paih** ([SNES-FSU/France](#)) a évoqué la désinformation et les attaques dont sont victimes les enseignant-e-s. Les syndicats tentent d'y remédier, mais sont limités face à une droite qui ne cesse de se renforcer. Il est indispensable d'enseigner l'esprit critique.

**Mário Nogueira** ([FENPROF/Portugal](#)) a fait remarquer que certaines personnes votent parfois contre leurs propres intérêts dans le seul but de punir les responsables qui n'ont pas tenu les promesses faites pour résoudre leurs problèmes. Nous devons agir pour améliorer les conditions de vie.





**Juan Manuel Armendáriz Rangel** (SNTE/Mexique) a déclaré que davantage d'éducateur·rice·s doivent être impliqué·e·s dans les gouvernements afin de défendre les droits des travailleur·euse·s et d'améliorer la situation des enseignant·e·s.



**Sophie Evans** (NEU/Royaume-Uni) a signalé que les partis d'extrême droite véhiculent des idées islamophobes, hostiles aux migrant·e·s, misogynes et racistes. Son syndicat s'est associé à d'autres organisations pour lutter contre ce phénomène.



**Sabrina Alvarez** (ADUR-FDUU/Uruguay) a déclaré que l'enseignement universitaire est menacé en Uruguay en raison du manque de financement. Elle a souligné que le populisme se sert parfois de l'extrême droite pour limiter les progrès locaux.



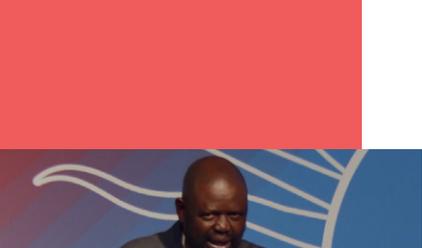
**Paola O. Giménez Silva** (OTEP-Auténtica/Paraguay) a averti que le néolibéralisme et le néofascisme s'attaquent aux droits et à la pensée critique au Paraguay.



**Martina Borgendale** (GEW/Allemagne) a fait état de la montée d'un parti d'extrême droite en Allemagne. Les élèves doivent apprendre à repérer les fausses nouvelles, à vérifier les sources et comprendre comment les réseaux sociaux peuvent les manipuler. Les enseignant·e·s doivent défendre les valeurs démocratiques.



**Fatima Da Silva** (CNTE/Brésil) a mis en garde contre la montée de l'extrême droite qui remet en cause l'État de droit, la science, les droits des femmes, les droits reproductifs, l'égalité salariale et bien d'autres valeurs du XXI<sup>e</sup> siècle.



**Marlei Carvalho** (CNTE/Brésil) a indiqué que l'extrême droite est soutenue par de grandes entreprises et certains groupes de réflexion. Ceux-ci parviennent notamment à influencer les enfants et les adolescent·e·s par le biais des réseaux sociaux. Cette résolution vise à protéger les établissements scolaires démocratiques.



**Jelmer Evers** (AOB/Pays-Bas) a dénoncé la limitation de l'activisme et la prescription de ce que les enseignant·e·s peuvent ou non enseigner. Nous avons besoin d'idées et d'inspiration.



**Thomas Nordgård** (UEN/Norvège) a déclaré que les stratégies devraient être adaptées au fur et à mesure que les contextes évoluent. Nous devons défendre les droits à la liberté d'expression, à l'éducation et à la négociation collective.



**Erzsébet Nagy** (PDSZ/Hongrie) a indiqué que la Hongrie ne dispose pas d'un ministère de l'Éducation distinct. Le gouvernement veut se débarrasser du système de freins et de contrepoids et écarter les syndicats. Sa nouvelle loi sur la protection de l'enfance relève tout simplement de l'homophobie.



**Morgane Verviers** (UNSA-Education/France) a fait remarquer que l'extrême droite formule toujours de fausses promesses. Nous devons protéger la démocratie en enseignant l'esprit critique et en donnant aux élèves le pouvoir d'agir.

La [résolution C1](#), telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

## LE CAPITALISME MONDIAL ET LA CRISE CONJONCTURELLE DES PANDÉMIES (COVID-19)

La [résolution C2](#) a ensuite été présentée par son motionnaire, **Walter Hlaise** (SADTU/Afrique du Sud). **Agang Gabana** (BTU/Botswana) en est le co-motionnaire.

Walter Hlaise a déclaré que le capitalisme est à la fois générateur et bénéficiaire des cycles de crise, comme l'a démontré la pandémie. Les soins

de santé ne devraient pas être influencés par des critères de classe sociale et les peuples autochtones ne devraient pas être les derniers à en bénéficier. Un accès équitable à l'éducation et aux soins de santé est plus que nécessaire si nous souhaitons sauver des vies et augmenter l'espérance de vie.

### Amendements recevables

Amendement (1), proposé par les syndicats COV/Belgique et COC/Belgique.

Amendement (2), proposé par le syndicat STEs-i/Espagne.

Amendements (3) et (6), proposés par les syndicats UEN/Norvège et DLF/Danemark.

Amendement (4), proposé par le syndicat AOB/Pays-Bas.

Amendement (5), proposé par les syndicats SADTU/Afrique du Sud, NAPTOSA/Afrique du Sud et SAOU/Afrique du Sud.

### Interventions

**Isla Licerio Luevano** (SNTE/Mexique) a qualifié les inégalités d'accès aux soins de santé durant la pandémie de COVID-19 d'échec du capitalisme. Elle a toutefois souligné que le gouvernement démocratique du Mexique avait agi positivement, en fournissant des vaccins gratuits et en accordant des augmentations de salaire aux éducateur·rice·s.

**Theresa Sendeza** (TUM/Malawi) a fait remarquer que certain·e·s avaient profité des épreuves imposées par la pandémie pour développer des activités commerciales. Les soins de santé devraient être abordables et accessibles à tou·te·s.

**Alfredo Velasquez** (SUTEP/Pérou) a appelé à briser les systèmes d'exploitation capitalistes. Il a déclaré que le néolibéralisme est à la racine de la misère et de la pauvreté et que nous devrions nous insurger contre ce fléau.

La résolution C2, telle que modifiée, a été adoptée.

## **C3: INÉGALITÉS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION, DE SANTÉ ET DE RICHESSES : REPRISE APRÈS LA PANDÉMIE**

La résolution C3 a été présentée par sa motionnaire, **Jane Peckham** (NASUWT/Royaume-Uni). Elle a été appuyée par **Faseega Solomon** (SADTU/Afrique du Sud).

Jane Peckham a indiqué que la pandémie de COVID-19 avait creusé les écarts d'apprentissage au détriment des enfants défavorisé·e·s. Les programmes de reprise doivent s'attaquer à ce problème. En outre, en dépit de ses aspects positifs, l'IA représente aussi une menace pour les emplois dans l'enseignement. Les gouvernements doivent honorer leurs promesses en matière de reprise dans le domaine de l'éducation.

Faseega Solomon a évoqué les inégalités en matière d'éducation dans les pays en développement. Nous devons combattre les mesures d'austérité et utiliser l'IA comme un outil de soutien pédagogique et non pas comme une excuse pour réaliser des coupes budgétaires.

### Amendements recevables

Amendements (1), (2), (8) et (9), proposés par le syndicat NEU/Royaume-Uni.

Amendements (3) et (4), proposés par le syndicat NEA/États-Unis.

Amendements (5) et (7), proposés par les syndicats CNTE/Brésil, CONTEE/





Brésil, FECAP/Cap Vert, FENPROF/Portugal, FNE/Portugal, PROIFES/Brésil, FSTECDCSA/Angola, ONP-SNPM/Mozambique, SINAPROF/Guinée-Bissau, SINDEP/Cap Vert, SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe et SINPROF/Angola.

Amendement (6), proposé par le syndicat GEW/Allemagne

### Interventions

**Silvia Luna Rodríguez** (SNTE/Mexique) a déclaré que la pandémie de COVID-19 avait accentué les déséquilibres entre les populations riches et pauvres. Nous devons régler les technologies numériques et favoriser la coopération internationale.

**Vasco Almeida** (FSTECDCSA/Angola) a déclaré que les fonds alloués à l'éducation ne devraient pas être gaspillés dans des projets non éducatifs. De même, l'éducation ne devrait pas être soumise à des influences et interférences extérieures.

**Ana Simões** (FENPROF/Portugal) a indiqué qu'au Portugal, seul·e·s les élèves ayant des besoins spéciaux étaient accueilli·e·s dans les établissements scolaires publics durant la pandémie. Au-delà de la technologie, le Portugal a besoin de davantage de ressources humaines pour éduquer l'ensemble des personnes dans toute leur diversité.

**Allan Crosbie** (EIS/Royaume-Uni) a indiqué que l'Écosse avait souffert des mesures d'austérité qui ont suivi la pandémie de COVID-19. Le pays continue de subir des coupes budgétaires et de voir augmenter le nombre d'emplois précaires. Une imposition plus progressive s'impose.

La résolution C3, telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

## 5.5 Rapport du Comité des élections sur les élections des sièges régionaux ouverts

**Christer Holmlund** (OAJ/Finlande) a présenté le quatrième rapport du Comité des élections, sur les élections pour les dix sièges ouverts au sein du Bureau exécutif. Le Comité des élections a reçu 19 candidatures, toutes conformes aux exigences des Statuts et du Règlement intérieur de l'IE :

Jalila Al-Salman	BTA/Bahreïn
Audu Titus Amba	NUT/Nigéria
Domingo José Ayala Espitia	FECODE/Colombie
Raymond Basilio	ACT/Philippines
Olha Chabaniuk	TUESWU/Ukraine
Marie Antoinette Corr	GTU/Gambie
Evelyn DeJesus	AFT/États-Unis
Hermínia do Nascimento	SINPROF/Angola
Jelmer Evers	AOb/Pays-Bas
Manal Hdaife	PPSTLL/Liban
Heeyeong Jeon	KTU/République de Corée
Ann Mari Milo Lorentzen	UEN/Norvège
Manuela Mendonça	FENPROF/Portugal
Nadine Molloy	JTA/Jamaïque
Patrick Monfort	SNCS-FSU/France
Luis Daniel Fonseca	COLPROSUMAH/Honduras
Jane Peckham	NASUWT/Royaume-Uni
Marjolaine Perreault	CSQ/Canada
Unifah Rosyidi	PGRI/Indonésie

Les délégué·e·s principaux·ales doivent élire dix de ces candidats exactement. Les cinq femmes candidates ayant obtenu le plus de voix seront élues en premier.



## 5.6 Résolutions : Groupe C – Défendre la démocratie (suite)

### **C4: SOLIDARITÉ POUR L'ÉDUCATION ET ÉDUCATION POUR LA SOLIDARITÉ**

Poursuivant l'examen des résolutions du groupe C, la [résolution C4](#) a été présentée par son motionnaire, **Goodwill Taderera** ([ZIMTA/Zimbabwe](#)). Elle a été appuyée par **Lot Vilakazi** ([SNAT/Eswatini](#)).

Goodwill Taderera a fait remarquer que la solidarité est la base même de l'existence de l'IE. Il a évoqué ses objectifs de coopération, de transformation, de justice, de responsabilité collective et de bien-être. Nous devons nous unir pour relever les défis qui nous font face, tels que la guerre, les catastrophes naturelles, le changement climatique et les pandémies.

Lot Vilakazi a défini la solidarité comme la reconnaissance d'intérêts communs, l'établissement de normes objectives et comme le regroupement de personnes sympathisantes. Nous sommes tou-te-s interconnecté-e-s et luttons ensemble contre la guerre, la faim, le changement climatique et l'enlèvement d'élèves.

#### **Amendements recevables**

[Amendement \(1\)](#), [\(3\)](#) et [\(5\)](#), proposé par les syndicats [SADTU/Afrique du Sud](#), [NAPTOSA/Afrique du Sud](#) et [SAOU/Afrique du Sud](#).

[Amendement \(4\)](#), proposé par le syndicat [AOB/Pays-Bas](#).

[Amendements \(6\)](#) et [\(7\)](#), proposés par les syndicats [UEN/Norvège](#), [DLF/Danemark](#) et [OAJ/Finlande](#).

#### **Interventions**

**Gustavo Michua y Michua** ([SNTE/Mexique](#)) a déclaré que l'éducation transforme la façon dont un-e enfant perçoit la vie et le monde. Nous devons veiller à ce que tous les enfants puissent aller à l'école.

**Sibongile Kwazi** ([SADTU/Afrique du Sud](#)) a déclaré que le taux d'analphabétisme est en hausse en Afrique ainsi que dans les régions ravagées par la guerre. Sans éducation, la faim, les maladies, la pauvreté, le chômage et les inégalités ne trouveront pas de solution.

La [résolution C4](#), telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

À ce stade, le temps de parole des motionnaires de propositions a été limité à quatre minutes en raison de contraintes de temps. Celui des co-motionnaires a été maintenu à trois minutes.



## 5.7 Discours vidéo de Gilbert Hougbo, directeur général de l'OIT



La présidente Hoggood a présenté la vidéo d'une allocution prononcée par **Gilbert Hougbo**, directeur général de l'*Organisation internationale du travail* (OIT), fondée en 1919 afin de défendre les droits du travail et humains, la justice sociale et le travail décent pour tou·te·s. Au cours de sa conférence tenue le mois précédant le Congrès, l'OIT avait étudié la mise en œuvre des recommandations du Groupe de haut niveau des Nations Unies.

Gilbert Hougbo a commencé son allocution en déclarant que « l'éducation est au cœur de la justice sociale ». L'éducation permet de développer des compétences et ainsi d'accéder à un emploi intéressant et à un niveau de vie décent. Les progrès constants de la technologie impliquent que les individus doivent continuer à s'éduquer tout au long de leur vie.

L'échec du fonctionnement de services tels que l'éducation mine la confiance du public. L'éducation est donc indispensable au maintien de la paix et de la démocratie. « Il ne peut y avoir de justice sociale sans un accès équitable à une éducation de qualité et il ne peut y avoir d'éducation sans des enseignant·e·s qualifié·e·s et bien soutenu·e·s », a-t-il déclaré.

L'OIT et l'UNESCO ont dirigé le Groupe de haut niveau des Nations Unies, qui a abordé les questions de la pénurie d'enseignant·e·s et de la nécessité d'un dialogue social ou de négociations collectives. L'OIT prévoit de promouvoir les recommandations du Groupe et de continuer à collaborer avec l'UNESCO en vue de faire progresser la profession enseignante. « Il s'agit d'une aventure qui s'annonce exigeante, mais aussi potentiellement novatrice et pour laquelle nous aurons besoin de votre soutien absolu », a-t-il déclaré.

Susan Hoggood a levé la séance après l'allocution, pour laisser place à la pause déjeuner.



## 6<sup>e</sup> séance plénière du Congrès

Jour 4 : jeudi 1<sup>er</sup> juillet – après-midi

Après le déjeuner, la **présidente Hopgood** a de nouveau réorganisé la présentation des résolutions. Ainsi, en raison du manque de temps, le temps de parole des motionnaires a été limité à quatre minutes et celui des co-motionnaires et des autres intervenant-e-s a été limité à deux minutes. Elle a ajouté que des mesures supplémentaires pourraient être prises ultérieurement pour respecter les contraintes de temps.

### 6.1 Résolutions : Groupe C – Défendre la démocratie (suite)

#### ***C5: S'ORGANISER CONTRE LES ATTAQUES POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES VISANT LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE ET L'AUTONOMIE INSTITUTIONNELLE***

La [résolution C5](#) a été présentée par **Peter McInnis** ([ACPPU/Canada](#)) et appuyée par **Jo Grady** ([UCU/Royaume-Uni](#)).

Peter McInnis a fait état de l'interdiction par des gouvernements autoritaires de parler de racisme, de sexisme, de colonialisme et d'identités de genre. Ils effectuent des recrutements idéologiques et écartent ceux-elles qui n'approuvent pas ces pratiques. La liberté académique occupe un rôle fondamental dans l'éducation.

Jo Grady a évoqué les attaques de l'extrême droite contre l'esprit critique et contre les mesures en faveur de l'égalité et de la diversité qui visent à réduire les divisions sociales. Elle s'est exprimée contre la précarisation, le gestionnariat et le financement basé sur la performance.

#### **Amendements recevables**

[Amendement \(1\)](#), proposé par le syndicat [AOB/Pays-Bas](#)

[Amendement \(2\)](#), proposé par les syndicats [COV/Belgique](#) et [COC/Belgique](#).

[Amendement \(3\)](#), proposé par les syndicats [CNTE/Brésil](#), [CONTEE/](#)



Brésil, FECAP/Cap Vert, FENPROF/Portugal, FNE/Portugal, PROIFES/Brésil, FSTECDCSA/Angola, ONP-SNPM/Mozambique, SINAPROF/Guinée-Bissau, SINDEP/Cap Vert, SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe et SINPROF/Angola.

[Amendement \(4\)](#), proposé par le syndicat [NAR](#)/Norvège.

### **Interventions**

**Mary Cathryn Ricker** ([AFT](#)/États-Unis) a déclaré qu'une éducation de haute qualité exige des débats, des échanges et des enquêtes ouvertes. Partout dans le monde, nous devons nous battre contre des lois et des politiques répressives.

**Andreas Keller** ([GEW](#)/Allemagne) a fait remarquer que la science et l'autonomie des universités sont menacées. Il a ajouté que l'Allemagne a dressé une liste noire de certain-e-s scientifiques qui contestent l'existence d'Israël. Le financement de la recherche est conditionnel.

**Yousra Seghir** ([FGESRS](#)/Tunisie) a évoqué les atteintes à la liberté académique en Tunisie. Celles-ci affectent la qualité de la recherche, de l'enseignement et du débat public.

**Patrick Monfort** ([SNCS-FSU](#)/France) a souligné les difficultés rencontrées, y compris en France, lors des débats relatifs à Israël et à la Palestine. Selon lui, sans liberté académique, la démocratie est impossible.

**Predrag Markovic** ([IURHEEC](#)/Croatie) a fait part des attaques que subissent les études sur le genre en Croatie. Les responsables politiques ne devraient avoir le pouvoir de déterminer les sujets de recherche et ce que nous enseignons. La liberté académique est aussi importante que l'indépendance judiciaire.

**Vladimer Quetua** ([ACT](#)/Philippines) a évoqué la menace que représente la rupture de l'accord UP-DND aux Philippines. Cette rupture pourrait conduire à des mesures de surveillance, d'intimidation et, éventuellement, de répression des critiques.

**Flávio Alves Silva** ([PROIFES](#)/Brésil) a attiré l'attention sur la menace que représentent certains groupes conservateurs ou religieux qui prétendent être neutres, mais a aussi mis en garde contre les attaques de la gauche contre les syndicats.

**Gloria Arboleda** ([ASPU](#)/Colombie) a fait remarquer que ce ne sont pas uniquement les groupes habituellement les plus vulnérables qui subissent des attaques, mais également quiconque pourrait encourager la pensée critique. Les universitaires sont souvent susceptibles d'être poursuivi-e-s et emprisonné-e-s.

**Demetrius Dove** ([NEA](#)/États-Unis) a qualifié les politiques restrictives d'attaques contre la vérité et l'expression de la vérité. Il a également condamné l'ignorance délibérée qu'il considère comme la base du racisme, du sexisme et de bien d'autres préjugés.

**Salifou Camara** ([FSPE](#)/Guinée) a déclaré que les attaques ne sont pas uniquement idéologiques et académiques. En effet, dans les pays en guerre, les enseignant-e-s sont fusillé-e-s, bombardé-e-s et tué-e-s. Nous devrions nous servir de notre meilleure arme, notre stylo.

La [résolution C5](#), telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.





## **C6: RECHERCHE ET INNOVATION : SOUTENIR LA RECHERCHE FONDAMENTALE POUR DES SOCIÉTÉS RÉSILIENTES**

La [résolution C6](#) a été présentée par son motionnaire, **Patrick Monfort** (SNCS-FSU/ France). Elle a été appuyée par **Andreas Keller** (GEW/Allemagne).

Patrick Monfort a déclaré qu'une trop grande partie de la recherche est aujourd'hui axée sur la technologie et financée par des entreprises privées. Nous avons besoin de davantage de recherche portant sur les questions climatiques et sociales, mais également davantage de recherche fondamentale. Il a cité l'exemple de recherches qui ne semblaient pas importantes, mais qui ont finalement contribué au développement rapide des vaccins contre la COVID-19.

Andreas Keller a déclaré que trop de recherches servent aujourd'hui les intérêts des capitalistes. Les financements sont plus restreints et soumis à de plus en plus de conditions. Nous cherchons bien trop souvent à satisfaire les donateurs privés.

### **Amendement**

L'[amendement \(3\)](#) a été retiré par le syndicat [UEN](#)/Norvège.

### **Amendements recevables**

[Amendements \(1\)](#) et [\(2\)](#), proposés par le syndicat [NAR](#)/Norvège.

### **Interventions**

**Madeleine Pastinelli** (FQPPU/Canada) a estimé que la recherche est trop fréquemment menée non pas pour le bien des populations, mais pour celui de l'économie. La recherche devrait progresser dans tous les domaines, puisque nous ne savons pas de quoi demain sera fait.

La [résolution C6](#), telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

## **C7: PROGRAMMES SCOLAIRES POUR LUTTER CONTRE LE FASCISME**

La [résolution C7](#) a été présentée par sa motionnaire, **Herminia Nascimento** (SINPROF/Angola). **Carlos De Feo** (CONADU/Argentine) en a été le co-motionnaire.

Herminia Nascimento a demandé la création d'un groupe de travail spécialisé, chargé d'étudier la démocratisation à l'école, la haine ainsi que toutes les formes de discrimination.

### **Amendement recevable**

[Amendement \(1\)](#), proposé par les syndicats [UEN](#)/Norvège, [OAJ](#)/Finlande, [DLF](#)/Danemark et [STU](#)/Suède.

### **Intervention**

**Mark Potter** (NZEI Te Riu Roa/Nouvelle-Zélande) a fait état de meurtres commis dans une mosquée en Nouvelle-Zélande. Les forces d'extrême droite répriment les différentes idéologies. Nous devons tirer parti des programmes scolaires pour défendre nos valeurs.

La [résolution C7](#), telle que modifiée, a été adoptée.

La [résolution C8](#) a été reportée à plus tard.



## C9: EN DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LE MONDE

La [résolution C9](#) a été présentée par son motionnaire, **Eduardo Pereyra** (CTERA/Argentine). **Marlei Carvalho** (CNTE/Brésil) en est le co-motionnaire.

Eduardo Pereyra a déclaré que la classe dominante cherche à contrôler les institutions culturelles et politiques. Les populations pâtissent des coups d'État, de la mauvaise situation économique, de la dette extérieure et de l'hyperinflation. Nous devons nous battre pour la démocratie, l'esprit critique et les classes ouvrières.

Marlei Carvalho a fait remarquer que le monde entier est en lutte contre l'extrême droite. Les syndicats et les établissements scolaires publics sont menacés. Nous défendons la démocratie, l'inclusion sociale et la paix.

### Amendements recevables

[Amendement \(1\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

[Amendement \(2\)](#), proposé par les syndicats [UEN/Norvège](#) et [OAJ/Finlande](#).

### Aucune intervention n'a eu lieu

La [résolution C9](#), telle que modifiée, a été adoptée.

## 6.2 Résolutions : Groupe A – Développer nos syndicats (suite)



## A4: CONSTRUIRE LA CAPACITÉ D'ACTION PROFESSIONNELLE ET SYNDICALE À PARTIR DE LA BASE

Les discussions sont ensuite revenues sur les résolutions du groupe A, avec la [résolution A4](#). Celle-ci a été présentée et proposée par **Phillip Clarke** ([NEU/Royaume-Uni](#)) et appuyée par **Jelmer Evers** ([AOB/Pays-Bas](#)).

Phillip Clarke a fait remarquer que les dirigeant·e·s syndicaux·ales s'appuient énormément sur leurs délégué·e·s syndicaux·ales. Leurs actions ont permis de maintenir la fermeture des établissements scolaires au Royaume-Uni alors que Boris Johnson souhaitait les rouvrir trop tôt. Elles sont également à l'origine de l'organisation de votes ayant débouché sur de fortes augmentations salariales. Nous devons nous unir pour nous former, échanger nos pratiques et nous renforcer.

### Amendements recevables

[Amendement \(1\)](#), proposé par le syndicat [UIL-SCUOLA RUA/Italie](#).

[Amendement \(2\)](#), proposé par les syndicats [CNTE/Brésil](#), [CONTEE/Brésil](#), [FECAP/Cap Vert](#), [FENPROF/Portugal](#), [FNE/Portugal](#), [PROIFES/Brésil](#), [FSTECDCSA/Angola](#), [ONP-SNPM/Mozambique](#), [SINAPROF/Guinée-Bissau](#), [SINDEP/Cap Vert](#), [SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe](#) et [SINPROF/Angola](#).

### Interventions

**Kouadio Arnaud Boka** ([CEPENS-CI/Côte d'Ivoire](#)) a appelé à sensibiliser les populations au rôle des syndicats afin que ceux-ci puissent perdurer à l'avenir. Les syndicats œuvrent en faveur de l'équité et permettent aux employé·e·s d'être sur un pied d'égalité avec leurs employeurs.

**Jorge Cardoso** ([SINDEP/Cap-Vert](#)) a déclaré que les enseignant·e·s devraient participer à l'élaboration des politiques en matière d'éducation. Il a souligné



que le Cap-Vert est en train de rompre avec ses avancées passées en matière de droits et de dignité des enseignant·e·s.

**Rafika Afroze** (BTA/Bangladesh) a déclaré que les enseignant·e·s de l'EPE sont sous-estimé·e·s et sous-payé·e·s au Bangladesh. Elle a dû négocier avec les autorités pour être autorisée à venir en Argentine.

La [résolution A4](#), telle que modifiée, a été adoptée.

### 6.3 Allocution de Ambet Yuson, secrétaire général de l'IBB

Le **secrétaire général David Edwards** a présenté **Ambet Yuson**, secrétaire général de l'*Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois* (IBB). L'IBB est une fédération syndicale mondiale qui compte près de 12 millions de membres dans les secteurs de la construction, des matériaux de construction, du bois, de la foresterie et dans d'autres secteurs connexes. Ses activités s'étendent à la défense des travailleur·euse·s migrant·e·s de la construction lors de très grands événements sportifs tels que la Coupe du monde de la FIFA et les Jeux olympiques.

Ambet Yuson a rappelé que la démocratie était menacée lors du Congrès 2019 de l'IE. Elle l'est toujours, a-t-il souligné, en particulier aux États-Unis, au Myanmar, en Ukraine et à Gaza.

Ensemble, l'IBB et l'IE ont défendu les droits syndicaux – aux Philippines, face à la violence ; au Myanmar, après le coup d'État ; et en Palestine, où elles tentent de récupérer les salaires non perçus par les travailleur·euse·s banni·e·s d'Israël.

Les travailleur·euse·s de l'IBB bénéficient de l'éducation, a-t-il déclaré. Les enseignant·e·s nous apprennent à faire valoir nos droits, à débattre et à faire preuve d'esprit critique. L'éducation inclusive, gratuite et de qualité nous apprend comment bâtir le monde meilleur de demain.

Le secrétaire général Ambet Yuson a déclaré : « *dans un monde où les injustices, les élites du pouvoir, les violations des droits et les abus ne cessent de se multiplier, une éducation publique de qualité pour tou·te·s est le plus grand des leviers pour créer une société plus juste et plus libre, et pour transformer la peur en espoir* ». Il·Elle·s continueront à se battre pour la justice sociale et la paix.

### 6.4 Résolutions : Groupe D – Garantir l'équité

#### **D1: AFFIRMER ET DÉFENDRE LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES DANS ET PAR LE SYNDICALISME**

Les discussions se sont ensuite tournées vers les résolutions du groupe D. La [résolution D1](#) a été présentée par son motionnaire, **Alfonso Cepeda Salas**, membre du Bureau exécutif. Elle a été appuyée par **Dianne Woloschuk**, également membre du Bureau exécutif.

Alfonso Cepeda Salas a déclaré qu'il est du devoir des syndicats de défendre les droits des peuples autochtones. L'IE devrait constituer un groupe consultatif composé de peuples autochtones afin d'élaborer des politiques et de prendre des mesures dans les domaines de la recherche, de la défense et de l'éducation. Elle devrait planifier des actions en lien avec la Décennie internationale des langues indigènes.



Dianne Woloschuk a déclaré que, comme beaucoup d'autres au Canada, elle avait profité de l'exploitation et de l'assujettissement des peuples autochtones. Elle a exhorté l'IE à ne pas reproduire les péchés du passé.

### **Amendement recevable**

**Amendement (1)**, proposé par les syndicats CNTE/Brésil, CONTEE/Brésil, FECAP/Cap Vert, FENPROF/Portugal, FNE/Portugal, PROIFES/Brésil, FSTECDCSA/Angola, ONP-SNPM/Mozambique, SINAPROF/Guinée-Bissau, SINDEP/Cap Vert, SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe et SINPROF/Angola.

### **Interventions**

**Saed Erziqat** (GUPT/Palestine) a soutenu que les enseignant·e·s sont toujours à l'origine des changements. Nous devons préserver les cultures et l'histoire des peuples autochtones, qui devraient également être impliqués dans les processus budgétaires.

**Tesa Fiddler** (CTF-FCE/Canada) s'est présentée dans sa langue des Premières Nations. Par le passé, l'éducation a été utilisée pour effacer certaines cultures. Aujourd'hui, a-t-elle déclaré, elle devrait être utilisée pour guérir et autonomiser les communautés autochtones.

**Evelyn Dejesus** (AFT/États-Unis), une femme autochtone de la tribu Taino de Porto Rico, a évoqué les écoles communautaires qui associent l'éducation à d'autres services. Elle a ajouté que nous devons enseigner l'histoire douloureuse, mais aussi enrichissante, des peuples autochtones, ainsi que leur situation actuelle.

**Berenice D'arc Jacinto** (CNTE/Brésil) a indiqué que le Brésil compte désormais un ministère des Peuples autochtones. Elle a déclaré que les peuples autochtones devraient être valorisés, respectés et inclus dans les programmes scolaires pour tou·te·s.

**Juan Gabriel Espinola** (OTEP-Auténtica/Paraguay) a salué ses collègues en guarani. Il a déclaré qu'il est temps de redonner de véritables droits relatifs aux terres et à l'eau aux peuples autochtones. Certains de ces peuples perdent actuellement leur langue et leur culture.

**Pedro Hernández Castillo** (ASPU/Colombie) a annoncé qu'il était originaire d'une communauté mulâtre et métisse. En Colombie, les barons de la drogue chassent les peuples autochtones de leurs terres et vont même parfois jusqu'à les tuer. Nous devons nous battre pour défendre la démocratie et apporter prospérité et bien-être.

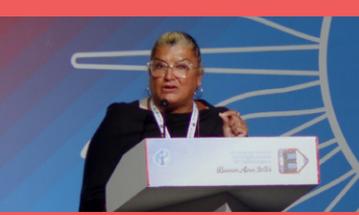
**Geir Røsvoll** (UEN/Norvège) a indiqué que le syndicat des enseignant·e·s en Norvège dispose pour sa part d'un conseil consultatif consacré aux politiques éducatives relatives aux Sami·e·s. Il a estimé que ce conseil était susceptible de contribuer au renforcement des droits des peuples autochtones.

La **résolution D1**, telle que modifiée, a **été adoptée à l'unanimité**.

## ***D2: LUTTER CONTRE LA DISCRIMINATION FONDÉE SUR LES CHEVEUX ET LES PRÉJUGÉS CULTURELS DANS L'ÉDUCATION***

La **résolution D2** a été proposée et présentée par **Nomarashiya Caluza** (SADTU/Afrique du Sud) et appuyée par **Folasade Afolabi** (NASUWT/Royaume-Uni).

Nomarashiya Caluza a fait remarquer que l'éducation doit se libérer des vestiges du colonialisme et de l'apartheid. La discrimination fondée sur les cheveux a été renforcée par de nombreux codes vestimentaires. L'IE doit promouvoir la compétence culturelle et lutter contre la discrimination basée sur l'origine ethnique ou la caste.





Folasade Afolabi a défini la discrimination fondée sur les cheveux et la caste comme des formes de préjugés. Celles-ci affectent le bien-être, l'estime de soi et la réussite scolaire et peuvent conduire à des inégalités de traitement.

### Amendements recevables

Amendement (1), proposé par les syndicats SADTU/Afrique du Sud, NAPTOSA/Afrique du Sud et SAOU/Afrique du Sud.

Amendement (2), proposé par les syndicats UEN/Norvège et OAJ/Finlande.

### Intervention

**René Marnce** (NAPTOSA/Afrique du Sud) a souligné que, pour beaucoup, les cheveux font partie de leur identité culturelle. Les règlements intérieurs des établissements scolaires devraient autoriser les cheveux au naturel et les coiffures traditionnelles.

La résolution D2, telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

## 6.5 Présentation du programme et du budget 2025-2029

Le **secrétaire général David Edwards** a présenté le programme et le budget pour les cinq prochaines années. David Edwards en est le motionnaire. La co-motionnaire est Marième Sakho Dansokho, membre du Bureau exécutif.

Le secrétaire général a fait remarquer que l'IE est une organisation indépendante, autonome et financée par les cotisations de ses membres, de sorte que « *il est de notre responsabilité de fournir à nos membres les résultats espérés. Nous sommes uniques... dans la mesure où nous sommes toujours en mesure de faire entendre la vérité aux forces du pouvoir* ».

L'IE avait défini quatre orientations stratégiques lors de son Congrès à Bangkok, à savoir (1) le système, (2) les conditions du personnel enseignant, (3) les droits et la démocratie et (4) le renouvellement et le développement du pouvoir.

Le volet relatif au système consiste à pousser les gouvernements à respecter les recommandations du Groupe de haut niveau des Nations Unies. Il est de notre devoir de lutter contre la privatisation et la commercialisation. Nous devons également agir dans le domaine du changement climatique, grâce à l'éducation, afin de favoriser une transition équitable et de responsabiliser les responsables de la pollution.

Le volet relatif aux conditions du personnel enseignant se concentre notamment sur la liberté académique, les conditions de travail, les salaires et la précarité des emplois. Nous avons également un gros travail à faire dans le domaine de la technologie.

Quant au volet relatif aux droits et à la démocratie, David Edwards a déclaré : « *il s'agit de l'essence même de notre existence* ». *D'avantage d'efforts doivent être déployés aux quatre coins du globe. L'équité et l'inclusion sont des enjeux majeurs pour les femmes, les peuples autochtones, les personnes LGBTQIA+ et pour bien d'autres groupes encore. La manière dont nous enseignons et ce que nous enseignons, a-t-il ajouté, doivent « sensibiliser les sociétés et les communautés au rôle essentiel de la démocratie ».*

Le renouvellement est un autre élément clé, dans la mesure où nous augmentons le nombre de nos membres à tous les niveaux, tant mondial que local. Mobiliser de jeunes membres est une priorité.

Tout comme l'enseignement, les activités de l'IE reposent sur le « pouvoir des individus », il est donc essentiel que nous investissions dans les personnes. La proposition consiste à fixer le taux plafond des cotisations à 1,719 euros, puis à autoriser le Bureau exécutif à l'augmenter de 2 % par an si l'inflation le justifie. Pour le moment, la fraction et le taux plancher restent inchangés.

En septembre et octobre, le Secrétariat et les bureaux régionaux dresseront une liste d'actions stratégiques envisageables soumises à débat. En novembre, le Bureau exécutif se penchera sur l'élaboration d'un plan stratégique et le Secrétariat sur un plan opérationnel. En janvier, le Secrétariat mettra ces plans en œuvre.

L'IE continuera le travail remarquable que nous accomplissons ensemble. Nous marcherons vers l'avenir, « *en réussissant, en défendant la démocratie, en protégeant les droits, tout en mettant en avant notre vision de l'avenir de nos professions* » afin de tou-te-s nous unir et d'être enfin « *unifié-e-s dans la lutte contre le fascisme et l'autoritarisme, mais aussi dans la définition du monde auquel nous aspirons* ».

### Une discussion s'en est suivie.

**Marième Sakho Dansokho** (Bureau exécutif) a souligné la richesse stupéfiante des activités de l'IE, promouvant la liberté, la justice et l'égalité, et luttant contre les menaces capitalistes de plus en plus nombreuses. Nous devons pourtant en faire encore davantage et nous y parviendrons grâce à notre volonté, à notre solidarité et à notre implication.

**Odile Cordelier** (SNES-FSU/France) a fait remarquer que nous devons nous adapter aux réalités des différents pays. La campagne de l'IE relative à l'éducation publique facilitera la mise en œuvre des recommandations du Groupe de haut niveau des Nations Unies. Les organisations devraient s'acquitter dûment de leurs cotisations.

**Correna Haythorpe** (AEU/Australie) a déclaré que seul 1,3 % des établissements scolaires australiens sont financés à hauteur du seuil minimum prescrit. Le gouvernement a récemment proposé un accord insatisfaisant. Elle s'attend à tirer parti de la campagne « *La force du public* » et des recommandations du Groupe de haut niveau des Nations Unies pour obtenir davantage de celui-ci.

**Katarina Murto** (OAJ/Finlande) a rappelé que nous devons donner la priorité à ce qu'il nous est possible de faire avec nos ressources actuelles. Nous devons nous montrer responsables dans notre gestion financière.

**Takumi Sato** (JTU/Japon) a rapporté que les heures supplémentaires des enseignant-e-s au Japon dépassent désormais les 96 heures par mois. Le Japon est confronté à une baisse du taux de natalité et à un fort vieillissement de la population. De moins en moins de personnes souhaitent devenir enseignant-e-s, ce qui ne fait qu'aggraver les conditions de travail. Le gouvernement refuse toutefois d'augmenter son faible budget alloué à l'éducation.

**Manal Hdaife** (PPSTLL/Liban) a remercié l'IE pour son soutien à la cause palestinienne et espère qu'elle le maintiendra, en particulier au vu des récentes attaques.

**Oday Al-Isawi** (ITU/Irak) a indiqué que la nouvelle Structure interrégionale des pays arabes (SIRPA) compte désormais plus d'un million d'affilié-e-s et qu'elle se porte bien.

**Rob Copeland** (UCU/Royaume-Uni) a demandé si la Conférence sur l'enseignement post-secondaire, supérieur et la recherche continuerait à se réunir tous les deux ans. Il a déclaré que ce secteur est malheureusement parfois négligé, mais que l'IE avait récemment accompli du bon travail dans le domaine de la recherche et de l'apprentissage.





**Nick Strauss** ([GEW](#)/Allemagne) a salué la capacité de l'IE à accomplir autant avec si peu. Il faut veiller à ce que tous payent leurs cotisations correctement afin de renforcer davantage l'IE.

**Trudy Kerperien** ([AOB](#)/Pays-Bas) a fait remarquer que l'IE ne reçoit des cotisations que de la part d'environ un tiers de ses membres. Certains pays sont effectivement en guerre, mais même les pays les plus prospères peuvent rencontrer des difficultés. Elle a donc exprimé le souhait que les revenus de l'IE soient plus équilibrés à l'avenir.



**Lasse Bjerg Jørgensen** ([BUPL](#)/Danemark) a déclaré que l'IE a besoin d'une économie viable et qu'une simple augmentation des cotisations ne constitue tout simplement pas une solution durable.

**Thom Jambak** ([UEN](#)/Norvège) a appelé à donner la priorité à l'autonomie et à l'enseignement centré sur l'humain plutôt qu'à l'IA. Il a ajouté que trop souvent, les décisions sont prises par les responsables politiques et les administrateurs et non par les enseignants.



**Phillip Clarke** ([NEU](#)/Royaume-Uni) a souligné que les programmes représentent la plus petite partie du budget. Il a ajouté qu'il s'agit pourtant du domaine où le travail de l'IE prend tout son sens et a appelé à ce qu'elle y alloue une part plus importante de son budget.



Le **secrétaire général David Edwards** a répondu à ces remarques en déclarant que la croissance était une priorité. L'IE est actuellement en train d'accueillir de nouveaux membres en provenance d'Égypte et de Bolivie.

L'une des conditions pour devenir membre est le paiement des cotisations. Les demandes d'accords spéciaux se sont multipliées. Heureusement, l'IE parvient à accroître le nombre de ses membres et à les fidéliser grâce à son travail, qu'il juge de grande valeur.

L'IE a par ailleurs effectivement programmé une nouvelle Conférence sur l'enseignement post-secondaire, supérieur et la recherche. Nous devons soutenir les transitions équitables et la requalification professionnelle et combattre la précarisation.

Les différentes régions disposent de leurs propres plans stratégiques et opérationnels, qui se basent sur le plan général de l'IE. David Edwards a annoncé maintenir la part des programmes à 10 %, l'objectif n'étant pas de devenir une ONG.

La gouvernance est à la base de la démocratie de l'IE. Il nous est parfois possible de faire des économies ou de partager les frais, mais nous devons fixer les priorités, par exemple en ce qui concerne la quantité de travaux de recherche que nous pouvons mener, le nombre de langues que nous pouvons couvrir et ainsi de suite. Lorsque nous réduisons les coûts, nous devons savoir ce que nous devons conserver et ce à quoi nous pouvons renoncer.

L'IE fait preuve d'une transparence que de nombreuses autres organisations n'ont pas. David Edwards estime que l'organisation traverse une période prospère et espère également pouvoir développer les programmes à l'avenir.

La résolution visant à adopter le programme et le budget a été adoptée à l'unanimité.

La **présidente Hopgood** a ensuite levé la séance plénière pour la journée. Elle a invité les jeunes délégués à une rencontre après la cérémonie de remise des prix qui leur permettra de faire du réseautage et de partager leurs expériences.



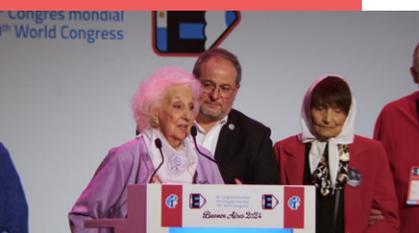
## Cérémonie de remise des prix de l'IE et hommage à la présidente Hopgood

La **présidente Susan Hopgood** a ouvert la cérémonie en évoquant le 4e Congrès de l'IE, qui se tenait à seulement quelques centaines de kilomètres plus au nord, le long de la côte, à Porto Alegre, au Brésil. L'IE y avait rendu hommage à la bravoure et à la résilience de deux groupes, l'*Asociación Civil Abuelas de Plaza de Mayo*, l'Association des Grands-mères de la Place de Mai et les *Madres de Plaza de Mayo*, les Mères de la Place de Mai. « *Ces héroïnes de la guerre sale d'Argentine se sont battu·e·s contre les kidnappeur·euse·s et les assassin·e·s de la junte militaire avec une ténacité légendaire* », a-t-elle déclaré.

Lors de ce congrès, **Estela de Carlotto** avait reçu le Prix des droits humains et syndicaux Mary Hatwood Futrell 2004 au nom des deux groupes. Cette dernière ainsi que Taty Almeida étaient présentes lors de ce 10<sup>e</sup> Congrès « *pour nous rappeler que la liberté n'est jamais inéluctable et que toutes les générations sont appelées à se battre pour la démocratie. Le retour à la démocratie en Argentine est le fruit de leur combat* ».

Estela de Carlotto a rappelé que « *ce fut un combat difficile, mais nécessaire. Ce qui s'est passé dans notre pays ne se reproduira plus jamais* ». Plus de 30 000 enfants ont été victimes de disparition forcée et des centaines de petits-fils et de petites-filles sont né·e·s en captivité. Bien qu'effrayées, ces grands-mères et ces mères se sont battues pour que ces abus s'arrêtent. Aujourd'hui, à près de 94 ans, son plus grand souhait est que de tels agissements ne se produisent plus jamais, où que ce soit dans le monde.

**Taty Almeida** a raconté que l'un de ses enfants, Alejandro Martin Almeida, étudiant en médecine et militant politique, a disparu à l'âge de 20 ans. Il·Elle·s étaient qualifié·e·s de fou·olle·s, car malgré leurs cannes et leurs fauteuils roulants, il·elle·s étaient toujours debout. Elle a déclaré que le gouvernement actuel « cherche à supprimer tous les droits que nous avons acquis, tous les droits humains, du travail, à la mémoire, à la vérité et à la justice. Cependant, *« la résistance ne faiblit pas pour autant. Tou·te·s ensemble, nous leur montrerons qu'il·elle·s n'ont pas gagné, qu'il·elle·s ne nous ont pas vaincu·e·s »*. Elle entend clamer, au nom des enseignant·e·s du monde entier et des enfants détenu·e·s et disparu·e·s, que « nous sommes là, maintenant et à jamais ».



La présidente Hopgood a remis une récompense à chacune des femmes en reconnaissance de leur combat pour les droits humains. Manuel González, l'un des petits-enfants retrouvés, était également présent. Susan Hopgood a ensuite appelé à une ovation debout en l'honneur de ces femmes, « parce que si nous pouvons parler de démocratie, de mémoire et de justice, si nous avons des lois contre l'oubli, c'est grâce à ce combat, grâce à cette bataille ».

Le premier prix de la soirée avait été créé en l'honneur du cofondateur de l'IE, Al Shanker. Le Prix de l'éducation Albert Shanker a été décerné à **Arlene Inouye** de la *National Education Association* aux États-Unis. Susan Hopgood a déclaré : « *éducatrice, dirigeante syndicale, militante et gardienne de la culture, Arlene a passé la majeure partie de sa vie à améliorer le sort et à promouvoir les mérites des personnes originaires d'Asie et des insulaires du Pacifique au sein de la société américaine* ». Arlene Inouye n'a malheureusement pas pu être présente pour recevoir son prix.

Le prix suivant, le Prix de la démocratie Fred van Leeuwen, tient son nom du secrétaire général fondateur de l'IE. Il a été décerné à **Georgiy Trukhanov**, président du Syndicat du personnel de l'éducation et des sciences en Ukraine. Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, ce dernier n'a pas hésité à se mettre en danger et à rester au siège de son syndicat à Kiev, depuis lequel il a appelé ses collègues syndicalistes à venir en aide aux familles cherchant à fuir le pays. Il n'a pas pu être présent en personne, mais a transmis une vidéo.

Dans celle-ci, Georgiy Trukhanov a déclaré que ce prix ne lui était pas destiné personnellement, mais qu'il récompensait les activités de l'ensemble de son syndicat en ces temps difficiles. Il a souligné que Fred van Leeuwen s'était rendu en Ukraine en 2014, lorsque le siège de leur syndicat avait été incendié durant la Révolution de la dignité. Les éducateur·rice·s continuent aujourd'hui d'enseigner et de défendre les valeurs de la démocratie, malgré les bombardements, les destructions, les coupures d'électricité et l'absence de moyens de communication. Il a ajouté que « *leur courage et leur dévouement inspirent et renforcent notre foi en un avenir meilleur pour nos enfants. Grâce à votre soutien, nous gardons espoir en l'avenir et croyons en notre victoire* ».

**Oiha Chabaniuk** (TUESWU/Ukraine) a réceptionné le prix à la place de Georgiy Trukhanov et a remercié l'IE pour son soutien sans faille en ces temps où la survie de la démocratie est incertaine.

Le Prix des droits humains et syndicaux Mary Hatwood Futrell honore la présidente fondatrice de l'IE. Il a cette année été décerné à **Laures Park** (NZEI Te Riu Roa/Nouvelle-Zélande), dirigeante syndicale et éducatrice, considérée comme « *une dirigeante exceptionnelle pour les éducateur·rice·s maori·e·s au sein de son propre syndicat, tant au niveau national qu'international* ». Celle-ci s'est distinguée par son combat visant à défendre les droits des éducateur·rice·s et élèves maori·e·s.

Laures Park a accepté le prix au nom de tou·te·s les enfants et peuples autochtones. Elle a fait remarquer que « *lorsque l'on parle de choses comme la colonisation, on peut avoir l'impression que cela appartient au passé... Mais permettez-moi de vous dire que la colonisation est toujours bien d'actualité et qu'elle est bien réelle, ici et maintenant* ». Le système éducatif néo-zélandais a été bâti sur cette base et reste raciste. Elle a émis le souhait de voir les peuples autochtones être davantage consultés en matière de politiques éducatives générales.

Le **secrétaire général David Edwards** a ensuite interrompu la cérémonie pour rendre un hommage à la présidente sortante, Susan Hopgood. Il l'a saluée en déclarant : « *elle a littéralement fait le tour du monde, puisant dans sa perspicacité, son esprit et son expertise pour tisser les liens entre nos innombrables acteur·rice·s, domaines et entités constituantes, y apportant un niveau de clarté et de cohérence qui a permis à l'IE de devenir la force reconnue et respectée qu'elle est aujourd'hui* ».



Il a ajouté : « *tout au long de mon parcours au sein de l'IE, Susan a représenté la personne sur laquelle je pouvais toujours compter, que ce soit pour me conseiller, me guider ou me dire la vérité* ».

Il a ensuite diffusé une vidéo d'hommage à la présidente Hopgood.

**Susan Hopgood** a ensuite clôturé la journée en invitant les participant·e·s à la réception de remise des prix.





## 7<sup>e</sup> séance plénière du Congrès

Jour 5 : jeudi 2 juillet – matinée

La **présidente Susan Hopgood** a ouvert la séance en annonçant que l'ordre des résolutions avait de nouveau été modifié. Elle a annoncé que certaines résolutions allaient être traitées par paires ou par groupes de trois et que les résolutions portant sur un seul pays seraient remises à plus tard. Le temps de parole a été maintenu à trois minutes pour les motionnaires et à deux minutes pour tou-te-s les autres.

### 7.1 Rapport du Comité des élections sur l'élection des sièges ouverts

**Christer Holmlund** (OAJ/Finlande), président du Comité des élections, a présenté le cinquième et dernier rapport relatif à l'élection des sièges ouverts au sein du Bureau exécutif. Dix personnes ont été élues :

Jalila Al-Salman	(BTA/Bahreïn)
Domingo José Ayala Espitia	(FECODE/Colombie)
Olha Chabaniuk	(TUESWU/Ukraine)
Evelyn DeJesus	(AFT/États-Unis)
Manal Hdaife	(PPSTLL/Liban)
Ann Mari Milo Lorentzen	(UEN/Norvège)
Manuela Mendonça	(FENPROF/Portugal)
Nadine Molloy	(JTA/Jamaïque)
Marjolaine Perreault	(CSQ/Canada)
Unifah Rosyidi	(PGRI/Indonésie)

L'article 10(c)(iv) des Statuts de l'IE, qui stipule que cinq de ces personnes doivent être des femmes, a été respecté, étant donné que neuf d'entre elles sont des femmes.

Le rapport a été présenté au nom du Bureau exécutif par **Roberto de Leão** et appuyé par **Lily Eskelsen García**, tou-te-s deux membres du Bureau exécutif.

Le rapport a été adopté à l'unanimité.



## 7.2 Résolutions : Résolutions urgentes et groupe D – Garantir l'équité (suite)

### U3: CONDAMNATION DE LA MONTÉE D'UNE IDÉOLOGIE ANTI-LGBTQIA+ À L'EXTRÊME DROITE

La [résolution urgente U3](#) a été présentée par **Jeff Freitas** (AFT/États-Unis) et appuyée par **Youri Blanchet** (CSQ/Canada).

Jeff Freitas a attiré l'attention sur la montée des partis autoritaires en Europe et sur le Projet 2025 aux États-Unis. Au-delà de ces régions, de nombreux pays continuent par ailleurs de criminaliser les relations homosexuelles, voire même de les soumettre à la peine de mort. Les syndicats ont leur rôle à jouer dans la protection des individus.

Youri Blanchet a signalé que la communauté LGBTQIA+ souffre des politiques d'extrême droite menées au Canada. Il a également observé un regain de haine envers celle-ci en Argentine.

#### Interventions

**Alex Hanke** (GEW/Allemagne) a fait remarquer que l'Allemagne dispose désormais d'une loi qui permet aux personnes de choisir leur identité de genre. On assiste malheureusement également à une montée de l'extrême droite qui alimente la peur.

**Patrick Monfort** (SNCS-FSU/France) a déclaré que si les mouvements conservateurs et religieux devaient arriver au pouvoir, ces derniers s'attaqueraient non seulement aux droits des personnes LGBTQIA+, mais aussi à ceux des femmes et des migrant·e·s. Il a rappelé la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle les personnes homosexuelles étaient tuées.

**Bill Farmer** (NEA/États-Unis) a comparé l'amour, essence de l'humanité, à la montée de la haine. Enseignant·e·s comme étudiant·e·s doivent avoir la possibilité d'être eux·elles-mêmes.

La [résolution U3](#) a été adoptée.

Deux résolutions ont ensuite été examinées conjointement, toutes deux concernant le changement climatique et son impact.

### D7: URGENCE CLIMATIQUE MONDIALE D'ORIGINE HUMAINE

La motionnaire de la [résolution D7](#) est **Correna Haythorpe** (AEU/Australie). Paula **Manumanunitoga** (FTA/Fiji) en est la co-motionnaire.

Correna Haythorpe a déclaré que la région Asie-Pacifique se trouve au premier plan de l'urgence climatique. Son domicile a été frappé par une inondation l'année dernière. Les conditions météorologiques extrêmes sont à l'origine de la destruction de foyers, de moyens de subsistance et de terres. Les insulaires du Pacifique pourraient devenir les premières populations réfugiées climatiques.

Paula Manumanunitoga a fait remarquer qu'une poignée de personnes continuent à faire obstacle aux mesures de lutte contre le changement climatique. L'IE doit soutenir ces mesures. Des îles habitées pourraient bientôt être submergées.

#### Amendements recevables pour la résolution D7

[Amendments \(1\)](#), [\(2\)](#) et [\(3\)](#), proposés par le syndicat [UEN](#)/Norvège.



**Amendement (4)**, proposé par les syndicats [CNTE/Brésil](#), [CONTEE/Brésil](#), [FECAP/Cap Vert](#), [FENPROF/Portugal](#), [FNE/Portugal](#), [PROIFES/Brésil](#), [FSTECDCSA/Angola](#), [ONP-SNPM/Mozambique](#), [SINAPROF/Guinée-Bissau](#), [SINDEP/Cap Vert](#), [SINPRESTEP/Sao Tomé-et-Principe](#) et [SINPROF/Angola](#).

**Amendement (5)**, proposé par le syndicat [UEN/Norvège](#).

## **D8: LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET FAIRE PROGRESSER LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE POUR NOS ÉLÈVES ET NOS COMMUNAUTÉS LES PLUS VULNÉRABLES**

La motionnaire de la [résolution D8](#) est **Christine Sampson-Clark** ([NEA/États-Unis](#)). **Trevor Oswald Robinson** ([SVGTU/Saint-Vincent-et-les-Grenadines](#)) en est le co-motionnaire.

Christine Sampson-Clark a déclaré que la chaleur, les inondations et les pénuries de nourriture et d'eau représentent des menaces existentielles. Les Caraïbes sont sévèrement touchées par ces phénomènes, alors même qu'elles ne produisent quasiment pas de gaz à effet de serre. Nous devons endiguer le changement climatique et promouvoir une justice environnementale.

Trevor Oswald Robinson a déclaré que nous sommes tou-te-s en droit de ne pas être exposé-e-s à la pollution et de vivre dans un environnement sûr et sain. Il est impératif de remédier à l'injustice environnementale.

### **Amendements recevables pour la résolution D8**

**Amendement (1)**, proposé par le syndicat [STEs-i/Espagne](#).

**Amendement (2)**, proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

**Amendement (3)**, proposé par le syndicat [STEs-i/Espagne](#).

### **Interventions relatives à la résolution D7**

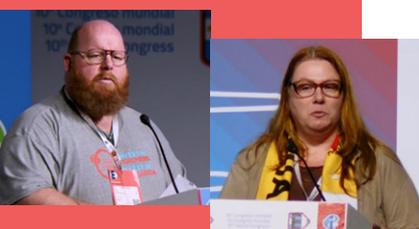
**Thirona Moodley** ([NAPTOSA/Afrique du Sud](#)) a souligné deux problématiques majeures. Premièrement, celle de la sécurité et de la souveraineté alimentaires : les enfants souffrant de la faim ne peuvent apprendre correctement. Deuxièmement, celle de l'éco-féminisme : les femmes sont en effet plus touchées par les conséquences du changement climatique. Nous devons promouvoir une transition plus juste.

**Patrick Monfort** ([SNCS-FSU/France](#)) a indiqué étudier les agents pathogènes liés au changement climatique. Selon lui, l'éducation doit viser à modifier les systèmes économiques responsables de la destruction d'écosystèmes. Les scientifiques et les éducateur-ric-e-s doivent travailler ensemble.

**Chris Abercrombie** ([NZPPTA/Nouvelle-Zélande](#)) a évoqué l'érosion des côtes, les tempêtes de plus en plus violentes et le blanchiment des récifs coralliens dans le Pacifique. Les ressources en nourriture et les réserves d'eau douce sont menacées.

**Ana Boff de Godoy** ([PROIFES/Brésil](#)) a fait état d'inondations extrêmes survenues au Brésil, affectant plus de 60 000 personnes. Les forêts disparaissent et les terres s'érodent. Il est urgent de sensibiliser les populations et d'opérer des changements.

**Selina Mahe** ([FITU/Tonga](#)) a déclaré que les élèves ressentent de la peur et souffrent d'anxiété à cause du changement climatique. D'ici 2050, plus de 4,7 millions de personnes pourraient être déplacées dans la région du Pacifique. Les questions environnementales locales doivent faire partie intégrante de notre enseignement.





**Teodoro Muidumbe** ([ONP-SNPM/Mozambique](#)) a signalé que les cyclones qui ont frappé le Mozambique ont détruit les infrastructures du pays. Les établissements scolaires doivent être construits de manière à résister au changement climatique et le budget de l'éducation doit être revu à la hausse.

### **Interventions relatives à la résolution D8**

**Jacques Landry** ([CSQ/Canada](#)) a signalé que le Canada est en proie à des incendies de forêt incontrôlables. Les Premières nations ainsi que les peuples autochtones risquent de perdre leurs terres. L'éducation s'en retrouve perturbée.

**Jaime Ciffone** ([AFT/États-Unis](#)) a abordé la question de l'amélioration des établissements scolaires. Les systèmes de chauffage et de climatisation doivent être remplacés, les systèmes de ventilation doivent être modernisés et l'amiante, le plomb et les moisissures doivent être éliminés. Les syndicats devraient prendre les devants à cet égard.

**Camille Aude** ([SNES-FSU/France](#)) a fait le lien entre les enjeux liés à la santé et la nécessité de réhabiliter les établissements scolaires. Le changement climatique détériore les conditions de travail.

**Turid Buan Oefsti** ([UEN/Norvège](#)) a suggéré que les enfants ne devraient pas uniquement apprendre ce qu'est le développement durable, mais qu'il·elle·s devraient le vivre, en faire l'expérience et finalement endosser leur responsabilité en la matière.

**Karen Littlewood** ([CTF/Canada](#)) a parlé des dégâts causés par le changement climatique, notamment en ce qui concerne les terres des peuples autochtones, la fonte de l'Arctique et les incendies destructeurs. L'éducation est un pouvoir, mais il nous incombe de le saisir et de nous en servir pour susciter le changement.

**Kiaaua Tiban** ([KUT/Kiribati](#)) a fait remarquer que la survie des îles Kiribati est fortement compromise par le changement climatique. Les habitant·e·s ne veulent pas perdre leur pays. Les programmes scolaires devraient couvrir la justice climatique ainsi que la résilience.

**Emilio Ramírez Vega** ([SNTE/Mexique](#)) a demandé que cette résolution soit diffusée même auprès des enseignant·e·s les plus marginalisé·e·s. L'eau est indispensable à la vie, mais elle peut également manquer.

**José Manuel Fernández Gayoso** ([STEs-i/Espagne](#)) a attiré l'attention sur nos modèles de production et de consommation injustes et non durables. La richesse des un·e·s appauvrit les autres. Il est urgent de transformer nos sociétés.

**Valérie Ginet** ([FEP-CFDT/France](#)) a déclaré que nous avons non seulement besoin d'innovations technologiques, mais aussi de davantage d'investissements, d'éducation au climat et de changements dans nos modèles sociaux.

Les résolutions ont été votées séparément.

La [résolution D7](#), telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

La [résolution D8](#), telle que modifiée, a été également adoptée à l'unanimité.



## 7.3 Résolutions : Résolutions urgentes et groupe E – Promouvoir la paix

Les [résolutions E1](#), [E2](#) et [E3](#) ont été examinées ensemble.

### E1: L'ÉDUCATION À LA PAIX

La [résolution E1](#) a été présentée par son motionnaire, **Takashi Kajiwara** (JTU/Japon). Elle a été appuyée par Graziamaria Pistorino ([FLC-CGIL/Italie](#)).

Takashi Kajiwara a rappelé la Seconde Guerre mondiale, lors de laquelle des étudiant·e·s étaient envoyé·e·s sur les champs de bataille. Le Japon avait subi de lourds dommages, mais en avait également infligé à la Chine et à la Corée. Nous devons œuvrer pour obtenir des cessez-le-feu afin de tenir les enfants à l'écart des guerres.

Graziamaria Pistorino a proposé de s'opposer au recrutement militaire effectué au sein des établissements scolaires, d'interdire le développement d'armes et de restreindre les dépenses militaires. Elle estime que la paix naît à l'école.

#### Amendements recevables pour la résolution E1

[Amendement \(1\)](#), proposé par les syndicats [SNES-FSU/France](#), [SNCS-FSU/France](#) et [FSU-SNUipp/France](#).

### E2: L'IMPACT DE LA GUERRE SUR LES ENFANTS ET LEUR INSTRUCTION

La [résolution E2](#) a été présentée par son motionnaire, **Mazotsho Dukwe** (SADTU/Afrique du Sud). **Letsatsi Ntsibolane** (LAT/Lesotho) en est le co-motionnaire.

Mazotsho Dukwe a évoqué l'impact de la guerre sur les enfants, notamment la perturbation de leur scolarité, leur déplacement et la séparation d'avec leurs parents.

Letsatsi Ntsibolane a déclaré qu'il fallait mettre un terme aux guerres et à ses conséquences sur les enfants et leur instruction. Les responsables politiques doivent respecter le droit international.

#### Amendements recevables pour la résolution E2

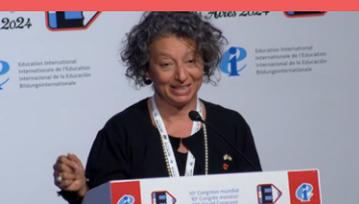
[Amendements \(1\)](#) et [\(2\)](#), proposés par les syndicats [SADTU/Afrique du Sud](#), [NAPTOSA/Afrique du Sud](#) et [SAOU/Afrique du Sud](#).

### E3: ÉDUCATION ET LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS EN PÉRIODE DE CONFLIT MILITAIRE

La [résolution E3](#) a été présentée par Rashida Din ([NASUWT/Royaume-Uni](#)) et appuyée par Nolitha Mboniswa ([SADTU/Afrique du Sud](#)).

Rashida Din a relevé le nombre considérable d'enfants touché·e·s par des conflits à travers le monde. Les établissements scolaires sont régulièrement détruits, et les filles et les femmes marginalisées, voire enlevées. Il nous faut répondre aux besoins des enseignant·e·s et des élèves de ces régions.

Nolitha Mboniswa a déclaré qu'il est de notre devoir de veiller à ce que les enfants et leur droit à l'éducation soient protégé·e·s. Les enseignant·e·s doivent être en mesure de poursuivre leur enseignement et nous devons favoriser leur bien-être et leur santé mentale.





## Amendements recevables pour la résolution E3

Amendements (1) et (2), proposés par le syndicat NEU/Royaume-Uni.

Amendements (3), (4) et (5), proposés par les syndicats SADTU/Afrique du Sud, NAPTOSA/Afrique du Sud et SAOU/Afrique du Sud.

Amendement (6), proposé par le syndicat CTF-FCE/Canada.

Amendement (7), proposé par le syndicat NEU/Royaume-Uni.

Amendement (8), proposé par les syndicats COV/Belgique et COC/Belgique.

Amendements (9) et (10), proposés par le syndicat NEU/Royaume-Uni.

À ce stade, les intervenant·e·s ont été prié·e·s de limiter leur intervention à une minute et demie.

## Interventions relatives à la résolution E1

**Claire Guéville** (SNES-FSU/France) a déploré le détournement de l'éducation pour répandre la haine et de la propagande nationaliste. Nous ne pouvons tolérer que les enfants soient instrumentalisé·e·s et que l'éducation soit transformée en arme.

**Maike Finnern** (Bureau exécutif) a appelé à enseigner la résolution et la compréhension des conflits ainsi que la manière de contrecarrer la propagande aux élèves. Nous devons lutter contre le recrutement militaire, en particulier celui des mineur·e·s.

**Jean Kamdem** (FESER/Cameroun) a indiqué que le nombre de guerres augmente de manière exponentielle. Cela témoigne d'un échec de l'éducation, mais représente aussi une occasion de voir l'amour remplacer la guerre.

**Thobie Mbassi Ondo** (FECASE/Cameroun) a fait remarquer que nous avons assuré la formation de jeunes pour lutter contre le chômage. Il faut cependant également promouvoir les sciences humaines ainsi que les valeurs de l'humanisme et de la tolérance.

**Clément Poulet** (FNEC.FP-FO/France) a affirmé que la France est en train de développer une économie de guerre. Nous devons nous opposer à l'augmentation des budgets militaires et à la militarisation des jeunes.

**Amidou Diedhiou** (SELS/Sénégal) a déclaré que la résolution promeut une vie sociale positive accompagnée d'une culture basée sur la non-violence. Nous devons nous attaquer à la question du développement durable et faire progresser l'éducation.

**Mairead Canavan** (NEU/Royaume-Uni) a signalé qu'au Royaume-Uni, les enseignant·e·s ne sont pas autorisé·e·s à parler de Gaza. Les guerres ne prennent pas fin grâce à l'envoi d'armes supplémentaires, mais grâce à des solutions politiques.

**Sory Kaba** (FOSEF-FESACI/Côte d'Ivoire) a insisté sur le fait qu'il n'y a pas de développement possible sans paix. La valeur de la paix doit être enracinée dans l'esprit de tou·te·s.

**Andrés Quishpe** (UNE/Équateur) a condamné les guerres et les génocides. En deux ans, les dépenses militaires ont augmenté de plus de 7 % tandis que les guerres empiètent sur l'éducation publique.

## Interventions relatives à la résolution E2

**Jacque White** (UTU/Royaume-Uni) a déclaré que la paix en Irlande du Nord était bienvenue, mais encore fragile et a appelé à porter un regard critique sur le passé. Celui-ci semble en effet vouloir se répéter, la plupart des enfants étant en réalité toujours réparti·e·s dans des établissements scolaires distincts.

**Ahmed Sabir Aljammoor** (KTU/Irak) a déclaré que la guerre instituée par l'État islamique vient de prendre fin, mais que les meurtres, les déportations

et les emprisonnements continuent de se succéder. Les élèves souffrent toujours de traumatismes et de troubles psychologiques.

**Yasser Arafat** (*ETS*/Égypte) a indiqué que l'Égypte avait accueilli plus de 11 millions de réfugié·e·s. La moitié d'entre eux·elles sont des enfants et des adolescent·e·s. Ces dernier·ère·s souffrent psychologiquement et ont été séparé·e·s de leurs familles. Il a prié l'IE de les aider en organisant une visite sur place, en faisant preuve de solidarité et en leur apportant son soutien.

**Husein Jawad** (*PPSTLL*/Liban) a évoqué la guerre au Liban, où des établissements scolaires sont détruits, des enseignant·e·s et des élèves tué·e·s, et qui compte aujourd'hui près de 15 000 réfugié·e·s. Il a appelé à faire pression en faveur d'un cessez-le-feu.

**John Boyle** (*INTO*/Irlande) a annoncé l'organisation d'une conférence sur la Palestine. Il a appelé à faire pression sur nos gouvernements pour mettre fin aux guerres en Ukraine, au Moyen-Orient et partout ailleurs.

**Agnes Bikoko** (*FECASE*/Cameroun) a déclaré que les enfants ont besoin d'un environnement sûr et sain. Au Cameroun, près de 850 000 enfants n'ont pas accès à l'éducation. Les établissements scolaires devraient être des sanctuaires.

**Thabo Manne** (*NAPTOSA*/Afrique du Sud) a déclaré que les guerres perturbent la scolarité et entraînent des déplacements de populations. Les traumatismes psychologiques et l'exposition à la violence peuvent nuire à la concentration et à l'apprentissage des enfants.

**Wayne Broom** (*NASUWT*/Royaume-Uni) a fait remarquer que le droit international protégeant les établissements scolaires et les enfants est ignoré. L'éducation est vitale pour la paix et la démocratie.

### **Interventions relatives à la résolution E3**

**Jean Kamdem** (*FESER*/Cameroun) a fait remarquer que les guerres se multiplient et que les établissements scolaires sont de plus en plus pris pour cible. Les enseignant·e·s et les élèves sont les premières victimes de cette inhumanité. Il a appelé l'IE à condamner toutes les personnes impliquées dans la fabrication de machines de guerre.

**Augustin Tumba Nzuji** (*FENECO*/République démocratique du Congo) a indiqué que son pays déplace de force ses habitant·e·s pour accéder à des minerais. Il a estimé à 7 millions le nombre de personnes déplacées et à 10 millions le nombre de personnes décédées.

Les résolutions ont été votées séparément.

La [résolution E1](#), telle que modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

La [résolution E2](#), telle que modifiée, a été adoptée.

La [résolution E3](#), telle que modifiée, a été adoptée.

## **U2: LA FAMINE À GAZA S'AGGRAVE APRÈS L'INVASION TERRESTRE DE RAFAH : APPEL À UNE ACTION IMMÉDIATE**

La [résolution urgente U2](#) a été présentée par sa motionnaire, **Manal Hdaife** (*PPSTLL*/Liban). **Younes Firachine** (*SNE-CDT*/Maroc) en est le co-motionnaire.

Manal Hdaife a indiqué que, depuis le 22 juillet, Israël a décrété 83 % de la bande de Gaza comme une zone interdite aux Palestinien·ne·s. Plus d'un cinquième de la population est confronté à la famine. La résolution appelle notamment au respect du droit international.

Younes Firachine a qualifié la guerre en Palestine de génocide. Des femmes, des enfants et des personnes âgées y sont tué·e·s et des hôpitaux et des



campes de réfugié·e·s y sont détruits. Nous devons nous battre pour la justice. Aucun amendement n'a été proposé.

### Interventions

**Saed Erziqat** (GUPT/Palestine) Palestine) a appelé les participant·e·s à se mobiliser pour la Palestine. Il a donné une description explicite de ce que vivent ceux·elles qui y perdent leurs proches.

**Sadik Rghioui** (SNE-FDT/Maroc) a déclaré que les Palestinien·ne·s sont victimes de xénophobie au sein de leur propre pays et qu'il·elle·s ont besoin de leur propre État. Il a désigné les enseignant·e·s comme les esprits et les âmes du monde.

**Andreas Keller** (GEW/Allemagne) a appelé à un cessez-le-feu et à la mise en place d'une aide humanitaire dans la bande de Gaza. Il a également appelé à une solution à deux États. Il a toutefois ajouté qu'il ne fallait pas oublier l'attaque terroriste du Hamas à l'origine de la guerre.

**Mike Thiruman** (STU/Singapour) a déclaré que le seul camp qu'il choisit est celui de l'humanité. Nous devons mettre un terme à toute cette souffrance et nous assurer que l'aide humanitaire parvienne à destination.

**Mario Nogueira** (FENPROF/Portugal) a déclaré que les Portugais·e·s se souviennent encore de leurs 48 années de répression, de colonialisme et de guerre. Il a ajouté que son pays condamne toute forme de colonialisme ou de guerre, peu importe où dans le monde.

**Cuqui Vera** (FECCOO/Espagne) a déclaré que la situation en Palestine empire de jour en jour. Son syndicat appelle à un cessez-le-feu permanent, au respect du droit international et au retour dans leurs foyers des travailleur·euse·s pris·e·s au piège.

**Louise Regan** (NEU/Royaume-Uni) a indiqué que plus de 16 000 enfants ont été tué·e·s à Gaza et qu'un grand nombre d'entre eux·elles ont perdu des membres. Il·Elle·s souffriront de ces traumatismes pendant encore plusieurs décennies. Nous devons appeler à un cessez-le-feu et à une aide humanitaire.

**Oussama El Arnaut** (TSL/Liban) a mentionné les enseignant·e·s victimes de bombardements, d'assassinats, de la famine et de la guerre. Les droits humains ne sont pas respectés.

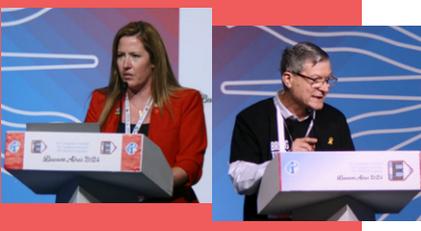
**Luc Nhyomog** (SYNTESPRIC/Cameroun) a évoqué les bâtiments détruits, les enseignant·e·s contraint·e·s de quitter leur foyer, les personnes tuées par les bombardements et la famine. Nous devons faire preuve de solidarité et d'humanité.

**José Manuel Fernández Gayoso** (STEs/Espagne) a qualifié la guerre en Palestine de génocide. Il a déclaré que cette guerre remonte à plusieurs décennies et que les Palestinien·ne·s doivent enfin devenir un peuple libre et souverain.

**Shannon McCann** (NEA/États-Unis) a déclaré que c'est en période de crise que nous avons le plus besoin de solidarité mondiale. Son syndicat condamne l'attaque du Hamas, appelle à la libération des otages et à un cessez-le-feu, et plaide en faveur d'une solution à deux États.

**Eliezer Winograd** (ITU/Israël) a qualifié la résolution de propagande et a affirmé que le terrorisme contre Israël était récompensé. Exposant en détail les atrocités commises le 7 octobre, il a déclaré qu'Israël n'avait pas déclenché la guerre. Il a ajouté que le système éducatif de la bande de Gaza enseigne aux enfants à haïr Israël.

**Clément Poulet** (FNEC.FP-FO/France) a sollicité un appui pour les manifestations d'étudiant·e·s. Il a indiqué que la France avait déployé la



police pour les empêcher, bafouant ainsi l'autonomie des universités et des établissements d'enseignement supérieur.

**Andrea Bradley** (EIS/Royaume-Uni) a annoncé que son syndicat se bat pour les droits humains, les droits des travailleur·euse·s et de l'enfant, ainsi que pour la paix et la justice. Si nous ne les défendons pas, a-t-elle demandé, qui le fera ?

**Saddek Dziri** (UNPEF/Algérie) a décrit les souffrances subies par les populations à Gaza, notamment l'absence d'eau potable et d'abris ainsi que la destruction des établissements scolaires, des hôpitaux et des universités. Il a demandé quel était l'intérêt des Nations Unies si elles n'étaient pas en mesure de mettre fin à cette guerre.

**Rob Copeland** (UCU/Royaume-Uni) a fait part de l'intention des enseignant·e·s et du personnel des universités de Gaza de reprendre l'enseignement dès que possible. Un comité a été formé afin d'obtenir une aide internationale pour la reconstruction.

**Leo Casey** (AFT/États-Unis) a fait remarquer que son syndicat ne considère rien de plus bouleversant que les meurtres d'enfants, qu'il s'agisse des meurtres du 7 octobre ou de ceux perpétrés actuellement. Il a déclaré qu'il est encore possible de prévenir la famine massive qui menace la bande de Gaza.

La [résolution urgente U4](#) a été adoptée.

#### **E4: SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE**

La [résolution E4](#), qui concerne l'Ukraine, a été présentée ensuite. La motionnaire de la résolution est **Kateryna Maliuta-Osaulova** (TUESWU/Ukraine). **Larry Flanagan** (EIS/Royaume-Uni) en est le co-motionnaire.

Kateryna Maliuta-Osaulova a évoqué la situation en Ukraine, marquée par la destruction d'écoles, la mort d'enfants, leur torture et leur déportation en Russie, les bombardements et les attaques de missiles, la contamination de l'air ou encore la destruction d'infrastructures énergétiques. Des millions de personnes ont fui le pays. Elle a appelé l'IE à être solidaire et à soutenir la justice et la démocratie.

Larry Flanagan a fait l'éloge des enseignant·e·s ukrainien·ne·s, ainsi que des parents et du gouvernement, pour avoir préservé l'éducation. L'école offre aux enfants un semblant de normalité et d'espoir, tandis que la solidarité nous rappelle que nous ne sommes pas seul·e·s.

#### **Amendements recevables**

[Amendements \(1\), \(2\)](#) et [\(3\)](#), proposés par le syndicat [GEW](#)/Allemagne.

#### **Interventions**

**Maike Finnern** (Bureau exécutif) a appelé à la solidarité avec les syndicats et les enseignant·e·s ukrainien·ne·s ayant fui le pays. Elle a également mentionné les confrères et consœurs biélorusses qui courent de sérieux risques en s'opposant à la guerre.

**Julien Farges** (SNES-FSU/France) a déclaré que nous devons mobiliser les populations afin de soutenir davantage l'Ukraine. Il a ajouté qu'il ne fallait pas commettre les mêmes erreurs qu'avec la Seconde République espagnole. Nos syndicats doivent tirer parti du soft power, c'est-à-dire du pouvoir de la diplomatie, de la négociation et de l'opinion publique.

La [résolution E4](#), telle que modifiée, a été adoptée.

La [résolution E5](#) n'a pas été examinée, car elle a été retirée par ses motionnaires.





## E6: L'ESPOIR EN HAÏTI

La [résolution E6](#) a été présentée par son motionnaire, **Youri Blanchet** (CSQ/Canada). **Magalie Georges** (CNEH/Haïti) en est la co-motionnaire.

Youri Blanchet a mentionné l'instabilité politique et les violences, rapportant que 80 % de la capitale haïtienne est contrôlée par des gangs. Les enseignant·e·s appellent à la fin de la violence à l'égard des femmes et des plus jeunes. Nous devons soutenir la société civile et favoriser l'État de droit.

Magalie Georges a fait remarquer que les travaux publics et le service de la dette sont les priorités du gouvernement. Les salaires des enseignant·e·s sont insuffisants et plus de 700 000 enfants ne sont pas scolarisé·e·s. Les gangs sont mieux armés que l'armée ou la police et commettent de nombreux viols et meurtres. Haïti a besoin de notre solidarité.

Aucun amendement n'a été présenté.

### Intervention

**Evelyn DeJesus** (AFT/États-Unis) a rapporté que 200 policier·ère·s kenyan·e·s supplémentaires sont arrivé·e·s en Haïti pour aider à rétablir l'ordre et que d'autres doivent encore arriver en provenance d'autres pays. Cette résolution permettra de mettre en lumière le travail accompli par les syndicats haïtiens pour défendre la démocratie.

La [résolution E6](#) a été adoptée à l'unanimité.

## 7.4 Résolutions : Résolutions urgentes et diverses

### **C8: RESTRICTIONS AUX DROITS POLITIQUES DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS EN TANT QUE CITOYENS EN RÉPUBLIQUE DE CORÉE**

La [résolution C8](#) a été présentée par sa motionnaire, **Heeyeong Jeon** (Bureau exécutif) et appuyée par **Fred Grindrod** (NASUWT/Royaume-Uni).

Heeyeong Jeon a signalé qu'en Corée du Sud, les enseignant·e·s peuvent être poursuivi·e·s en justice pour avoir cliqué sur le bouton « J'aime » d'une affiche politique sur Facebook ou être licencié·e·s pour avoir fait un don à un parti politique. Les enseignant·e·s de Corée du Sud devraient bénéficier de droits politiques fondamentaux.

Fred Grindrod a déclaré que les enseignant·e·s sud-coréen·ne·s devraient bénéficier de droits politiques de base et jouir d'une liberté d'expression. Ceux·elles-ci sont montré·e·s du doigt et réduit·e·s au silence.

Aucun amendement n'a été présenté et aucune intervention n'a eu lieu.

La [résolution C8](#) a été adoptée à l'unanimité.

### **U1: APPELANT À L'ABANDON IMMÉDIAT DES CHEFS D'ACCUSATION FABRIQUÉS DE TOUTES PIÈCES VISANT LA REPRÉSENTANTE FRANCE CASTRO ET TALAINGOD 18**

La [résolution urgente U1](#) a ensuite été présentée par son motionnaire, **Raymond Basilio**, membre du Bureau exécutif et appuyée par **Rosalia Fatiaka** (AUSPS/Fiji).

Raymond Basilio a déclaré que la représentante d'ACT France Castro et d'autres personnes ont été condamnées à tort pour maltraitance d'enfants. En vérité, a-t-il précisé, celles-ci faisaient partie d'une mission de solidarité nationale dont le but était de sauver des enfants autochtones des attaques d'un groupe paramilitaire. Il a ajouté que ceci ne représente que la dernière attaque en date contre France Castro en raison de ses critiques à l'égard du gouvernement et de son travail en faveur des droits humains.

Rosalia Fatiaki a déclaré que cette dernière était venue en aide aux peuples autochtones, aux enseignant·e·s et aux élèves dont les écoles étaient menacées de fermeture. Elle s'est opposée à la militarisation et aux déplacements et a toujours défendu les droits humains.

Aucun amendement n'a été présenté et aucune intervention n'a eu lieu.

La [résolution U1](#) a été adoptée à l'unanimité.

#### **U4: SOLIDARITÉ AVEC LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION DU GUATEMALA**

La [résolution urgente U4](#) a été présentée par son motionnaire, **Joviel Acevedo** (STEG/Guatemala). **Isabel Olaya** (FECODE/Colombie) en est la co-motionnaire.

Joviel Acevedo a affirmé qu'après 36 ans de guerre, le Guatemala a enfin retrouvé la paix. Cependant, les responsables syndicaux·ales ainsi que leurs familles se font parfois suivre par des véhicules non identifiés. Il·Elle·s craignent de se faire assassiner.

Isabel Olaya a évoqué la violence à l'encontre des travailleur·euse·s et de leurs représentant·e·s et a appelé à la solidarité internationale contre la persécution et la stigmatisation.

Aucun amendement n'a été présenté et aucune intervention n'a eu lieu.

La [résolution U4](#) a été adoptée à l'unanimité.

#### **U5: CESSER LES COUPES FINANCIÈRES ET LE HARCÈLEMENT DU SYSTÈME ÉDUCATIF ET UNIVERSITAIRE PUBLICS EN ARGENTINE**

La résolution urgente U5 a été présentée par sa motionnaire, **Yamile Socolovsky** (CONADU/Argentine). **Roberto Baradel** (CTERA/Argentine) en est le co-motionnaire.

Yamile Socolovsky a fait remarquer que l'Université nationale Mères de la Place de Mai n'a jamais reçu le financement légalement prévu, si bien que les travailleur·euse·s n'ont pas pu percevoir leur salaire. Les droits humains, le féminisme, la science, la technologie, la littérature et les arts sont pris pour cible.

Aucun amendement n'a été présenté et aucune intervention n'a eu lieu.

La résolution urgente U5 a été adoptée à l'unanimité.

La **présidente Hopgood** a ensuite annoncé que le Congrès avait examiné l'ensemble des résolutions visant à définir les nouvelles politiques ou stratégies de l'IE. Le temps prévu pour la présentation des résolutions étant écoulé, elle a proposé une motion de la présidence afin que les résolutions qui n'ont pas pu être traitées soient soumises au nouveau Bureau exécutif.

Elle a été présentée par **Mugwena Maluleke** et appuyée par **Johanna Jaara Åstrand**, tou·te·s deux membres du Bureau exécutif.

La motion a été adoptée à l'unanimité.





La présidente Hopgood a également souligné que l'ascenseur PMR était tombé en panne, perturbant ainsi l'accessibilité au Congrès. Le motionnaire prévu pour l'une des résolutions était l'une des personnes affectées par ce problème. Il était question de la [résolution D3](#), *Une nouvelle approche du handicap*, qui porte sur l'éducation et le handicap.

Une vidéo des activités des jours précédents a été finalement diffusée tandis que les participant-e-s se préparaient pour les cérémonies de clôture.

## 7.5 Associé-e-s émérites de l'IE

La **présidente Hopgood** a décerné le titre d'Associé-e-s émérites de l'IE à un certain nombre de personnes, notamment à des membres d'organisations affiliées qui ont assisté l'IE dans la promotion et la mise en œuvre de ses politiques. Certain-e-s ont été élu-e-s à des postes régionaux, mais la plupart ont simplement travaillé inlassablement et consciencieusement pour soutenir l'IE et son personnel, en particulier sur le terrain, dans le cadre de leurs programmes de coopération, de développement et d'assistance.

Luc Allaire	CSQ/Canada
Tore Asmussen	DLF/Danemark
Odile Cordelier	SNES-FSU/France
Eva Elmstedt Frisk	STU/Suède
Patricia Keefer	AFT/États-Unis
Trudy Kerperien	AOb/Pays-Bas
Beverley Park	CTF-FCE/Canada
Cuqui Vera	FECCOO/Espagne



## 7.6 Présentation des membres sortant-e-s du Bureau exécutif

La **présidente Hopgood** a par la suite exprimé sa gratitude aux membres du Bureau exécutif qui arrivent au terme de leur mandat et les a invité-e-s à monter sur l'estrade.

Nelson Alarcón	FECODE/Colombie
Sonia Alesso	CTERA/Argentine
Raymond D. Basilio	ACT/Philippines
Mary Bousted	NEU/Royaume-Uni
Sławomir Broniarz	ZNP/Pologne
Roberto de Leão	CNTE/Brésil
Lily Eskelsen García	NEA/États-Unis
Susan Hopgood	AEU/Australie
Heeyeong Jeon	KTU/Corée du Sud
Roberto Trochez	COLPROSUMAH/Honduras
Randi Weingarten	AFT/États-Unis
Dianne Woloschuk	CTF-FCE/Canada



## 7.7 Présentation du nouveau Bureau exécutif

La **présidente Hopgood** a ensuite invité les nouveaux·elles membres du Bureau exécutif à se joindre à elle.

Heleno Araújo	CNTE/Brésil
Domingo José Ayala Espitia	FECODE/Colombie
Robert Baradel	CTERA/Argentine
Olha Chabaniuk	TUESWU/Ukraine
Evelyn DeJesus	AFT/États-Unis
Correna Haythorpe	AEU/Australie
Manal Hdaife	PPSTLL/Liban
Takashi Kajiwara	JTU/Japon

Daniel Kebede	NEU/Royaume-Uni
Gilda Montero Sánchez	ANDE/Costa Rica
Becky Pringle	NEA/États-Unis
Unifah Rosyidi	PGRI/Indonésie

Elle a finalement appelé l'ensemble des membres actuel·le·s du Bureau exécutif à les rejoindre, en particulier le nouveau président, qu'elle a invité à prendre la parole.

Le **nouveau président Mugwena Maluleke** a remercié la présidente Hopgood et a salué les participant·e·s pour avoir élu neuf femmes aux dix sièges ouverts.

Il a déclaré être impatient de défendre les droits humains et syndicaux et de promouvoir l'éducation publique, la justice sociale, la dignité et la paix. « *Lorsque nous nous battons, nous gagnons* », a-t-il ajouté.

Il a affirmé : « *en tant qu'enseignant·e·s et personnels de soutien à l'éducation, nous représentons le cœur, l'âme, les architectes et les créateur·rice·s de nos établissements scolaires et de nos communautés éducatives* ». L'IE se bat particulièrement pour garantir la dignité, obtenir de meilleurs salaires et instaurer des environnements de travail plus sûrs. Tout le monde devrait avoir la chance de s'épanouir, peu importe l'origine ethnique, le genre ou la caste. La priorité de nos enfants devrait être de cultiver leur curiosité et leur créativité. Il·Elle·s méritent d'apprendre dans un environnement paisible.

La présidente Hopgood a par ailleurs annoncé que le 11<sup>e</sup> Congrès prévu en 2029 se tiendra dans la région européenne, conformément à la rotation régulière des régions accueillant les congrès de l'IE.

## 7.8 Remarques conclusives de la présidente

La **secrétaire générale adjointe Haldis Holst** a invité la **présidente Hopgood** à prononcer le discours de clôture. Elle l'a remerciée pour sa gentillesse et son écoute. Il s'agissait du dernier discours de clôture de Susan Hopgood en tant que présidente de l'IE.

Elle a remercié l'ensemble des participant·e·s pour leur générosité et a félicité le nouveau président, Mugwena Maluleke, ainsi que le secrétaire général réélu, David Edwards. Elle a également exprimé sa gratitude au personnel du Secrétariat et des bureaux régionaux.

Les futures activités de l'IE seront ancrées dans la campagne « *La force du public : ensemble on fait école !* », qui s'appuie désormais sur les recommandations du Groupe de haut niveau des Nations Unies et qui est menée par nos membres aux quatre coins du globe. Son objectif premier est notamment de remédier à la pénurie d'enseignant·e·s.

L'IE doit agir face à la montée de l'extrême droite et à ses atteintes à l'éducation, à la démocratie, aux droits des travailleur·euse·s et à la liberté de la recherche. Par ailleurs, les objectifs de développement durable de l'IE comprennent entre autres la promotion de l'égalité des genres ainsi que l'augmentation des investissements gouvernementaux dans l'éducation. Le changement climatique et la justice environnementale constituent également des préoccupations de premier ordre.

L'IA est en outre venue créer de nouveaux enjeux pour l'éducation, notamment en matière d'utilisation des technologies en classe, de collecte de données et de respect de la vie privée. Les enseignant·e·s devraient être impliqué·e·s dans la conception, les évaluations et le déploiement de l'IA.

En tant qu'éducateur·rice·s, nous condamnons la guerre et toute forme d'oppression et œuvrons en faveur de la paix, du respect et de la dignité humaine.



« *Cher-ère-s collègues* », a-t-elle déclaré, « *le travail que vous avez accompli ici cette semaine nous met sur le droit chemin pour renforcer nos syndicats, élever notre profession et défendre la démocratie* ». Elle a ajouté : « *les décisions prises lors de ce Congrès sont un véritable témoignage de nos valeurs et de notre mission en tant que fédération et en tant que syndicats* ».

Nous devons également agir au niveau individuel. « *En tant que syndicalistes, notre travail de mobilisation constitue l'un des piliers de notre action et l'une des clés de notre réussite.* » Le travail de l'IE autour des Objectifs de développement durable lui a permis de gagner en crédibilité sur la scène internationale, pour autant, ce statut n'est que temporaire. L'IE représente une idée, une idée qui doit être défendue et renouvelée. Nous devons identifier nos objectifs et décider ensuite des mesures à prendre pour les atteindre.

Elle a déclaré que « *ce n'est pas une question de discours ou de réunions, mais de motivation et de mobilisation autour d'une cause* ». Nous devons collaborer avec de nouvelles organisations et de nouveaux-elles allié-e-s et échanger sur nos programmes avec des groupes tels que les Nations Unies et l'OIT. Nous cherchons à établir un lien entre la crise du financement de l'éducation et le monde plus viable que nous souhaitons créer et appelons les gouvernements à assumer leurs responsabilités. Elle a souligné que « *se mobiliser, c'est aussi s'opposer activement au statu quo* ». Les systèmes sont bien souvent dysfonctionnels, brisés par la politique ou ont même été conçus de manière à ne pas fonctionner dès le début.

Nos syndicats doivent parfois aussi se remettre en question, tant au niveau de leurs structures que de leurs pratiques, a-t-elle déclaré. Les femmes, les jeunes et les membres autochtones doivent être impliqué-e-s et soutenu-e-s. Nous devons également nous interroger sur les raisons des réussites en matière de syndicalisation.

Susan Hopgood a raconté son parcours ; celui d'une jeune enseignante, membre d'un syndicat, à qui l'on avait demandé si elle souhaitait s'impliquer dans la cause des femmes. Cette tâche ne représentait pas une charge de travail considérable et ne nécessitait pas d'expérience. Elle a donc accepté, s'est ensuite présentée aux élections et a progressivement assumé un rôle de dirigeante. « *Et la raison de toute cette aventure tient en quatre mots : on m'a demandé.* » La personne qui lui avait posé la question lui avait confié qu'elle considérait qu'une partie de son travail consistait à trouver les personnes qui lui succéderaient. Susan Hopgood a donc invité tout le monde à se demander : « *qui me succédera ?* ».



Elle a déclaré : « *cette organisation, ce mouvement dont nous faisons partie, porte avant tout sur les personnes. Elle porte sur les relations. Elle porte sur le regroupement et la valorisation des femmes et des hommes ordinaires et extraordinaires qui nous entourent* » et qui ont la force de se battre et de diriger, dans la rue, dans les tribunaux et les ministères, à la table des négociations et dans les cuisines de nos voisin-e-s. Les personnes qui nous succèdent bâtiront la prochaine génération de syndicats forts et engagés.

Susan Hopgood a finalement remercié « *l'IE, ma grande famille mondiale, pour votre amitié et votre engagement sans faille* ». Elle a terminé en déclarant : « *servir mon syndicat et ma fédération a été le plus grand honneur de ma vie... Je vous remercie du fond du cœur* ».

À la fin de son discours, la présidente a remercié les différentes entités qui ont accueilli l'IE en Argentine, qui ont apporté leur contribution et fourni les services nécessaires et qui ont ainsi fait de ce Congrès un succès. Elle a ensuite annoncé la clôture du Congrès, après quoi le groupe musical de l'IE est monté sur scène.

